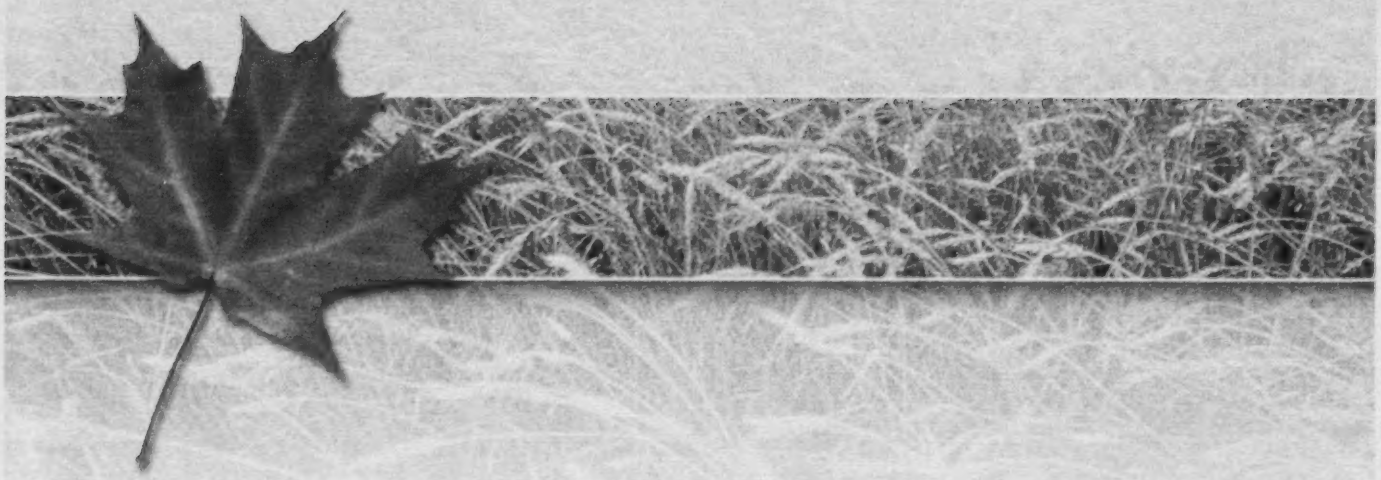
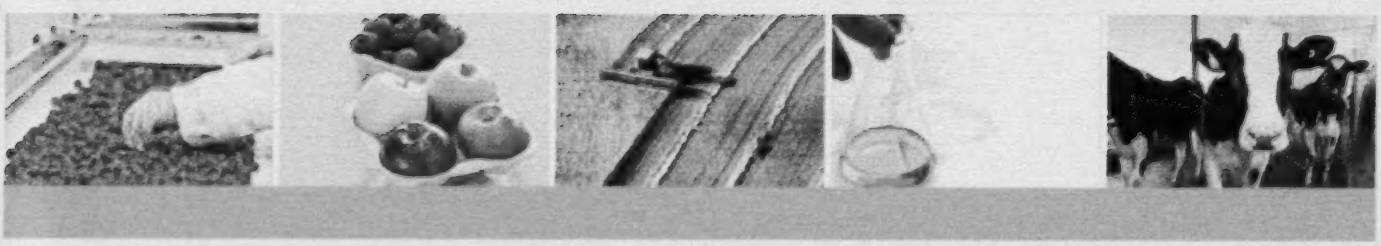
Agriculture et Agroalimentaire Canada
Agriculture and Agri-Food Canada
Canada



2015

Vue d'ensemble du système agricole et agroalimentaire canadien



Vue d'ensemble du système agricole et agroalimentaire canadien 2015

Équipe de gestion du projet
Sam Bonti-Akomah, Jennifer Vignola, Matthew Cahoon

Équipe de projet

Les membres de la Section de l'analyse de l'industrie agroalimentaire et de la compétitivité. La présente publication renferme des données et des analyses provenant des trois divisions de la Direction de la recherche et de l'analyse, ainsi que d'autres divisions et directions générales d'Agriculture et Agroalimentaire Canada.

Avril 2015

Direction de la recherche et de l'analyse
Direction générale des politiques stratégiques
Agriculture et Agroalimentaire Canada

NOTE AUX LECTEURS

La présente publication se fonde sur les plus récentes données disponibles depuis septembre 2014.
En raison de l'arrondissement, il se peut que les totaux n'équivaillent pas à la somme de leurs éléments.

Documents provenant de tiers

Certains documents et éléments graphiques de cette publication sont assujettis aux droits d'auteur d'autres organisations, en particulier dans le cas de sites exploités conjointement par une institution du gouvernement du Canada et une organisation externe, dans le cadre d'un accord de collaboration. Dans de tels cas, certaines restrictions sur la reproduction de documents ou d'éléments graphiques peuvent s'appliquer et il peut être nécessaire d'obtenir la permission du détenteur des droits d'auteur avant de faire la reproduction.

© Sa Majesté la Reine du chef du Canada, représentée par le ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire, (2015)
N° de catalogue A38-1/1-2015F-PDF
ISSN 1708-4172
N° AAC 12338F

Vous pouvez obtenir une version électronique des publications de la Direction de la recherche et de l'analyse, à l'adresse suivante : http://www.agr.gc.ca
Issued also in English under the title ***An Overview of the Canadian Agriculture and Agri-Food System 2015***

Pour de plus amples renseignements, rendez-vous au www.agr.gc.ca ou composez sans frais le 1-855-773-0241.

TABLE DES MATIÈRES

LISTE DES GRAPHIQUES 4

RÉSUMÉ 9

FAITS SAILLANTS 10

PARTIE A : Section spéciale 13

A1. Pertes et gaspillage alimentaires dans le système agricole et agroalimentaire 14

SECTION B : PIB et emploi 22

SECTION C : Commerce international 28

SECTION D : Innovation 38

SECTION E : Agriculture primaire 50

E1 : Finances agricoles 51

E2 : Intrants agricoles 60

E3 : Émissions de GES provenant de sources agricoles 65

SECTION F : Agroalimentaire 70

F1 : Transformation des aliments et des boissons 71

F2 : Le commerce alimentaire de détail / de gros et les services alimentaires 82

SECTION G : Consommateurs 88

SECTION H : Dépenses publiques et soutien aux producteurs 97

GLOSSAIRE 103

SOURCES DES DONNÉES ET RÉFÉRENCES 112

LISTE DES GRAPHIQUES

PARTIE A : SECTION SPÉCIALE

A1 : Pertes et gaspillage alimentaires dans le système agroalimentaire

A.1 Répartition du total des pertes et du gaspillage alimentaires pour chacune des étapes de la chaîne d'approvisionnement, 2009

A.2 Répartition du total des pertes et du gaspillage alimentaires entre les principales régions géographiques, 2009

A.3 Répartition des pertes et du gaspillage alimentaires à l'échelle mondiale par catégorie de produits, 2009

A.4 Pourcentage des pertes et du gaspillage selon l'approvisonnement à l'échelle mondiale, par produit de base, 2009

A.5 Pertes et gaspillage d'aliments par les ménages et les entreprises de vente au détail en pourcentage de l'approvisionnement alimentaire Canada, 2010

A.6 Pertes et gaspillage d'aliments par les ménages et les entreprises de vente au détail en pourcentage de l'approvisionnement alimentaire, États-Unis, 2010

A.7 Pertes et gaspillage alimentaires par les ménages et les entreprises de vente au détail, par catégorie de produits, en pourcentage du total des pertes et du gaspillage alimentaires, 2010

A.8 Total des émissions nationales de gaz à effet de serre, pays sélectionnés, 2007

A.9 Répartition des aliments gaspillés et perdus et des GES, par catégorie de produits, 2007

A.10 Répartition des déchets municipaux aux États-Unis, avant recyclage, par type de déchets, 2010

A.11 Répartition des déchets municipaux aux États-Unis, après recyclage, par type de déchets, 2010

PARTIE B : PIB ET EMPLOI

B.1 Contribution du système agricole et agroalimentaire au PIB total du Canada, 2013

B.2 PIB du système agricole et agroalimentaire, 1997-2013

B.3 Contribution du système agricole et agroalimentaire au PIB provincial,2013*

B.4 Contribution des provinces au total du PIB canadien provenant du système agricole et agroalimentaire, 2013*

B.5 Contribution du système agricole et agroalimentaire à l'emploi, 2013

B.6 Emploi dans le système agricole et agroalimentaire, 1997-2013

B.7 Contribution des provinces au total des emplois de transfromation dans le système agricole et agroalimentaire, 2013*

B.8 Part de l'emploi détenue par le système agricole et agroalimentaire, par province, 2013*

PARTIE C : COMMERCE INTERNATIONAL

C.1 Exportations mondiales de produits agricoles et agroalimentaires par pays d'origine, 2013

C.2 Importations mondiales de produits agricoles et agroalimentaires par pays de destination, 2013

C.3 Destination des exportations canadiennes de produits agricoles et agroalimentaires, 2013

C.4 Destination des exportations canadiennes de produits agricoles et agroalimentaires,1993-2013

C.5 Origine des importations canadiennes de produits agricoles et agroalimentaires, 2013

C.6 Origine des importations canadiennes de produits agricoles et agroalimentaires, 1993-2013

C.7 Composition des exportations canadiennes de produits agricoles et agroalimentaires par catégorie de produit , 2013

C.8 Composition des exportations canadiennes de produits agricoles et agroalimentaires par catégorie de produits, 1993-2013

C.9 Composition des importations canadiennes de produits agricoles et agroalimentaires par catégorie de produits, 2013

C.10 Composition des importations canadiennes de produits agricoles et agroalimentaires, par catégorie de produits, 1993-2013

C.11 Part estimative des produits agricoles primaires et transformés qui sont exportés, basée sur le volume, moyenne 2011-2013

C.12 Part estimative de la production agricole primaire qui est exportée, basée sur valeur, 1997-2013

C.13 Exportations, importations et balance commerciale canadiennes de produits agricoles primaires, 1993-2013

C.14 Exportations, importations et balance commerciale canadiennes de produits agricoles transformés, 1993-2013

C.15 Prix, volumes et valeurs des exportations canadiennes de produits agricoles et agroalimentaires, 1993-2013

C.16 Prix, volumes et valeurs des importations canadiennes de produits agricoles et agroalimentaires, 1993-2013

PARTIE D : INNOVATION

D.1 Dépenses publiques en R et D à l'appui du secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire, 1990-1991 à 2013-2014

D.2 Dépenses publiques en R et D visant à appuyer le secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire, en pourcentage des revenus agricoles bruts, 1994-1998 à 2009-2013

D.3 Dépenses réelles du secteur privé en R et D dans le secteur de l'agriculture, 1981-2013

D.4 Dépenses réelles du secteur privé en R et D dans la transformation d'aliments, 1981-2013

D.5 Prélèvements et dépenses en R et D de la Saskatchewan Pulse Growers, 1984-2013

D.6 Production de légumineuses et de canola au Canada, 1990-2014

D.7 Pourcentage des entreprises de transformation alimentaire ayant innové en matière de produits ou de processus, 2012

D.8 Pourcentage des entreprises manufacturières et de transformation alimentaire qui ont innové en matière de produits ou de processus, 2009 et 2012

D.9 Pourcentage des entreprises du secteur manufacturier et de la transformation alimentaire ayant introduit des procédés innovants qui ont réduit le coût moyen de produits existants, 2009 et 2012

D.10 Total des dépenses du secteur de la fabrication et de la fabrication d'aliments consacrées à l'innovation de produits, 2012

D.11 Dépenses du secteur de la fabrication d'aliments consacrées à l'innovation de produits, 2009 et 2012

D.12 Total des dépenses du secteur manufacturier et de la transformation alimentaire consacrées aux processus innovants, 2012

D.13 Dépenses du secteur de la transformation alimentaire consacrées aux processus innovants, 2009 et 2012

D.14 Proportion d'entreprises du secteur manufacturier et de la transformation d'aliments ayant déclaré utiliser l'une des technologies de pointe suivantes, par catégorie, 2012

D.15 Proportion d'entreprises de transformation alimentaire ayant acquis ou intégré des technologies de pointe, par procédé, 2009 and 2012D.16Pourcentage des entreprises de transformation alimentaire ayant signalé des obstacles à l'innovation, 2009 et 2012

D.16 Pourcentage des entreprises de transformation alimentaire ayant signalé des obstacles à l'innovation, 2009 et 2012

D.17 Principaux programmes gouvernementaux de soutien aux activités d'innovation dans le secteur de la transformation d'aliments, 2009 et 2012

PARTIE E : AGRICULTURE PRIMAIRE

PARTIE E1 : Finance agricoles

E.1.1 Répartition de la valeur de la production agricole, 2010

E.1.2 Recettes des marchés agricoles par catégorie de produit, 2003 et 2013

E.1.3 Recettes du marché agricole par catégorie de produits, 2003-2013

E.1.4 Recettes agricoles régionales par groupe de produits, 2013

E.1.5 Recettes monétaires agricoles, dépenses d'exploitation et recettes monétaires nettes par groupe de produits, 1993-2013

E.1.6 Revenu net d'exploitation moyen, 2007-2012

E.1.7 Revenu net d'exploitation moyen des exploitations agricoles, 2012

E.1.8 Revenu net d'exploitation moyen, 2012

E.1.9 Revenu net d'exploitation moyen par type d'exploitation agricole, 2012

E.1.10 Valeur ajoutée nette agricoles, 2003-2012

E.1.11 Part des exportations agricoles canadienne, 1997-2010

E.1.12 Part des exploitations agricoles dans les dépenses d'alimentation des ménages, produits sélectionnés 1997-2008

PARTIE E2 : Intrants agricoles

E.2.1 Dépenses nettes d'exploitation agricole, 2013

E.2.2 Dépenses nettes d'exploitation agricole et frais d'amortissement, 2003 à 2013

E.2.3 Indice des prix des entrées dans l'agriculture, 2002 à 2013

E.2.4 Prix au comptant de l'ammoniac anhydre et du gaz naturel, 1998 à 2013

E.2.5 Valeur de l'ensemble des loyers et des terres agricoles, 1971 à 2013

E.2.6 indice des tarifs du transport ferroviaire et du cammionnge dans l'Ouest canadien, 2002-2003 à 2012-2013

PARTIE E3 : Émissions de GES provenant de sources agricoles

E.3.1 Émissions du secteur agricole et leur intensité,1990-2011

E.3.2 Répartition des émissions de GES au Canada, 2011

E.3.3 Tendances des émissions, par catégorie, 1990-2011

E.3.4 Émissions et absorptions associées aux changements de pratiques de gestion des sols, 1990-2011
E.3.5 Émissions estimatives de GES agricole à l'avenir
E.3.6 Pourcentage d'exploitations agricoles ayant adopté un PAE, par province
E.3.7 Pourcentage d'exploitations agricoles mettant en œuvre des pratiques de gestion bénéfique, 2011

PARTIE F : AGROALIMENTAIRE

PARTIE F1 : Transformation des aliments et des boissons

F.1.1 Transformation des aliments : composition des intrants et destination des extrants, 2010
F.1.2 Distribution du PIB total du secteur manufacturier, 2013
F.1.3 Distribution de l'ensemble des emplois du secteur manufacturier par industrie, 2013
F.1.4 Répartition des établissements de transformation des aliments et des boissons par province, 2013
F.1.5 Distribution des expéditions des transformateur d'aliments et de boissons par sous-industrie, 2013
F.1.6 Expéditions des transformateurs d'aliments et de boissons, 1992-2013
F.1.7 Emplois dans l'industrie de la transformation des aliments et des boissons, par sous-catégorie, 2013
F1.8 Emplois dans l'industrie de la transformation des aliments et des boissons, par sous-industrie, 1992-2013
F.1.9 Intensité des importations et des exportations d'aliments et de boissons transformés, par sous-secteur, 2013
F.1.10 Destination des expéditions de l'industrie de la transformation des aliments et des boissons, par destination, 2013
F.1.11 Ensemble des coûts des intrants variables dans l'industrie de la transformation des aliments et des boissons, 2012
F.1.12 Total des coûts variables des aliments et des boissons transformés, par sous-secteur, 2013
F.1.13 Indices des prix des matières premières pour certains produits de base, 2003-2013
F.1.14 Rémunération hebdomadaire moyenne dans l'industrie de la transformation des aliments et des boissons et total pour le secteur manufacturier, 1991-2013
F.1.15 Marges bénéficiaires dans la transformation des aliments et des boissons gazeuses et dans l'ensemble du secteur manufacturier, 1999 à 2013
F.1.16 Ratios d'endettement dans l'industrie de la transformation des aliments et des boissons et dans l'ensemble du secteur manufacturier, 1999 à 2013
F.1.17 Volume d'IDE entrant dans l'industrie canadiennede la transformation des aliments,par pays d'origine, 2003- 2013
F.1.18 Volume d'IDE sortant dans l'industrie de la transformation des aliments, par pays destinataire, 2003 -2013

PARTIE F2 : Le commerce alimentaire de détail/de gros et les services alimentaires

F.2.1 Nombre de détaillants en d'alimentation au Canada et ventes moyennes, 1990-2013*
F.2.2 Part des ventes des détaillants en alimentation au Canada, chaînes et indépendants, par région, 2013
F.2.3 Ratio de marge bénéficiaire moyen* pour les détaillants d'aliments et de boissons, 1999-2013
F.2.4 Ventes des services alimentaires commerciaux et nombre d'établissements, 1998 à 2013
F.2.5 Marge bénéficiaire des établissements de services alimentaires et de débits de boissons, 1999-2012

F.2.6 Faillites de restaurants commerciaux, 1991- 2013

PARTIE G: CONSOMMATEURS

G.1 Le système agricole et agroalimentaire Canadien, 2013

G.2 Répartition des dépenses des ménages en biens et en services, 2013

G.3 Valeur moyenne et répartition des dépenses des ménages consacrées aux aliments et aux boissons non alcoolisées, 2012

G.4 Part des dépenses réelles des ménages consacrées aux aliments et aux boissons non alcoolisées, 1981-2013

G.5 Part des dépenses des ménages consacrées à l'ensemble des aliments par quintile de revenue au Canada et aux États-Unis, 2012

G.6 Dépenses des ménages consacrée aux aliments et boissons non alcoolisées achetés au magasin dans certain pays de l'OCDE, 1991-2012

G.7 Indice des prix à la consommation (IPC) des aliments, du logement, de l'énergie et de l'ensemble des produits, 1980-2013

G.8 Consommation estimée de bœuf, de porc, de volaille et de poisson par personne,1990-2013

G.9 Consommation estimée de produits laitiers, de fruits et légumes, ainsi que de graisses et d'huiles par personne,1990-2013

PARTIE H : DÉPENSES PUBLIQUES ET SOUTIEN AUX PRODUCTEURS

H.1 Dépenses publiques totales à l'appui du secteur agricole et agroalimentaire en pourcentage du PIB agricole, 1985-1986 à 2013-2014

H.2 Dépenses publiques totales (fédérales et provinciales) à l'appui du secteur agricole et agroalimentaire, 1985-1986 à 2013-2014

H.3 Dépenses publiques totales (fédérales et provinciales) dans le secteur agricole et agroalimentaire par province, 2013-2014

H.4 Dépenses publiques totales dans le secteur agricole et agroalimentaire en pourcentage du PIB agricole, Canada et par province, 2013-2014

H.5 Dépenses publiques fédérales et provinciales à l'appui du secteur agricole et agroalimentaire par grande catégorie, 2013-2014

H.6 Dépenses publiques fédérales et provinciales à l'appui du secteur agricole et agroalimentaire par grande catégorie, 1985-1986 à 2013-2014

H.7 Pourcentage de l'estimation du soutien aux producteurs (ESP) par rapport aux recettes agricoles brutes dans certains pays, de 1986 à 2013

H.8 Composition du soutien aux producteurs, Canada,1986-2013

H.9 Composition du soutien aux producteurs, Union européenne, 1986-2013

H.10 Composition du soutien aux producteurs, États-Unis, 1986-2013

RÉSUMÉ

Le présent rapport de 2015 donne un aperçu de la situation économique du système agricole et agroalimentaire canadien et contient les plus récentes données disponibles. Ce document de référence polyvalent :

- présente le système agricole et agroalimentaire dans le contexte de l'économie canadienne et du commerce international;
- trace un portrait de la composition et de la performance du système et des changements qu'il subit en réaction aux défis, aux possibilités et à l'évolution des marchés.

La première partie du rapport comporte une section spéciale sur les pertes et le gaspillage dans tous les maillons du système agroalimentaire. Le rapport se penche d'abord sur la pertinence du système agricole et agroalimentaire pour l'économie canadienne, établie en fonction de la contribution du système au produit intérieur brut (PIB) et du nombre d'emplois qu'il fournit au Canada. Il examine ensuite le rendement du secteur sur la scène internationale et la part des importations et exportations agricoles et agroalimentaires qu'il détient par rapport aux autres pays. Il examine également le degré d'innovation dans le secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire, laquelle est essentielle à la capacité du secteur de relever des défis et de tirer profit des possibilités qui s'offrent sur les marchés intérieurs et étrangers en évolution. Puis, il passe en revue chaque composante du système, c'est-à-dire l'agriculture primaire, le traitement des aliments, les consommateurs et la distribution alimentaire, et se termine par un survol de l'aide gouvernementale au secteur agricole.

Le rapport décrit le système agricole et agroalimentaire canadien comme une chaîne d'approvisionnement moderne, complexe, intégrée et concurrentielle qui revêt une importance pour l'économie canadienne. Il s'agit d'un système dynamique et résilient qui s'adapte sans cesse aux nouvelles demandes des consommateurs, aux progrès technologiques et à la mondialisation.

FAITS SAILLANTS

SECTION SPÉCIALE – PERTES ET GASPILLAGE ALIMENTAIRES DANS LE SYSTÈME AGROALIMENTAIRE

- Environ le tiers des denrées alimentaires mondiales sont perdues ou gaspillées chaque année. Des aliments sont perdus ou gaspillés à tous les niveaux du système agroalimentaire et ce, pour toutes sortes de raisons, allant des insectes ravageurs aux changements climatiques à l'échelon de la ferme, et des problèmes d'infrastructures à l'échelon de la distribution aux décisions prises par les consommateurs au niveau des ménages.
- Une analyse des pertes et du gaspillage alimentaires au Canada, aux États-Unis et dans d'autres pays développés révèle que la majorité des pertes et du gaspillage d'aliments surviennent dans les ménages et dans les secteurs de la vente au détail d'aliments et des services alimentaires.
- Au Canada, six milliards de kilogrammes d'aliments ont été perdus ou gaspillés dans les ménages et dans le secteur de la vente au détail, ce qui représente 29,4 % des denrées alimentaires en 2010; de ce total, 20,3% des pertes et du gaspillage proviennent des ménages et 9,1% sont imputables au secteur de la vente au détail.

IMPORTANCE DU SYSTÈME POUR L'ÉCONOMIE CANADIENNE

- Le système agricole et agroalimentaire canadien (SAAC) est une chaîne d'approvisionnement complexe et intégrée qui comprend des fournisseurs d'intrants et de services, des producteurs primaires, des transformateurs d'aliments et de boissons, des détaillants et grossistes de produits alimentaires et des fournisseurs de services de restauration. Les activités de cette chaîne d'approvisionnement entraînent d'importantes retombées économiques tant au niveau fédéral que provincial.
- En 2013, le SAAC a généré des revenus de 106,9 milliards de dollars, soit 6,7 % du PIB du Canada. De ce total, 1,8 % était attribuable à l'industrie de l'alimentation au détail et en gros, soit la part la plus importante parmi les industries du SAAC, suivie de l'industrie de la transformation des aliments, des boissons et du tabac (1,7 %). La contribution du système au PIB a augmenté chaque année depuis 2007, sauf durant la récession économique de 2009.
- L'emploi a continué de croître dans la plupart des industries du SAAC. En 2013, le SAAC a fourni un emploi sur huit au Canada, employant plus de 2,2 millions de personnes. L'industrie des services alimentaires est l'employeur le plus important du système, comptant pour 5,3 % de tous les emplois canadiens.

CONTEXTE MONDIAL

- La performance des sous-secteurs du système agricole et agroalimentaire dépend de leur capacité à soutenir à long terme la concurrence sur les marchés nationaux et internationaux.
- En 2013, le Canada s'est classé au cinquième rang mondial parmi les plus grands exportateurs de produits agricoles et agroalimentaires, derrière l'UE, les États-Unis, le Brésil et la Chine. La valeur des ventes à l'exportation du Canada a augmenté de 5,5 % en 2013 pour atteindre 46 milliards de dollars, ce qui a permi au Canada de maintenir à 3,5 % sa part de la valeur totale des exportations de produits agricoles et agroalimentaires mondiales.
- On estime qu'environ la moitié de la valeur de la production canadienne du secteur primaire de l'agriculture est exportée, sous forme de matières premières ou d'aliments et de boissons transformés.
- Les États-Unis demeurent le principal marché d'exportation de produits agricoles et agroalimentaires du Canada, représentant 50,8 % de toutes les exportations canadiennes. Les exportations à destination de la Chine représentaient 11,2 % de toutes les exportations canadiennes de produits agricoles et agroalimentaires, et le Japon, l'UE et le Mexique représentaient ensemble 17 % du total.

- Les exportations vers les États-Unis ont augmenté de 10,8 % en 2013 pour atteindre 23,4 milliards de dollars, alors que les exportations vers les marchés non américains ont augmenté de 6 % pour atteindre 22,7 milliards de dollars. Les exportations vers la Chine, qui avaient augmenté de 84 % en 2012, ont à nouveau progressé de 3,5 % en 2013.
- Avec des ventes à l'importation totalisant 34,3 milliards de dollars en 2013 — une hausse de 6 % par rapport à l'année précédente — le Canada est demeuré le sixième importateur en importance au monde, représentant 2,9 % de la valeur totale des importations mondiales de produits agricoles et agroalimentaires. Les États-Unis représentaient 61,4 % de la valeur totale des importations canadiennes de produits agricoles et agroalimentaires.

INNOVATION

- Les investissements publics dans la recherche et le développement (R et D) dans le secteur agricole et agroalimentaire représentent une source cruciale d'innovation et de croissance de la productivité. Ces dépenses, dont la plupart sont engagées par le gouvernement fédéral, devraient augmenter de 5,3 % et totaliser 643 millions de dollars en 2013-2014.
- Les dépenses publiques en R et D à l'appui du secteur agricole et agroalimentaire, en pourcentage des recettes agricoles brutes, ont diminué au cours des cinq dernières années. Elles demeurent cependant supérieures à celles des États-Unis et de l'Australie.
- Les dépenses consacrées par le secteur privé au secteur primaire de l'agriculture ont atteint 74,2 millions de dollars en 2013, en baisse par rapport au record de 102 millions de dollars enregistré en 2008.
- Les dépenses réelles consacrées par le secteur privé à la R et D dans l'industrie de la transformation des aliments sont estimées à 130,3 millions de dollars en 2013, ce qui représente un déclin progressif depuis 2008, année où ces dépenses ont atteint un sommet de 179,4 millions de dollars.
- Généralement, la proportion des établissements de transformation alimentaire qui déclarent avoir mis au point des produits ou des procédés innovants est inférieure à la moyenne pour l'ensemble des établissements du secteur manufacturier. De plus, ils investissent généralement moins dans le développement de nouveaux produits et procédés.
- L'introduction de produits et de méthodes de transformation nouvelles ou améliorées est demeuré l'innovation la plus courante chez les fabricants de produits alimentaires entre 2009 et 2012.

COMPOSANTES DU SYSTÈME AGRICOLE ET AGROALIMENTAIRE

- En réponse aux défis, aux débouchés et aux conditions changeantes du marché, le système agricole et agroalimentaire continue de se transformer et de se restructurer.

Agriculture primaire

- Les récoltes sans précédent et les prix élevés dans la première moitié de 2013 ont contribué à l'augmentation des recettes agricoles. Les recettes du bétail sont à la hausse depuis quatre années consécutives en raison du prix élevé des bovins. La hausse des prix du porc a entraîné une augmentation de 5,8 % des recettes en 2013.
- Dans l'ensemble, la valeur des recettes du marché a augmenté de 155,4 %, entre 2003 et 2013. Les recettes du marché des céréales et des oléagineux ont plus que triplé durant cette période. Ces produits ont généré la plus grande part (40 %) des recettes agricoles en 2013. Le pourcentage des recettes agricoles liées à la viande rouge, qui était de 29 % en 2003, a chuté à 21 % en 2013.
- Le rendement des exploitations agricoles, mesuré par le revenu net comptant et la valeur ajoutée nette, demeure excellent dans l'ensemble. Le revenu net comptant des fermes canadiennes était de 12,9 milliards de dollars en 2013-27,9 % de plus que la moyenne de 2008 à 2012. La valeur ajoutée nette en agriculture était de 16,2 milliards de dollars en 2012-30 % de plus que la moyenne de 2007 à 2011.

- Les coûts d'exploitation des producteurs continuent d'augmenter; ces coûts ont grimpé de plus de 40 % entre 2003 et 2013. Les postes de dépenses qui ont le plus contribué à la hausse générale des dépenses durant cette période sont les semences commerciales (107 %), l'engrais et la chaux (90 %), le carburant à machinerie (80 %) et les travaux sur commande (74 %).
- En ce qui concerne l'agriculture et l'environnement, l'agriculture est responsable d'environ 8,4 % des émissions de gaz à effet de serre (GES) au Canada. Depuis 10 à 15 ans, les changements constatés dans le profil d'émissions de GES du secteur de l'agriculture au Canada révèlent que les émissions ont tendance à demeurer relativement stables, lorsque l'on tient compte de toutes les sources d'émissions. Il est prévu que l'intensité des émissions, mesure du volume de GES émis par unité d'activité économique du PIB, sera réduite de 30,6 % d'ici 2020.

Transformation des aliments et des boissons

- L'industrie de la transformation des aliments et des boissons est la plus importante industrie manufacturière au Canada, laquelle représentait la plus grande part (16 %) du PIB total du secteur manufacturier en 2013. Elle était également responsable de la plus grande part (16,7 %) des emplois dans le secteur manufacturier.
- L'industrie de la transformation des aliments et des boissons utilise des produits primaires et transformés comme intrants dans la fabrication de produits. Les produits agricoles primaires au Canada représentent 38% de la valeur des intrants utilisés comme instrants de matières première.
- L'industrie de la transformation d'aliments et de boissons continue de croître et la valeur des expéditions a plus que doublé entre 1992 et 2013 pour atteindre 98,8 milliards de dollars. L'industrie de la viande, des produits laitiers, des céréales et des oléagineux fournit plus de la moitié de la valeur totale des expéditions des transformateurs d'aliments.

Utilisateurs

- Les Canadiens ont consacré 189,1 milliards de dollars aux aliments, aux boissons et aux produits du tabac en 2013. Ce poste budgétaire arrive au deuxième rang des dépenses des ménages, après le logement.
- Les dépenses réelles consacrées aux aliments et aux boissons non alcoolisées ont augmenté de 2,1 % en 2013, ce qui s'explique en partie par une légère hausse du taux d'inflation des prix de détail des aliments.
- La part des dépenses des ménages consacrées à l'achat d'aliments a diminué depuis 1997 au Canada. En 2012, les aliments représentaient 10,3 % des dépenses des ménages canadiens et 12,8 % des dépenses des ménages américains.

AIDE GOUVERNEMENTALE À L'APPUI DU SECTEUR

- Exprimée en dollars, l'aide gouvernementale (fédérale et provinciale) accordée au SAAC s'élève à environ 6,2 milliards de dollars en 2013-2014. Exprimée en proportion du PIB provenant de l'agriculture, l'aide gouvernementale représentait 31,2 % en 2013-2014. Elle était de 34.6 % au cours de l'exercice 2012-2013.
- Les dépenses en recherche et en inspection, et les paiements de programme représentent la plus grande partie de l'aide gouvernementale au secteur agricole et agroalimentaire. Les paiements de programme ont continué de diminuer depuis l'année fiscale 2003-2004, alors que les dépenses en recherche et en inspection ont augmenté.

SECTION A

Section spéciale

SECTION A1

Pertes et gaspillage alimentaires dans le système agricole et agroalimentaire

Introduction:

agroalimentaire, et ce, pour de nombreuses raisons. Les pertes et le gaspillage alimentaire qui proviennent de produits alimentaires invendus ou non consommés, entraînent une baisse de revenus pour les entreprises et une hausse du coût des aliments pour les consommateurs. Les déchets et le gaspillage des aliments impliquent aussi la diminution des aliments disponibles pour la consommation, élément important de la sécurité alimentaire.

L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) estime qu'un tiers de l'approvisionnement alimentaire mondial est perdu ou gaspillé chaque année. Une analyse de l'étendue des pertes et des déchets alimentaires au Canada, aux États-Unis et dans d'autres pays développés, démontre que les pertes et le gaspillage des aliments se produisent principalement dans les ménages ainsi que dans les secteurs de la vente au détail d'aliments et du service alimentaire.

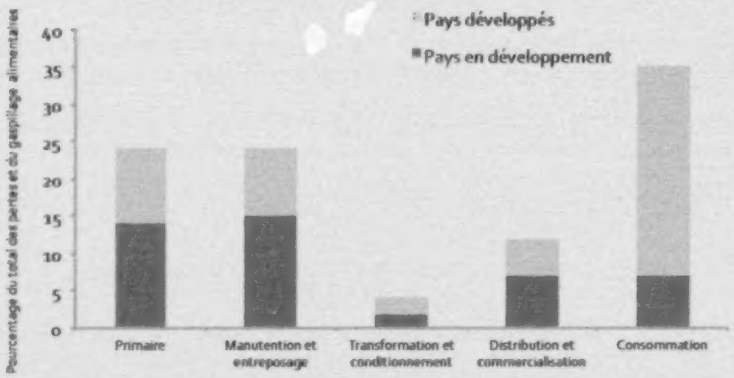
Les pertes et le gaspillage alimentaires sont une préoccupation croissante à travers le monde

Une quantité importante de nourriture se perd ou se gaspille tout au long de la chaîne d'approvisionnement.

La FAO estime qu'un tiers de la production alimentaire mondiale est perdue ou gaspillée chaque année. En 2009, il s'est perdu ou gaspillé à l'échelle mondiale 1,6 milliard de tonnes de nourriture, soit l'équivalent de 1,5 quadrillion de calories alimentaires. Cette quantité serait suffisante pour nourrir quotidiennement plus d'un milliard de personnes durant une année complète.

Presque la moitié des pertes et du gaspillage alimentaires se retrouve dans les pays en développement et survient lors de la production primaire, de la manutention et de l'entreposage des aliments. La consommation des aliments compte pour 35,0 % des pertes et du gaspillage alimentaires et se retrouve principalement dans les pays développés.

Graphique A.1
Répartition du total des pertes et du gaspillage alimentaires pour chacune des étapes de la chaîne d'approvisionnement, 2009



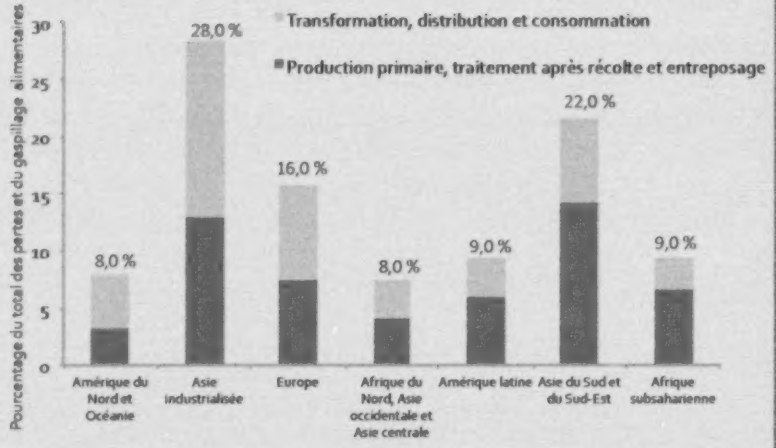
Source : Adaptation du World Resources Institute, 2013. Les calculs en pourcentage s'appuient sur l'équivalent calorique des pertes et du gaspillage alimentaires à l'échelle mondiale.

Les pertes et le gaspillage alimentaires varient considérablement d'une région géographique à une autre

L'Amérique du Nord et l'Océanie ont compté pour 8,0 % du total des pertes et du gaspillage alimentaires à l'échelle mondiale en 2009. Si l'on ajoute l'Europe et l'Asie industrialisée, les régions développées ont été responsables de plus de la moitié des pertes et du gaspillage alimentaires en 2009. Les étapes de la transformation, de la distribution et de la consommation d'aliments, ont compté pour près de 30,0 % des pertes et du gaspillage d'aliments imputables aux pays développés.

Presque le quart du total des pertes et du gaspillage alimentaires (22,0 %) constatés en 2009 s'est produit en Asie du Sud et du Sud-Est, principalement aux premières étapes de la chaîne d'approvisionnement alimentaire. Selon le World Resources Institute, les pertes et le gaspillage alimentaires sont beaucoup plus élevés en zone urbaine, que ce soit dans les pays développés ou en développement.

Graphique A.2
Répartition du total des pertes et du gaspillage alimentaires pour les principales régions géographiques, 2009



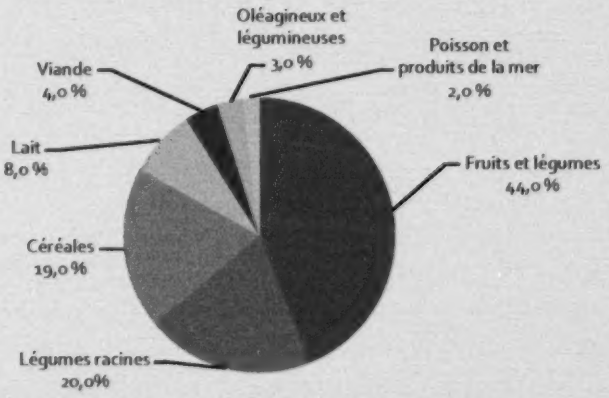
Source : Adaptation de la publication de la FAO parue en 2013 et intitulée *Food Wastage Footprint: Impacts on Natural Resources, Technical Report*. Les calculs en pourcentage s'appuient sur le *tonnage* des pertes et du gaspillage alimentaires à l'échelle mondiale.

L'ampleur des pertes et le gaspilllage des aliments à l'échelle mondiale varie selon la catégorie de produits

Les fruits et légumes comptent pour la plus grande part des pertes et du gaspillage d'aliments, suivis par les légumes racines et les céréales.

En 2009, les fruits et légumes comptaient pour 44,0 % des pertes et du gaspillage alimentaires à l'échelle mondiale. Les légumes racines et les céréales représentaient, quant à elles, respectivement 20,0 % et 19,0 %. Ces chiffres témoignent de la nature hautement périssable de certains produits agrioles. À l'échelle mondiale, les pertes et le gaspillage d'aliments associés aux produits d'origine animale représentent habituellement un volume plus faible, mais compte pour une valeur totale plus importante en raison de leur valeur unitaire relativement plus élevée.

Graphique A.3
Répartition des pertes et du gaspillage alimentaires à l'échelle mondiale par catégorie de produits, 2009



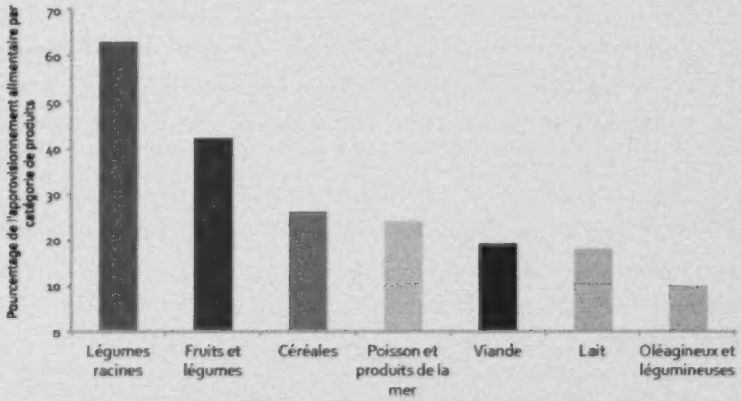
Source : Adaptation du World Resources Institute, 2013.
Les calculs en pourcentage s'appuient sur le tonnage des pertes et du gaspillage alimentaires à l'échelle mondiale.

Le pourcentage de pertes ou de gaspillage d'aliments varie selon l'approvisionnment de produits agricoles.

En 2009, 62,0 % de l'approvisionnement total des légumes racines et 42,0 % des fruits et légumes ont été perdus et gaspillés.

On estime que les pertes et le gaspillage d'aliments pour les céréales, le poisson et les produits de la mer ont atteint environ un quart de l'approvisionnement total en 2009.

Graphique A.4
Pourcentage des pertes et du gaspillage selon l'approvisionnement à l'échelle mondiale, par produit de base, 2009



Source : Adaptation du World Resources Institute, 2013. Les calculs en pourcentage s'appuient sur l'équivalent calorique de l'approvisionnement alimentaire inscrit dans les bilans alimentaires de la FAO, par catégorie de produits.

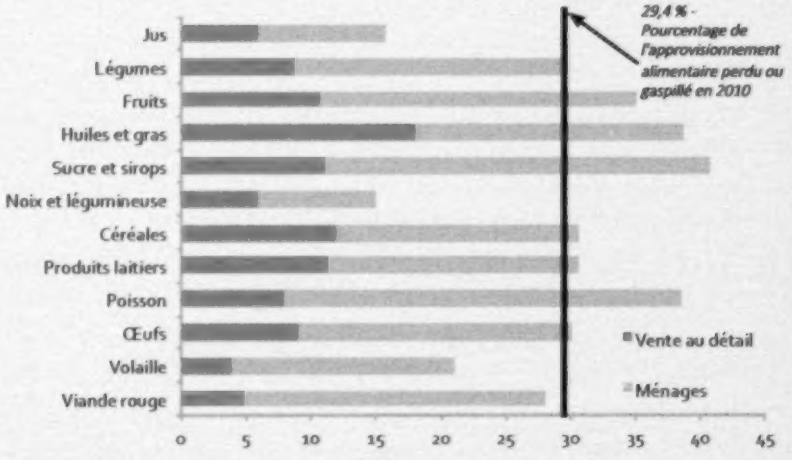
Au Canada et aux États-Unis, les ménages et les entreprises de vente au détail ont perdu ou gaspillé environ un tiers des aliments disponibles pour la consommation en 2010

Au Canada, les ménages et les entreprises de vente au détail ont perdu ou gaspillé 6 milliards de kilogrammes de nourriture, soit 29,4 % de l'approvisionnement alimentaire.

Ce pourcentage s'est établi respectivement à 20,3 % et à 9,1 % pour les ménages et les entreprises de vente au détail.

Par catégorie de produits, les pertes et le gaspillage alimentaires ont été le plus élevés pour les produits à sucre ajouté et les sirops de même que pour le poisson avec respectivement 40,7 % et 38,6 %. La plus grande proportion de ces pertes et gaspillage d'aliments est imputable aux ménages.

Graphique A.5
Pertes et gaspillage d'aliments par les ménages et les entreprises de vente au détail en pourcentage de l'approvisionnement alimentaire, Canada, 2010



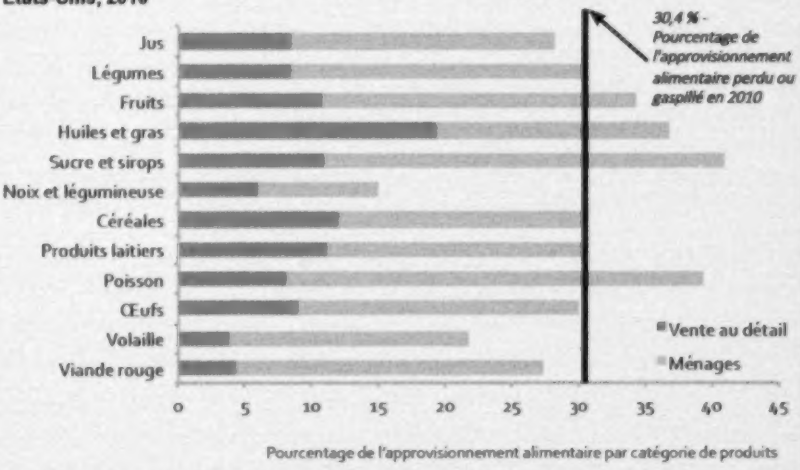
Source : Calculs d'AAC s'appuyant sur les données de Statistique Canada et de l'USDA. Ces calculs s'appuient sur le gaspillage produit par les ménages et les entreprises de vente au détail.

Aux États-Unis, les ménages et les entreprises de vente au détail ont perdu ou gaspillé presque 60 milliards de kilogrammes de nourriture disponible pour la consommation en 2010, soit 30,4 % de l'approvisionnement alimentaire au pays.

Ces 60 milliards de kilogrammes de nourriture perdus ou gaspillés aux États-Unis se sont répartis de la même façon qu'au Canada entre les ménages et les entreprises de vente au détail.

Les taux de pertes et de gaspillage alimentaires par catégorie de produits sont similaires aux États-Unis et au Canada.

Graphique A.6
Pertes et gaspillage d'aliments par les ménages et les entreprises de vente au détail en pourcentage de l'approvisionnement alimentaire, États-Unis, 2010



Source : Calculs d'AAC s'appuyant sur les données Loss-Adjusted Food Availability (LAFA) de l'USDA. Ces calculs s'appuient sur le gaspillage alimentaire par les ménages et les entreprises.

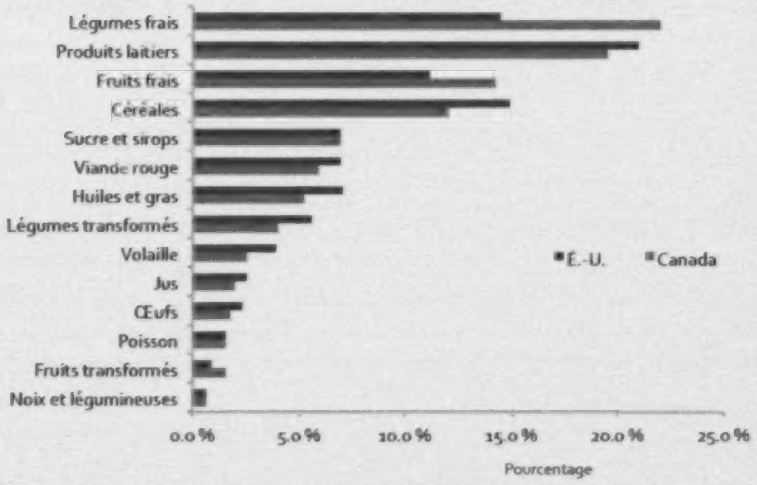
Le total des pertes et du gaspillage alimentaires produits par les ménages et les entreprises de vente au détail se répartit de façon similaire au Canada et aux États-Unis

La distribution des pertes et du gaspillage alimentaires par les ménages et les entreprises de vente au détail au Canada et aux États-Unis se répartit différemment selon les catégories de produits.

Pour 2010, les légumes frais au Canada ont représenté la plus grande part du total des pertes et du gaspillage alimentaires avec 22,0% tandis que les produits laitiers sont arrivés au deuxième rang avec 19,5%. Aux États-Unis, les produits laitiers ont représenté la plus proportion de pertes et de gaspillage alimentaires avec 21% alors que les céréales sont arrivés en deuxième position avec 14,9%.

Au Canada, les fruits frais ont compté pour une part plus importante du total des pertes et du gaspillage alimentaires qu'aux États-Unis, avec des pourcentages respectifs de 15,0 % et de 10,0 % en 2010. Cette situation peut être expliquée par une plus grande consommation de fruits frais par personne au Canada.

Graphique A.7
Pertes et gaspillage alimentaires par les ménages et les entreprises de vente au détail, par catégorie de produits, en pourcentage du total des pertes et du gaspillage alimentaires, 2010



Source : Calculs d'AAC s'appuyant sur les données de Statistique Canada du l'USDA.

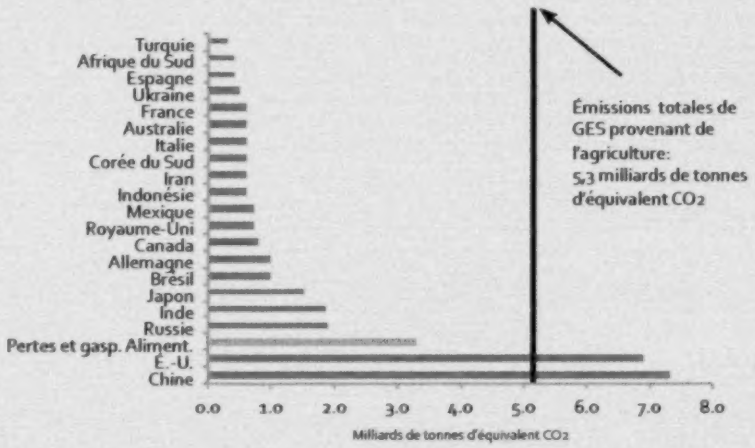
Les pertes et le gaspillage d'aliments, lorsque exprimés en unités d'émission de gaz à effet de serre (GES), sont significatifs

Il a été estimé qu'en 2007, les pertes et le gaspillage alimentaires ont généré 3,3 milliards de tonnes d'équivalent CO_2.

À titre comparatif, les émissions de GES pour les pertes et le gaspillage alimentaires se classeraient au troisième rang parmi les pays produisant le plus d'émisson de GES.

À l'échelle mondiale, il a été évalué que le total des émissions de GES provenant des pertes et du gaspillage alimentaires représentent plus du double de celles provenant du transport routier aux États-Unis en 2010 (1,5 milliard de tonnes d'équivalent CO_2).

Graphique A.8
Total des émissions nationales de gaz à effet de serre, pays sélectionnés, 2007



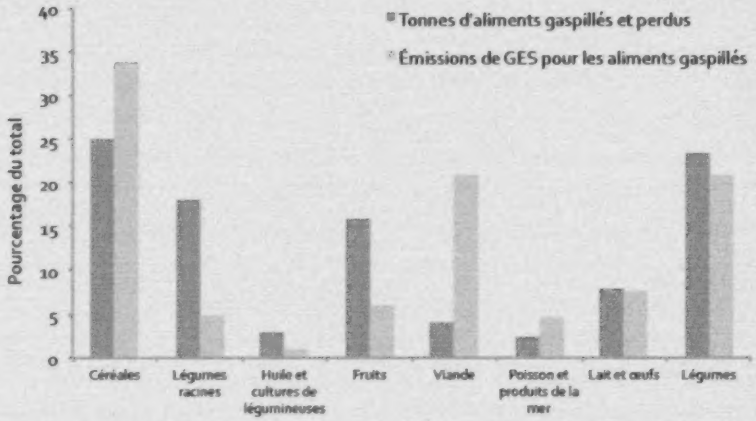
Source : Adaptation de la publication de la FAO parue en 2013 et intitulée Food WastageFootprint: Impacts on Natural Resources, Technical Report.

Les émissions de GES découlant des pertes et du gaspillage alimentaires varient selon la catégorie de produits.

En 2007, les cultures céréalières ont compté pour la plus grande part des pertes et du gaspillage alimentaires ainsi que des émissions de GES, avec respectivement de 25,0 % et de 34,0 %.

Les produits d'origine animale ont représenté un pourcentage plus faible du volume total des pertes et du gaspillage alimentaires. En contraste, leur empreinte carbone a été relativement élevée, soit 21,0 % du total des émissions de GES, pourcentage identique à celui des légumes.

Graphique A.9
Répartition des aliments gaspillés et perdus et des GES, par catégorie de produits, 2007



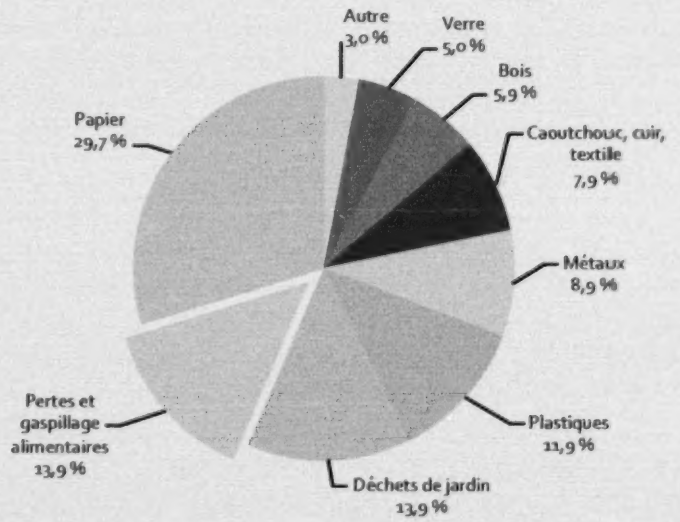
Source : Adaptation de la publication de la FAO parue en 2013 et intitulée Food Wastage Footprint: Impacts on Natural Resources, Technical Report (figure 44).

Les pertes et le gaspillage alimentaires ont aussi des conséquences pour les sites d'enfouissement; aux États-Unis, il est estimé qu'ils comptent pour une part importante des déchets solides

Selon l'Environmental Protection Agency (EPA) des États-Unis, la production de déchets solides dans ce pays a atteint 250 millions de tonnes en 2010.

De cette production de déchets, les pertes et le gaspillage alimentaires ont compté pour 13,9 % ou 34 millions de tonnes et engendré des coûts d'enfouissement de 1,3 milliard de dollars.

Graphique A.10
Répartition des déchets municipaux aux États-Unis, avant recyclage, par type de déchets, 2010

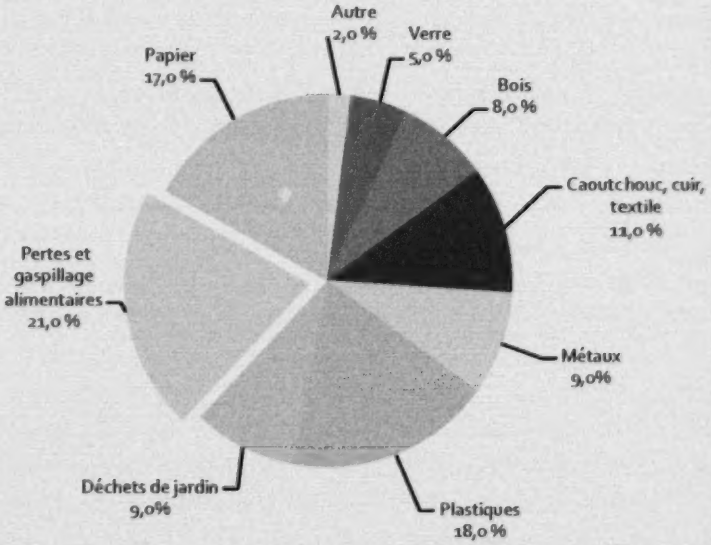


Source : Source : Buzby, JC, HF Wells et J. Hyman. Le montant, la valeur et les calories estimatifs après récolte Pertes alimentaires par les consommateurs et les entreprises de vente au détail aux États-Unis. ERS, USDA, Economic Information Bulletin numéro 121, février 2014.

Après avoir pris en compte le recyclage, la production de déchets solides par les municipalités a totalisé 161 millions de tonnes.

Après recyclage, les pertes et le gaspillage alimentaires ont représenté la plus grande part du total des déchets solides municipaux (21,0 %) en 2010.

Graphique A.11
Répartition des déchets municipaux aux États-Unis, après recyclage, par type de déchets, 2010



Source : Buzby et autres, 2014. Calculs de l'Economic Research Service à partir des données de l'Environmental Protection Agency des États-Unis (US-EPA).

SECTION B

SECTION B

PIB et emploi

Introduction:

Le système agricole et agroalimentaire canadien est une chaîne d'approvisionnement complexe et intégrée qui inclut des fournisseurs d'intrants et de services, des producteurs agricoles, des transformateurs d'aliments et de boissons, des détaillants et grossistes de produits alimentaires et des fournisseurs de services alimentaires. Le système agricole et agroalimentaire a un apport direct et indirect considérable au produit intérieur brut (PIB) et à l'emploi au Canada.

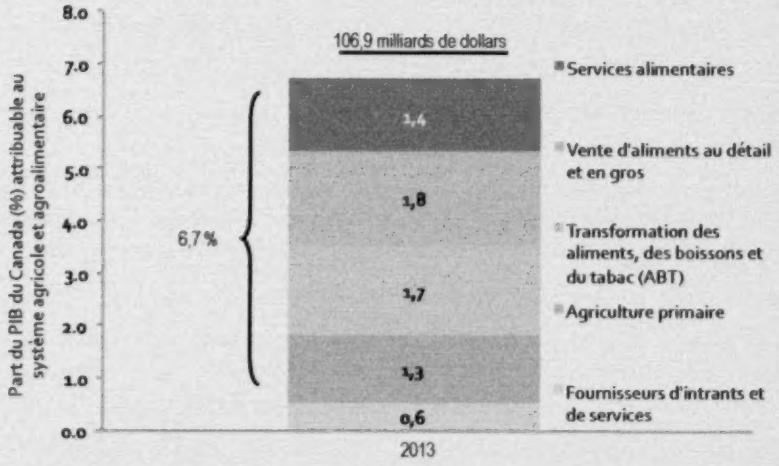
En 2013, le système agricole et agroalimentaire canadien a généré 6,7 % du PIB et a représenté un emploi sur huit au Canada. Le PIB de ce système a été en constante augmentation depuis 2007, sauf en 2009 lors de la récession économique. Les industries de la vente au détail d'aliments et des services alimentaires ont enregistré la plus forte croissance du PIB, alors que celle de l'agriculture primaire et de la transformation d'aliments et de boissons a été moins substantielle. En 2013, l'emploi a poursuivi sa tendance à la hausse dans la plupart des secteurs du système agricole et agroalimentaire.

Le système agricole et agroalimentaire joue un rôle de premier plan dans l'économie canadienne

En 2013, le système agricole et agroalimentaire a généré 106,9 milliards de dollars en activité économique, soit 6,7 % du produit intérieur brut (PIB) du Canada et une croissance de 3,1 % par rapport à l'année précédente.

Dans son ensemble, le système figure au septième rang sur le plan de la contribution au PIB national, après le secteur des finances, de la production non alimentaire, de l'exploitation minière, de l'extraction pétrolière et gazière, de la construction, de l'administration publique et des soins de santé.

Graphique B.1
Contribution du système agricole et agroalimentaire au PIB total du Canada, 2013

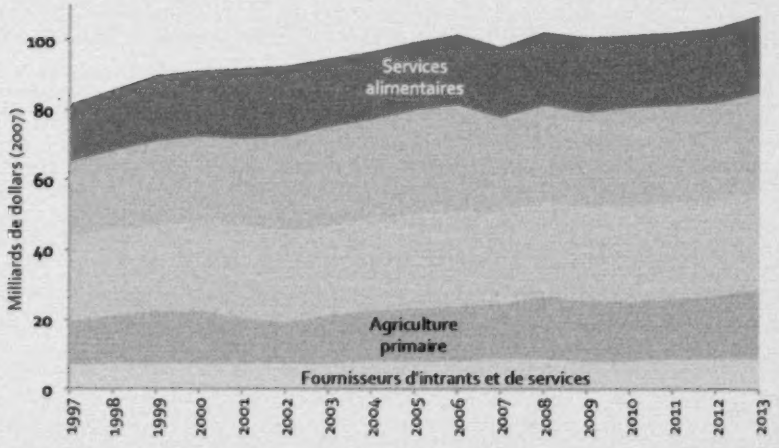


Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.
Notes : Les données de 2013 sont préliminaires.
En raison de l'arrondissement, il se peut que le total n'équivalent pas à la somme des secteurs. Les données ont été recalculées ($ de 2007) en 2013 et ne peuvent être comparées à celles des versions antérieures de ce rapport.

Avec 28,2 milliards de dollars, l'industrie de la vente d'aliments au détail et en gros représente la plus grande part du PIB du système agricole et agroalimentaire, soit 1,8 % du PIB du Canada.

Viennent ensuite l'industrie de la transformation des aliments, des boissons et du tabac (ABT) à 1,7 % du PIB (27,7 milliards de dollars); les services alimentaires à 1,4 % (22,1 milliards de dollars); l'agriculture primaire à 1,3 % (20,0 milliards de dollars) et les fournisseurs d'intrants et de services à 0,6 % (9,0 milliards de dollars).

Graphique B.2
PIB du système agricole et agroalimentaire, 1997-2013



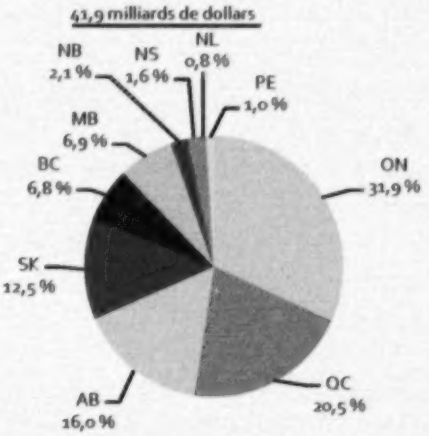
Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.
Note : Les données de 2013 sont préliminaires.

Les secteurs de l'agriculture primaire et de la transformation des aliments sont d'importantes sources d'activité économique dans la plupart des provinces

Un peu plus de la moitié (52,4 %) du PIB généré par l'agriculture primaire et la transformation des aliments au Canada en 2013 provenait de l'Ontario et du Québec.

L'Ontario a généré la plus grande part du PIB combiné de ces deux secteurs avec 31,9 %, tandis que le Québec et l'Alberta étaient respectivement à l'origine de 20,5 % et de 16,0 % de ce PIB.

Graphique B.3
Contribution des provinces au total du PIB canadien provenant du système agricole et agroalimentaire, 2013*



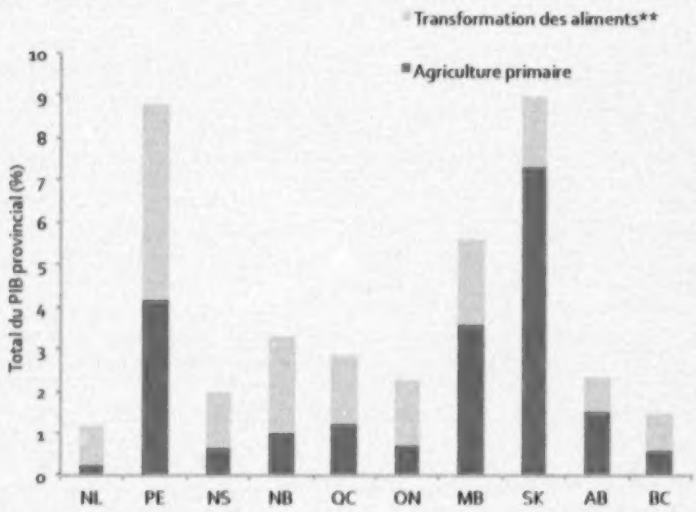
Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.
Note : Ne tient pas compte de la transformation des boissons et du tabac.
*Les données de 2013 sont préliminaires.

La contribution de l'agriculture primaire et de la transformation des aliments au PIB provincial varie selon les provinces.

En 2013, la contribution de l'agriculture primaire et de la transformation des aliments à l'économie des provinces a été la plus importante en Saskatchewan et à l'Île-du-Prince-Édouard, représentant respectivement 9,0 % et 8,8 % du PIB provincial.

À l'exception des provinces du Manitoba, de la Saskatchewan et de l'Alberta, la transformation des aliments a contribué à une plus grande part du PIB provincial que l'agriculture primaire.

Graphique B.4
Contribution du système agricole et agroalimentaire au PIB provincial, 2013*



Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.
Note : ** Ne tient pas compte de la transformation des boissons et du tabac.* Les données de 2013 sont préliminaires.

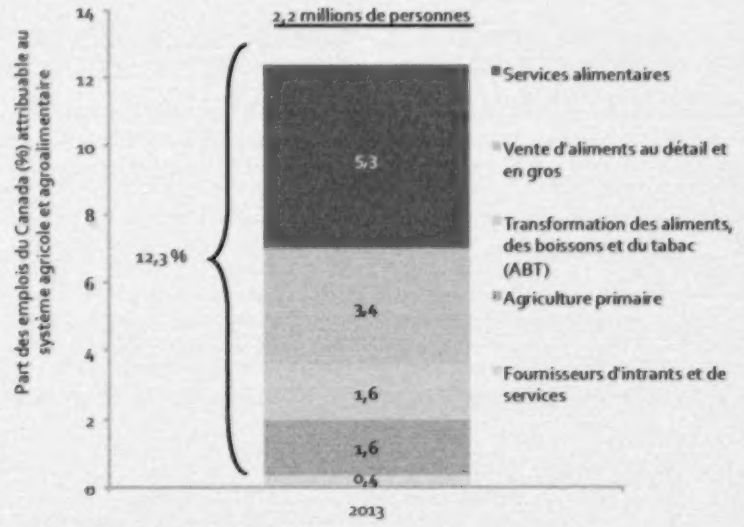
Le système agricole et agroalimentaire est source d'emplois pour de nombreux Canadiens

En 2013, le système agricole et agroalimentaire a représenté un emploi sur huit au Canada, employant plus de 2,2 millions de personnes.

L'agriculture primaire représentait 1,6 % de l'emploi au Canada avec 285 700 personnes en 2013. La transformation des ABT représentait 1,6 % de l'emploi au Canada avec 284 400 personnes.

En 2013, les services alimentaires ont le plus fortement contribué à l'emploi au sein du système agricole et agroalimentaire avec 945 000 personnes, soit 5,3 % de l'emploi total, suivis de l'industrie de la vente d'aliments au détail et en gros, avec 3,4 % de tous les emplois au Canada.

Graphique B.5
Contribution du système agricole et agroalimentaire à l'emploi total au Canada, 2013



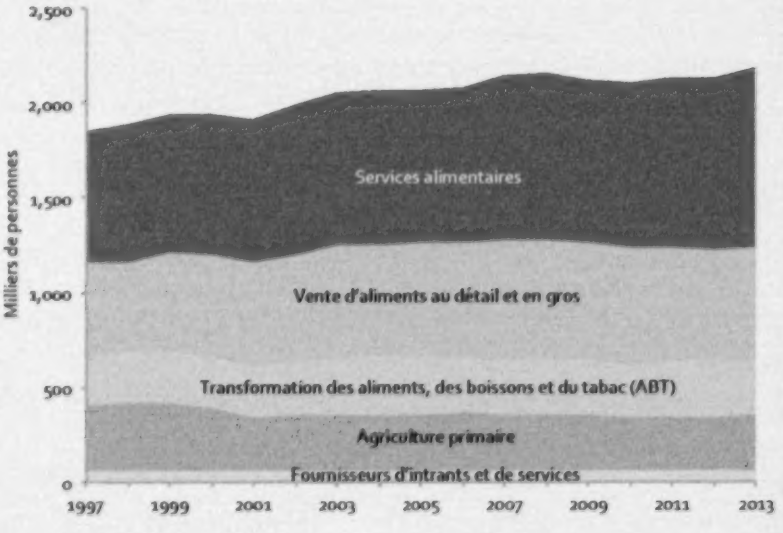
Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

L'emploi dans le système agricole et agroalimentaire a crû de 3,4 % entre 2009 et 2013. À titre de comparaison, l'emploi dans tous les secteurs de l'économie canadienne a progressé de 5,5 % au cours de la même période.

L'emploi dans l'industrie de la vente d'aliments au détail et en gros, des services alimentaires, de l'agriculture primaire et de la transformation a été plus élevé en 2013 que l'année précédente avec une croissance respective de 5,2 %, 4,3 % et 1,1 %.

L'emploi dans les secteurs de la transformation des ABT et de la fourniture d'intrants et de services a connu une baisse de 4,9 % et de 1,0 % par rapport à l'an dernier.

Graphique B.6
Emploi dans le système agricole et agroalimentaire, 1997-2013



Source: Statistique Canada et calculs d'AAC.

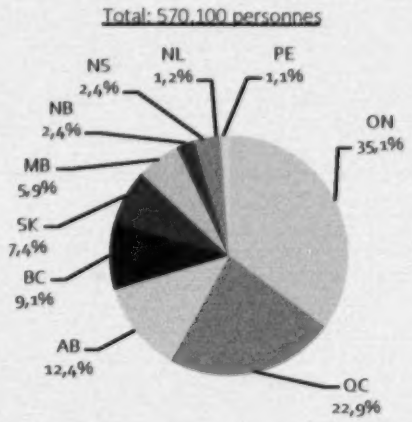
Le système agricole et agroalimentaire est un employeur important dans la plupart des provinces

C'est en Ontario et au Québec que se trouve la plus grande partie de la main-d'œuvre en agriculture primaire et en transformation des aliments.

En 2013, l'Ontario comptait pour 32,7 % des emplois dans l'agriculture primaire et la transformation des aliments, tandis que le Québec et l'Alberta représentaient respectivement 22,9 % et 15,0 % de l'emploi.

Au Canada, l'emploi en agriculture primaire et dans les industries de transformation des aliments a diminué de 1,8 % entre 2012 et 2013. La croissance de l'emploi varie selon la province; l'Alberta a connu la plus forte hausse (18,4 %), et Terre-Neuve-et-Labrador a enregistré la baisse la plus marquée (12,1 %).

Graphique B.7
Contribution des provinces au total des emplois de transformation dans le système agricole et agroalimentaire, 2013*



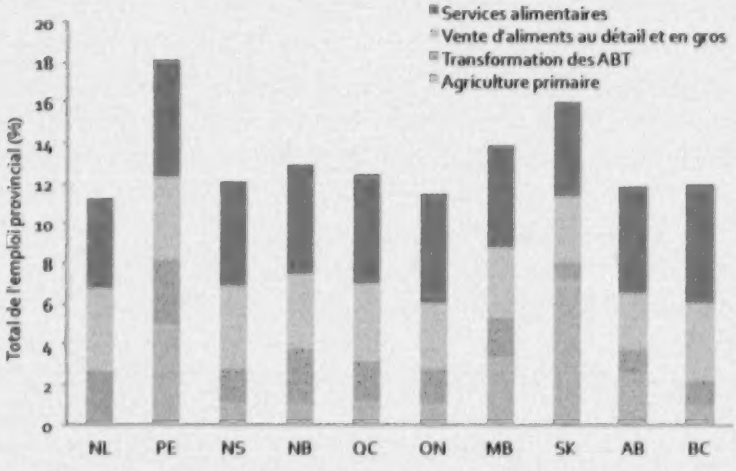
Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.
Note : Ne tient pas compte de la transformation des boissons et du tabac.
*Les données de 2013 sont préliminaires.

En 2013, le système agricole et agroalimentaire a été la plus grande source d'emploi à l'Île-du-Prince-Édouard et en Saskatchewan avec respectivement 18,1 % et 16,9 % des emplois.

Dans la plupart des provinces, les services alimentaires ont offert le plus grand nombre d'emplois dans le système agricole et agroalimentaire, suivis de la vente d'aliments au détail et en gros.

La Saskatchewan fait toutefois exception. En effet, l'agriculture primaire a contribué davantage à l'emploi provincial avec 7,2 % des emplois. Quant à l'Île-du-Prince-Édouard et au Manitoba, l'agriculture primaire était le deuxième employeur en importance (après les services alimentaires).

Graphique B.8
Part de l'emploi détenue par le système agricole et agroalimentaire par province, 2013*



Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.
Note : Les fournisseurs provinciaux d'intrants et de services ont été exclus pour des raisons de confidentialité concernant un bon nombre de leurs composantes sectorielles.
*Les données de 2013 sont préliminaire.

SECTION C

SECTION C

Commerce international

Introduction:

En tant que grand producteur agricole, dans une petite économie ouverte, produisant bien au-delà de ce qui est consommé au pays pour la plupart des produits agricoles, le secteur agricole et agroalimentaire du Canada continue de dépendre des exportations. Le Canada dépend en outre des produits importés afin de satisfaire la demande des consommateurs pour certains produits agricoles et agroalimentaires tout au long de l'année.

Le commerce canadien de produits agricoles et agroalimentaires a continué de croître en 2013, en partie en raison des prix et des volumes plus élevés, à la fois des importations et des exportations, par rapport à l'année 2012. En 2013, les exportations ont atteint 46,0 milliards de dollars, tandis que les importations s'élevaient à 34,3 milliards de dollars. Les États-Unis demeurent le plus important partenaire commercial du Canada, les exportations vers les États-Unis ayant augmenté considérablement en 2013.

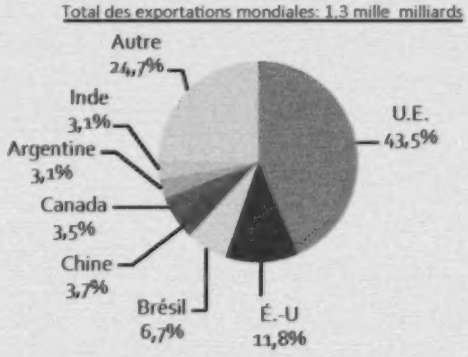
Le Canada est un acteur de premier plan sur les marchés mondiaux des produits agricoles et agroalimentaires

En 2013, le Canada a été le cinquième plus grand exportateur mondial de produits agricoles et agroalimentaires, après l'Union européenne, les États-Unis, le Brésil et la Chine.

Grâce à des ventes à l'exportation de 46,0 milliards de dollars, le Canada était à l'origine de 3,5 % de la valeur totale des exportations agricoles et agroalimentaires mondiales en 2013.

Les échanges agricoles et agroalimentaires mondiaux ont été évalués à 1,3 mille milliards en 2013, par rapport à 1,2 mille milliards en 2012.

Graphique C.1
Exportations mondiales de produits agricoles et agroalimentaires par pays d'origine, 2013



Source : Global Trade Atlas et calculs d'AAC
Remarques : 1) Sauf tous les produits de la mer frais et transformé.
2) Y compris le commerce à l'intérieur de l'Union européenne.

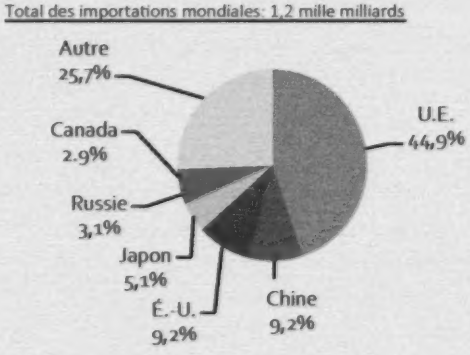
Le Canada est demeuré le sixième importateur mondial de produits agricoles et agroalimentaires, après l'Union européenne, la Chine, les États-Unis, le Japon et la Russie.

Les importations canadiennes de produits agricoles et agroalimentaires s'élevaient à 34,3 milliards de dollars en 2013, ce qui représentait 2,9 % de la valeur totale des importations mondiales de produits agricoles et agroalimentaires.

En 2013, la Chine a dépassé les États-Unis pour devenir le deuxième plus grand importateur mondial de produits agricoles et agroalimentaires, après l'Union européenne.

Les parts de marché de l'Union européenne reflètent les échanges entre les vingt-sept pays membres de l'Union européenne, ainsi que les échanges entre l'Union européenne et le reste du monde.

Graphique C.2
Importations mondiales de produits agricoles et agroalimentaires par pays de destination, 2013



Source : Global Trade Atlas et calculs d'AAC
Remarques : 1) Sauf tous les produits de la mer frais et transformés.
2) Y compris le commerce à l'intérieur de l'Union européenne.

Les États-Unis demeurent la plus importante destination des exportations de produits agricoles et agroalimentaires du Canada en 2013.

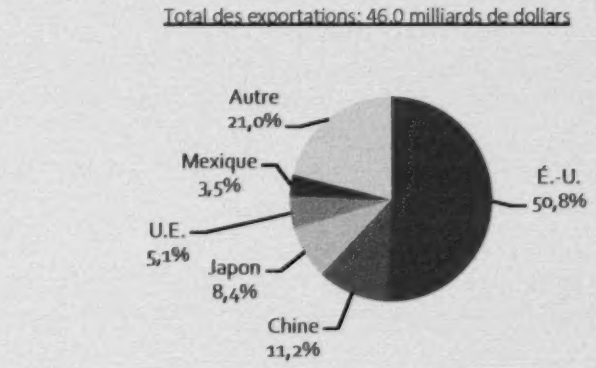
En 2013, les États-Unis ont acheté 50,8 % de la valeur totale des exportations canadiennes de produits agricoles et agroalimentaires.

La Chine, le Japon, l'Union européenne et le Mexique ont représenté un montant supplémentaire de 28,2 % des exportations agricoles et agroalimentaires du Canada. Cent soixante (160) pays sont à l'origine du reste des exportations canadiennes.

En 2013, les exportations canadiennes ont représenté 20,5 % du total des importations américaines de produits agricoles et agroalimentaires.

La part du Canada du marché des importations chinoises s'élevait à 4,8 % en 2013.

Graphique C.3
Destination des exportations canadiennes de produits agricoles et agroalimentaires, 2013



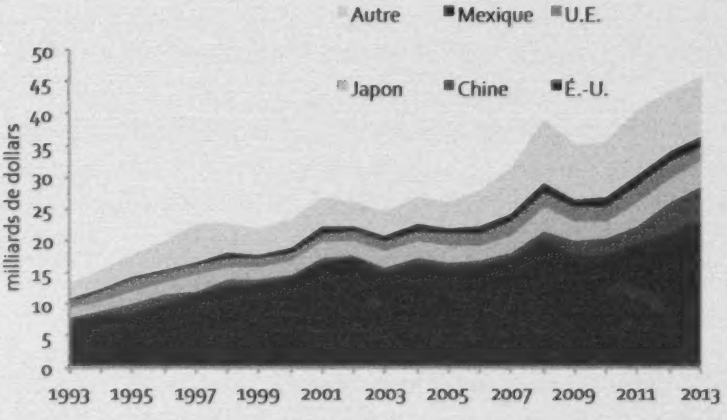
Source : Statistique Canada et Calculs d'AAC.

La valeur des exportations agricoles et agroalimentaires canadiennes a augmenté de 5,5 % pour atteindre 46,0 milliards de dollars en 2013, en raison principalement d'une augmentation des exportations vers les États-Unis.

Les exportations vers les États-Unis ont connu une hausse de 10,8 % en 2013, pour atteindre 23,4 milliards de dollars. Les exportations vers les autres marchés ont augmenté de 6,0 % au cours de la même période, pour se situer à 22,7 milliards de dollars.

Les exportations vers la Chine, qui ont augmenté de 84,0 % en 2012, ont connu une hausse de 3,5 % en 2013 pour se situer à 5,2 milliards de dollars.

Graphique C.4
Destination des exportations canadiennes de produits agricoles et agroalimentaires, 1993-2013



Source : Statistique Canada et Calculs d'AAC.

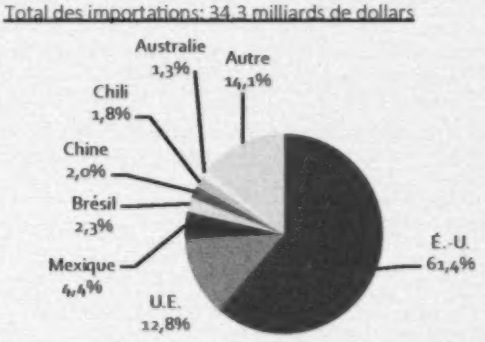
La valeur des importations de produits agricoles et agroalimentaires au Canada s'élevait à 34,3 milliards de dollars en 2013, et les États-Unis sont demeurés la principale source des importations canadiennes

En 2013, les États-Unis ont représenté 61,4 % de la valeur des importations canadiennes de produits agricoles et agroalimentaires.

L'Union européenne représentait 12,8 % du total des importations.

Le Mexique, le Brésil, la Chine, le Chili et l'Australie ont représenté ensemble 10,5 % de la valeur des importations canadiennes.

Graphique C.5
Origine des importations canadiennes de produits agricoles et agroalimentaires, 2013



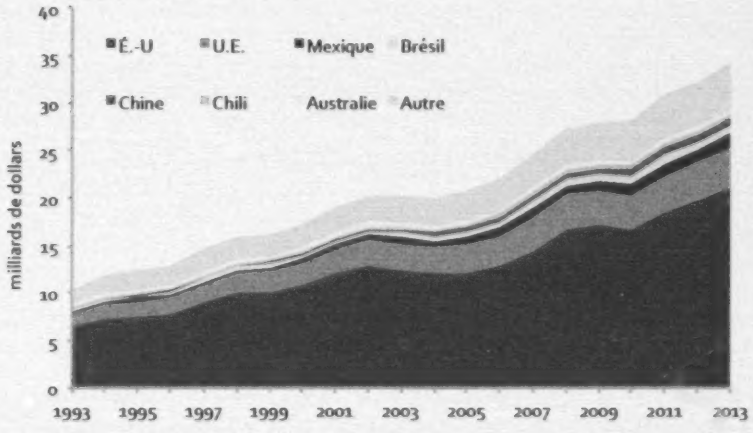
Source : Statistique Canada et Calculs d'AAC.

La valeur des importations canadiennes de produits agricoles et agroalimentaires a augmenté à 34,3 milliards de dollars en 2013, une hausse de 6,0 % par rapport à 2012.

Les importations en provenance des États-Unis ont augmenté de 6,4 %, pour atteindre 21,0 milliards de dollars entre 2012 et 2013.

L'Union européenne est aussi une importante source des importations canadiennes de produits agricoles et agroalimentaires, la valeur des importations ayant augmenté de 10,7 % pour se situer à 4,4 milliards de dollars en 2013.

Graphique C.6
Origine des importations canadiennes de produits agricoles et agroalimentaires, 1993-2013



Source : Statistique Canada et Calculs d'AAC.

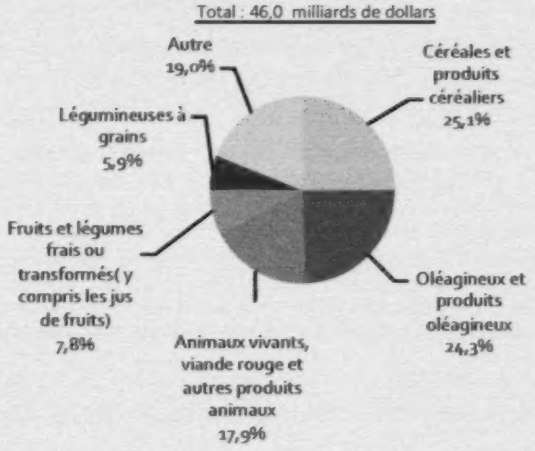
Trois groupes de produits composent plus des deux tiers de toutes les exportations canadiennes de produits agricoles et agroalimentaires

Du total de 46,0 milliards de dollars des exportations canadiennes de produits agricoles et agroalimentaires en 2013, les grains et les produits céréaliers ont représenté 25,1 %, les oléagineux et les produits oléagineux, 24,3 %, et les animaux vivants, les viandes rouges et d'autres produits animaux, 17,9 %.

Les fruits et légumes frais ou transformés, y compris les jus de fruits (7,8 %) et les légumineuses (5,9%) figurent parmi les autres catégories de produits agricoles et agroalimentaires les plus exportés.

Le Canada a été le plus grand exportateur mondial de légumineuses en 2013, avec plus de 2,7 milliards de dollars en ventes à l'exportation.

Graphique C.7
Composition des exportations canadiennes de produits agricoles et agroalimentaires par catégorie de produits, 2013



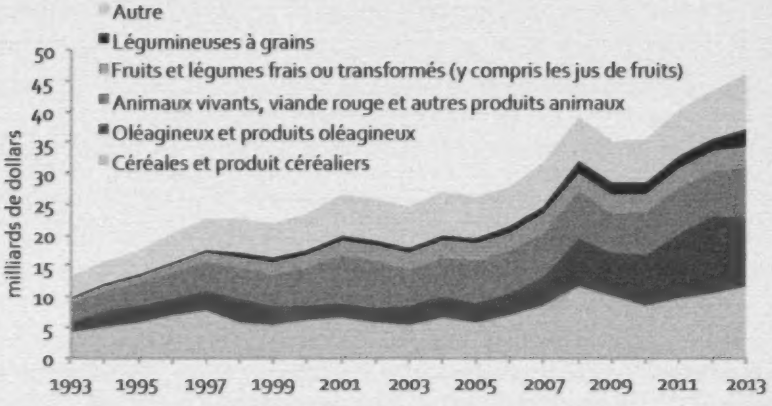
Un large éventail de produits ont connu une hausse de leurs exportations en 2013.

Les exportations de céréales et de produits céréaliers ont augmenté de 9,8 % en 2013 pour atteindre 11,5 milliards de dollars.

Les exportations d'animaux vivants, de viande rouge et d'autres produits animaux ont augmenté de 9,8 % pour atteindre à 8,3 milliards de dollars, tandis que les exportations de fruits et légumes frais ou transformés (y compris les jus de fruits) ont augmenté de 11,0 % pour atteindre 3,6 milliards de dollars.

En revanche, les exportations d'oléagineux et de produits oléagineux ont diminué de 10,3 % pour atteindre 11,2 milliards de dollars en 2013.

Graphique C.8
Composition des exportations canadiennes de produits agricoles et agroalimentaires par catégorie de produits,1993-2013



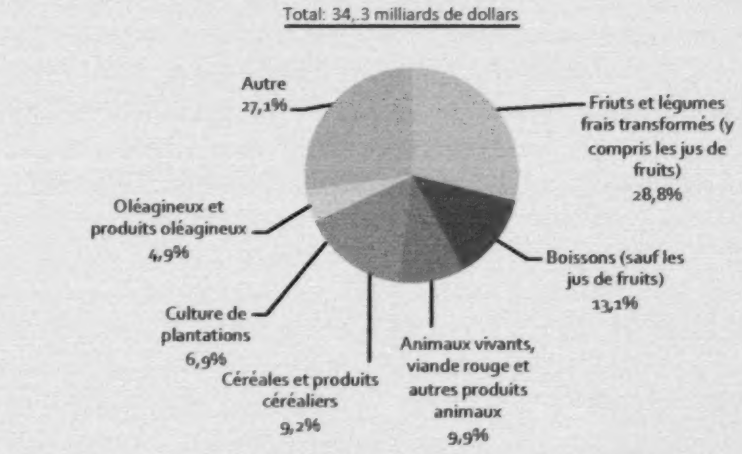
Source : Statistique Canada et Calculs d'AAC.

Le Canada importe une grande variété de produits agricoles et agroalimentaires

Les importations de fruits et de légumes frais ou transformés ont représenté un peu plus du quart de la valeur totale des importations canadiennes de produits agricoles et agroalimentaires en 2013.

Les boissons représentaient 13,1 % des importations et les animaux vivants, les viandes rouges et d'autres produits animaux, 9,9 %. Ces deux groupes constituaient les autres catégories en importance pour ce qui est de la valeur des importations.

Graphique C.9
Composition des importations canadiennes de produits agricoles et agroalimentaires par catégorie de produits, 2013

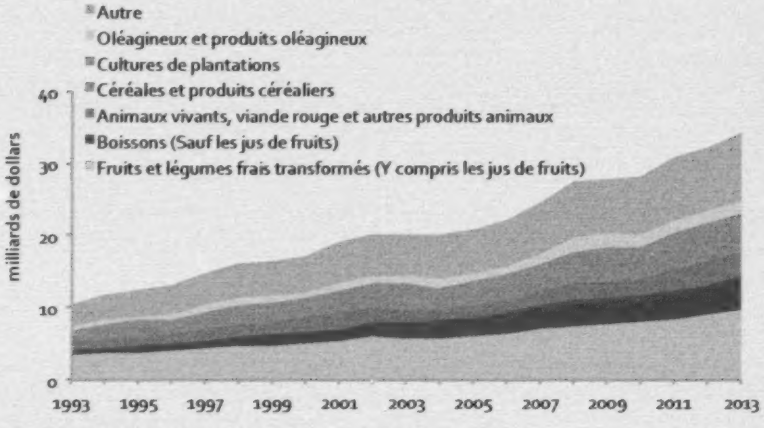


Source : Statistique Canada et Calculs d'AAC.

Les importations de fruits et de légumes frais ou transformés ont atteint 9,9 milliards de dollars en 2013, soit une augmentation de 10,1 % par rapport à 2012.

Les importations de boissons ont connu une hausse de 7,0 % en 2013, pour atteindre 4,5 milliards de dollars, tandis que les importations d'animaux vivants, de viandes rouges et d'autres produits animaux ont augmenté de 9,0 %, à 3,4 milliards de dollars.

Graphique C.10
Composition des importations canadiennes de produits agricoles et agroalimentaires par catégorie de produits, 1993-2013



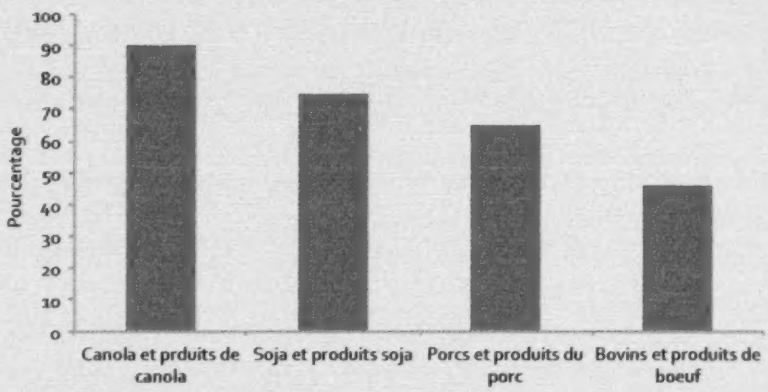
Source : Statistique Canada et Calculs d'AAC.

Le secteur agricole et agroalimentaire canadien est fortement axé sur les exportations

Les exportations de produits agricoles et agroalimentaires comprennent les produits primaires, comme le blé, le canola et les animaux vivants, ainsi que les produits ayant subi une transformation ultérieure, comme la farine, l'huile de canola et la viande.

En terme de quantité, entre 2011 et 2013, 46,0 % des bovins et des produits du bœuf, 65,0 % des porcs et des produits du porc, 90,0 % du canola et des produits du canola et 75,0 % du soja et des produits de soja ont été exportés.

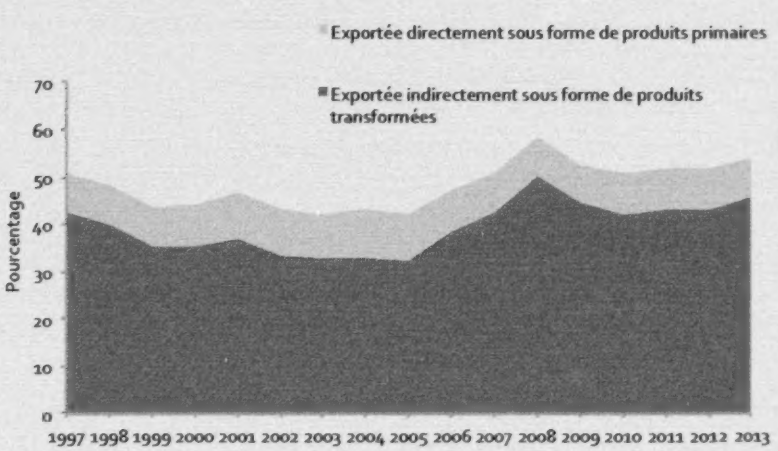
Graphique C.11
Part estimative des produits agricoles primaires et transformés qui sont exportés, basée sur le volume (en moyenne), 2011-2013



Source : AAC.

On estime qu'environ la moitié de la valeur de la production agricole primaire canadienne est exportée, directement comme produits primaires ou indirectement comme aliments et boissons transformés.

Graphique C.12
Part estimative de la production agricole primaire qui est exportée, basée sur valeur, 1997-2013



Source : AAC.

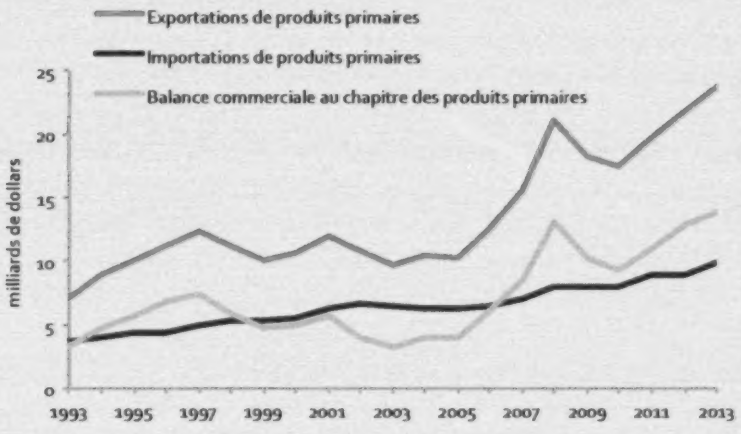
Les échanges de produits agricoles et agroalimentaires primaires et transformés ont continué de croître en 2013

L'excédent commercial du Canada au chapitre des produits agricoles primaires a augmenté ces dernières années, les exportations ayant augmenté à un rythme plus rapide que les importations.

La valeur des exportations canadiennes de produits agricoles primaires (p. ex. les exportations directes du secteur agricole) a augmenté de 8,2 % en 2013 pour se situer à 23,7 milliards de dollars.

La valeur des importations de produits agricoles primaires a connu une hausse de 9,6 % pour atteindre 9,9 milliards de dollars en 2013.

Graphique C.13
Exportations, importations et balance commerciale canadiennes de produits agricoles primaires, 1993-2013



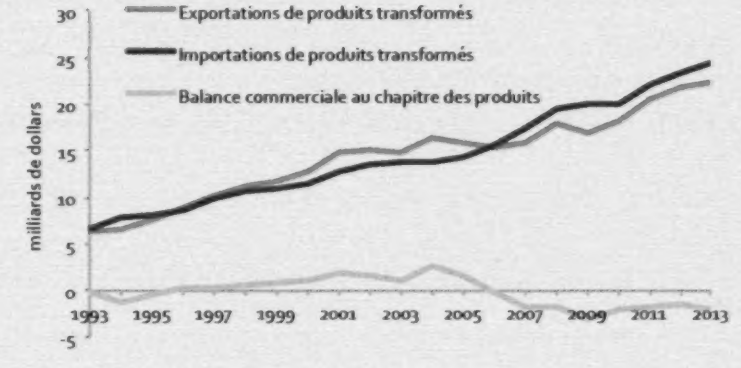
Source : Statistique Canada et Calculs d'AAC.

Depuis le milieu des années 2000, le Canada a enregistré un faible déficit commercial, mais stable, au chapitre des produits agricoles transformés.

Les exportations de produits agricoles transformés (c.-à-d. des produits agro-industriels qui ont été transformés par le secteur manufacturier) ont augmenté de 2,9 % en 2013 pour se situer à 22,3 milliards de dollars.

Les importations canadiennes de produits agricoles transformés ont augmenté de 4,7 % pour atteindre 24,4 milliards de dollars en 2013.

Graphique C.14
Exportations, importations et balance commerciale canadiennes de produits agricoles transformés, 1993-2013



Source : Statistique Canada et Calculs d'AAC.

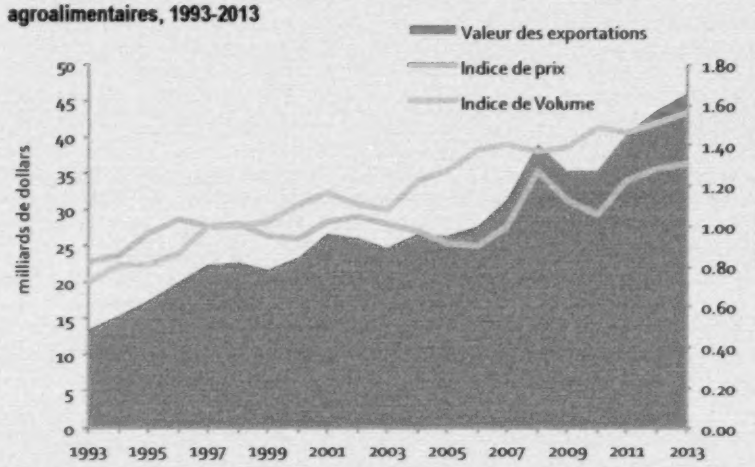
La valeur des importations et des exportations augmenté en 2013 en raison des prix et des volumes plus élevés

L' augmentation de 2,4 % des prix à l'exportation et celle de 3,1 % des volumes ont contribué à accroître la valeur globale des exportations de produits agricoles et agroalimentaires en 2013 par rapport à 2012.

On constate des prix à l'exportation plus élevés pour les céréales et les produits céréaliers, ainsi que les animaux vivants, les viandes rouges et les autres produits animaux.

On constate une augmentation des volumes pour les céréales et les produits céréaliers, les animaux vivants, les viandes rouges et les autres produits animaux, ainsi que pour les oléagineux et les produits oléagineux.

Graphique C.15
Prix, volumes et valeur des exportations canadiennes de produits agricoles et agroalimentaires, 1993-2013

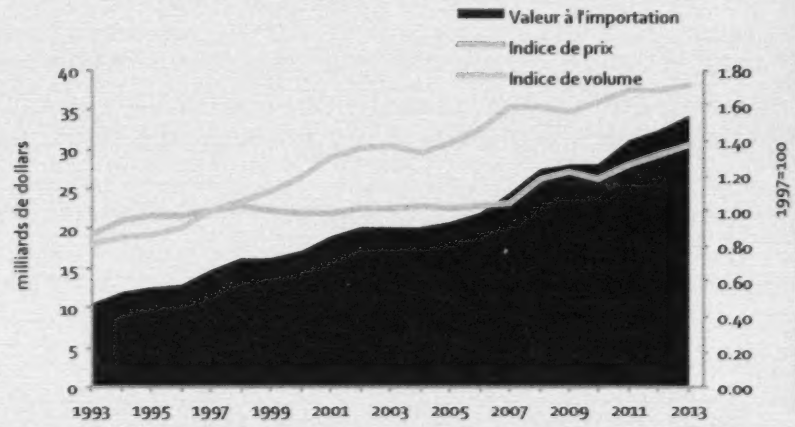


Source : Statistique Canada et Calculs d'AAC.

L' augmentation de 4,2 % des prix à l'importation et de 1,8 % des volume a contribué à accroître la valeur globale des importations de produits agricoles et agroalimentaires en 2013 par rapport à 2012.

On constate des prix à l'importation et des volumes importés plus élevés pour ce qui est des fruits et des légumes frais ou transformés, des boissons, des animaux vivants, des viandes rouges et d'autres produits animaux.

Graphique C.16
Prix, volumes et valeur des importations canadiennes de produits agricoles et agroalimentaires, 1993-2013



Source : Statistique Canada et Calculs d'AAC.

SECTION D

SECTION D

Innovation

Introduction:

L'innovation désigne le lancement de produits et de procédés nouveaux ou très nettement améliorés qui permettent d'aboutir à une production plus efficace ou à des rendements plus élevés. Les investissements dans la recherche et le développement (R et D), les progrès technologiques et leur adoption, leur diffusion et leur commercialisation contribuent à rehausser la croissance de la productivité. Cela est vital pour le secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire, puisque ce dernier doit s'adapter sans cesse et réagir aux pressions de la concurrence, à l'évolution des exigences changeantes des consommateurs, aux défis mondiaux et aux possibilités pour atteindre la viabilité à long terme.

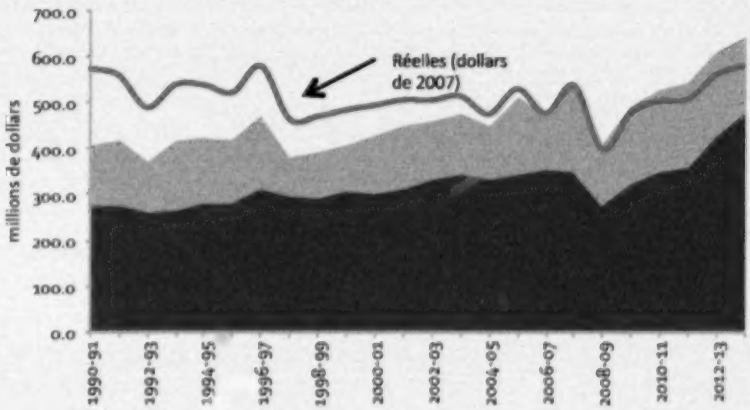
Même si le secteur canadien de l'agriculture et de l'agroalimentaire a déjà bénéficié des investissements dans l'innovation, il faudra réaliser des investissements supplémentaires si l'on veut maintenir la croissance de sa productivité et sa compétitivité. Le financement public de la R et D dans le secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire a augmenté depuis 2008-2009, tandis que les investissements réels du secteur privé dans la R et D pour le secteur de l'agriculture primaire ont diminué depuis 2009.

Les investissements dans la R et D sont un élément important de l'innovation

Le financement public de la recherche à l'appui du secteur agricole et agroalimentaire devrait augmenter à 643 millions de dollars au cours de l'exercice 2013-2014.

Le total des dépenses consacrées à la R et D financées par l'État dans le secteur agricole a augmenté chaque année depuis l'exercice 2008-2009. Au cours de cette même période, la part fédérale du total des dépenses consacrées à la R et D a représenté, en moyenne, 69,0 %. Compte tenu de l'inflation, les dépenses réelles de l'État consacrées à la R et D (en dollars de 2007) démontrent une tendance à la baisse jusqu'en 2008-2009, année où elles ont commencé à augmenter. Toutefois, les dépenses pour l'exercice 2013-2014 sont encore en dessous du record de 1996-1997.

Graphique D.1
Dépenses publiques en R et D à l'appui du secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire, 1990-1991 à 2013-2014



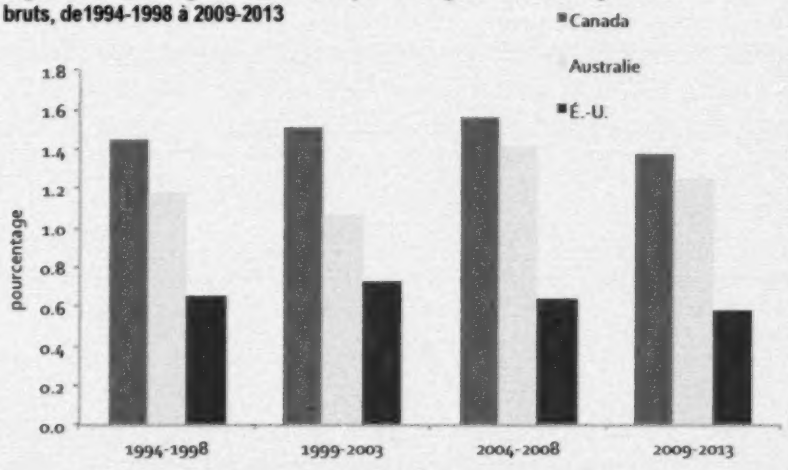
Source : AAC.
Remarque : Les données de 2013 et 2014 sont estimées.
Les dépenses gouvernementales réelles consacrées à la R et D dans le secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire sont exprimées en dollars de 2007.

En pourcentage des revenus agricoles bruts, les dépenses consacrées à la R et D financées par le Canada dans le secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire ont affiché un recul récemment . Toutefois, elles demeurent supérieures à celles des États-Unis et de l'Australie.

Durant la période 2009-2013, les dépenses publiques canadiennes à la R et D en agriculture ont représenté en moyenne 1,4 % des revenus agricoles bruts, ce qui est un recul par rapport à la moyenne de 1,6 % enregistrée entre 2004 et 2008.

Cet indicateur a également diminué en Australie et aux États-Unis au cours de la même période.

Graphique D.2
Dépenses publiques en R et D visant à appuyer le secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire, en pourcentage des revenus agricoles bruts, de1994-1998 à 2009-2013



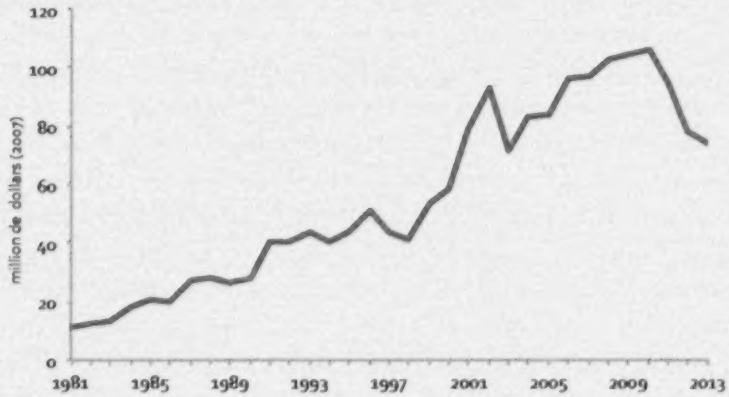
Source : Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), Direction des échanges et de l'agriculture, Estimations du soutien aux producteurs et aux consommateurs, base de données de l'OCDE.

Les investissements du secteur privé en R et D dans le secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire ont augmenté considérablement depuis 1980

Les investissements réels du secteur privé en R et D dans le secteur de l'agriculture ont augmenté régulièrement depuis les années 1980, lorsque la protection des droits de propriété intellectuelle (DPI) est entrée en vigueur sur les nouvelles obtentions végétales.

Les dépenses réelles consacrées par le secteur privé à l'agriculture primaire ont atteint plus de 74,2 millions de dollars en 2013, une baisse par rapport au record de 102 millions de dollars enregistré en 2008. Les dépenses ont augmenté de manière exponentielle entre 1998 et 2002, mais elles ont ralenti plus récemment. Le secteur agricole profite aussi des recherches menées par les entreprises de secteurs d'activités connexes, comme les concepteurs de semences, les entreprises de produits chimiques, les constructeurs de machines, les fournisseurs de services contractuels et les entreprises de sciences biologiques et de sciences de la vie.

Graphique D.3
Dépenses réelles du secteur privé en R et D dans le secteur de l'agriculture, 1981-2013



Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.
Remarques : Les données de 2010 à 2013 sont préliminaires. Les données comprennent toutes les dépenses de R et D (intra-muros) faites par le secteur privé, peu importe s'il s'agit d'autofinancement, mais ne comprennent pas les investissements du secteur des intrants agricoles.

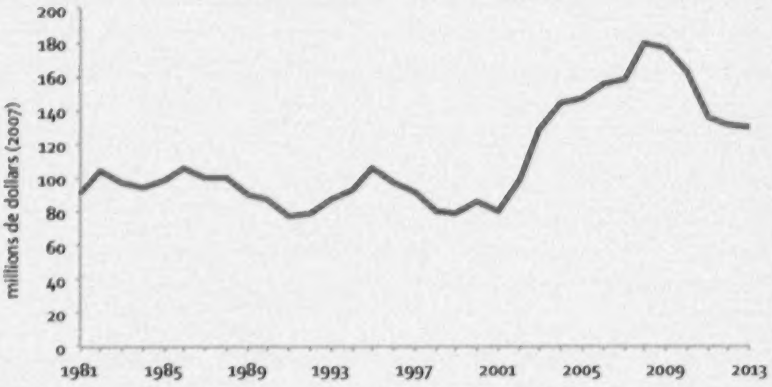
Les investissements du secteur privé en R et D dans le secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire ont augmenté considérablement depuis 1980

Les dépenses réelles consacrées par le secteur privé à la R et D dans le secteur de la transformation d'aliments ont apparemment atteint 130,3 millions de dollars en 2013, soit une baisse progressive par rapport au record de 179,4 millions de dollars enregistré en 2008.

Les dépenses réelles du secteur privé en R et D ont atteint en moyenne 92,1 millions de dollars par année entre 1981 et 2000, et 140,6 millions de dollars par année entre 2001 et 2013.

Au cours des dix dernières années, le secteur de la transformation d'aliments a profité d'innovations dans les méthodes de salubrité et de conservation des aliments (p. ex. l'analyse des risques et maîtrise des points critiques [HACCP] et la congélation instantanée), ainsi que dans le contrôle des stocks (p ex. le système de stockage « juste à temps »). Les produits sont également en cours d'amélioration continue avec l'utilisation de nouveaux ingrédients et d'emballage innovant.

Graphique D.4
Dépenses réelles du secteur privé en R et D dans la transformation d'aliments, 1981-2013



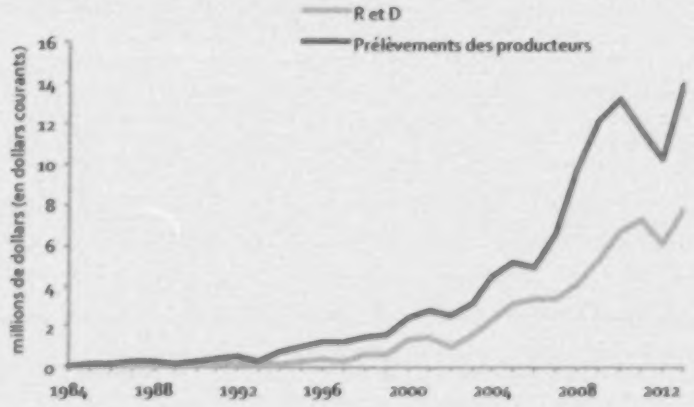
Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.
Remarques : Les données de 2010 à 2013 sont préliminaires. Les données comprennent toutes les dépenses de R et D (intra-muros) faites par le secteur privé, peu importe s'il s'agit d'autofinancement, mais ne comprennent pas les investissements du secteur des intrants agricoles.

Les prélèvements de l'industrie (les prélèvements sur les ventes commerciales versés par les producteurs) sont une importante source de financement de la R et D en agriculture dans le cas de certains produits.

Les prélèvements ont permis aux producteurs de financer les investissements dans la R et D sur les matières premières et d'en bénéficier. Cela a été le principal instrument de financement des activités de l'association intitulée Saskatchewan Pulse Growers (SPG).

Les revenus tirés des prélèvements par la SPG en 2013 ont augmenté de 36,0 % par rapport à l'année précédente, pour atteindre 13,9 millions de dollars, principalement en raison d'une plus grande superficie ensemencée et récoltée. Au cours de la période 2009-2013, les dépenses de R et D par la SPG se sont élevées à une moyenne de 6,6 millions de dollars, ce qui comprenait une augmentation significative de la recherche sur les améliorations génétiques et les conséquences sur la santé.

Graphique D.5
Prélèvements et dépenses en R et D de la Saskatchewan Pulse Growers, 1984-2013



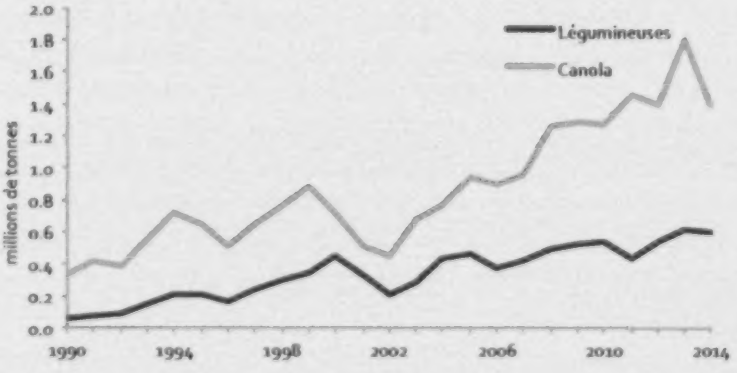
Source : Rapport annuel de Saskatchewan Pulse Growers, diverses années.

L'adoption généralisée d'obtentions végétales telles que les variétés de canola et de légumineuses a généré une production accrue de ces cultures.

En 2014, la production de canola, à près de 14 millions de tonnes de production, était de quatre fois plus élevée qu'en 1980.

La production de légumineuses a augmenté de façon spectaculaire depuis le début des années 1990. La production de haricots secs et de lentilles en 2014 était de sept fois plus élevée que dans les années 1990. La Saskatchewan est devenue un important producteur et exportateur mondial de légumineuses, représentant 71 % de la production canadienne de légumineuses en 2014.

Graphique D.6
Production de légumineuses et de canola au Canada, 1990-2014



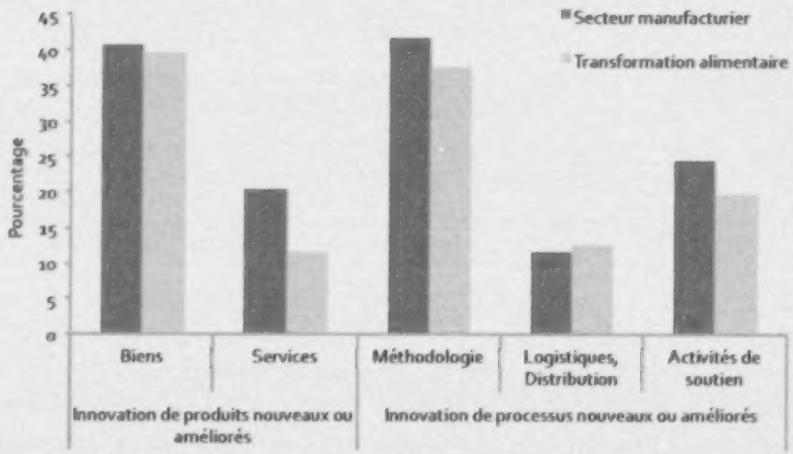
Source : Statistique Canada, Tableau 001-0010, CANSIM.
Remarque : Les légumineuses comprennent les pois secs, les haricots colorés, les lentilles et les pois chiches.

Le développement de nouveaux produits et de méthodes de transformation témoignent de la portée de l'innovation dans la fabrication d'aliments

En général, la proportion d'établissements de transformation d'aliments qui signalent des innovations au chapitre des processus ou des produits est inférieure à la moyenne de l'industrie manufacturière.

Une proportion considérablement moins élevée de fabricants de produits alimentaires a mis en place de nouveaux services (11,4 %). Par ailleurs, une proportion plus élevée a adopté de nouvelles méthodes de logistique ou de distribution, soit 11,4 %.

Graphique D.7
Pourcentage des entreprises de transformation alimentaire ayant innové en matière de produits ou de processus, 2012



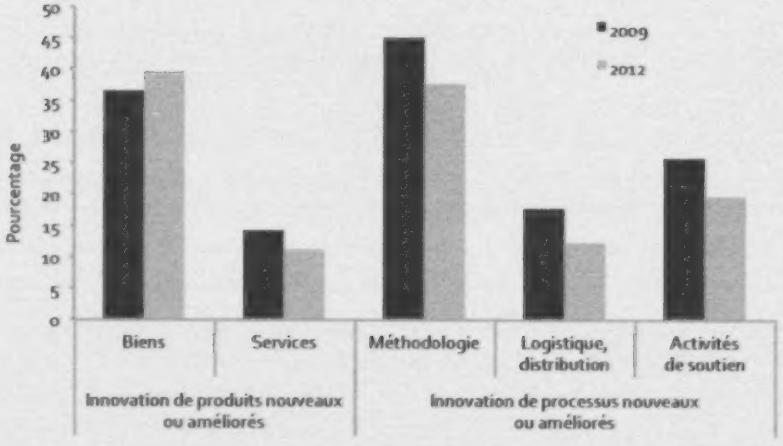
Source : Statistique Canada, Enquête sur l'innovation et les stratégies d'entreprise, 2012

La mise en place de produits et de méthodes nouvelles et améliorées continue d'être les innovations les plus courantes signalées par les entreprises en 2009 et en 2012.

L'introduction de nouveaux produits ou de produits sensiblement améliorés par les transformateurs alimentaires a augmenté de 36,5 % à 39,7 %, mais tous les autres domaines d'innovation ont connu une baisse entre 2009 et 2012.

La proportion des entreprises de transformation d'aliments qui a mis en place de nouvelles méthodes a reculé de 45,0 % en 2009 à 38,0 % en 2012.

Graphique D.8
Pourcentage des entreprises manufacturières et de transformation alimentaire qui ont innové en matière de produits ou de processus, 2009 et 2012



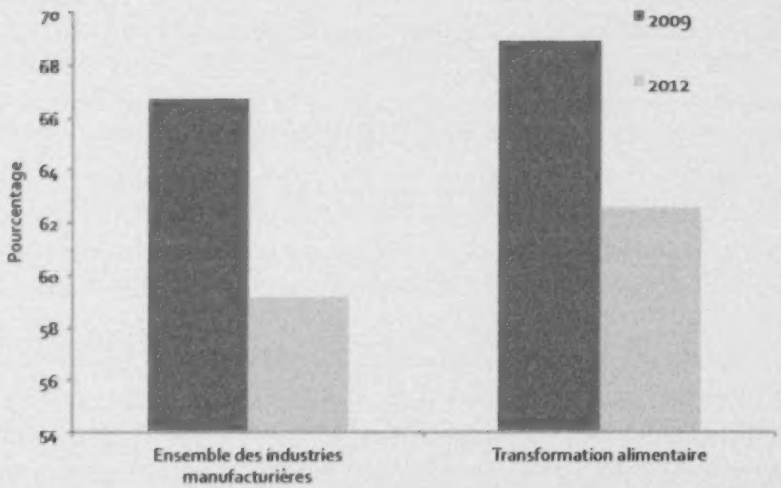
Source : Statistique Canada, Enquête sur l'innovation et les stratégies d'entreprise, 2009 et 2012.

Les innovations en matière de processus ont permis de réduire le coût de production des entreprises de transformation des aliments

En 2009 et en 2012, le pourcentage des entreprises du secteur de la transformation d'aliments ayant déclaré une réduction des coûts grâce à l'adoption de procédés innovants a été plus élevé que celui de l'ensemble du secteur manufacturier.

En 2012, 62,6 % des fabricants de produits alimentaires ont rapporté des économies de coûts grâce à des procédés innovants, soit une baisse par rapport à l'année 2009 où ce pourcentage se situait à 68,9 %.

Graphique D.9
Pourcentage des entreprises du secteur manufacturier et de la transformation alimentaire ayant introduit des procédés innovants qui ont réduit le coût moyen de produits existants, 2009 et 2012



Source : Statistique Canada, Enquête sur l'innovation et les stratégies d'entreprise, 2009 et 2012.

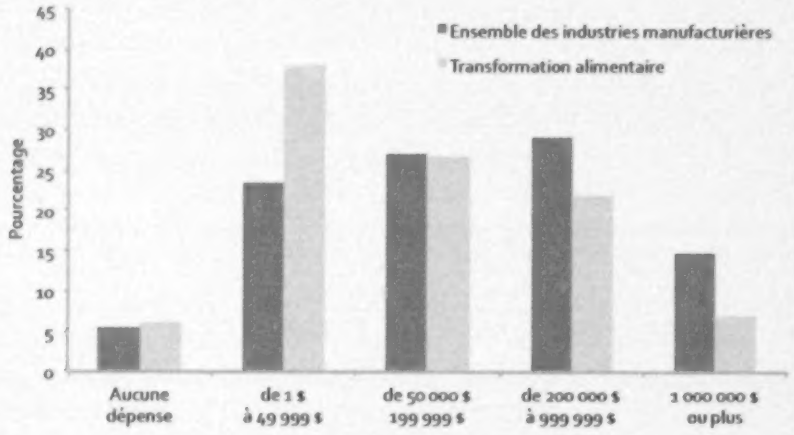
Les fabricants de produits alimentaires ont investi dans le développement de nouveaux produits

Les entreprises de transformation alimentaire, en général, ont investi moins dans le développement de nouveaux produits que celles du secteur manufacturier dans son ensemble.

En 2012, 44,4 % des fabricants de produits alimentaires ayant mis en place des produits innovés ont investi moins de 50 000 $. Cette part est nettement plus élevée que celle du secteur manufacturier dans son ensemble (28,9 %).

Seulement 7,0 % des fabricants de produits alimentaires ont investi 1 million de dollars ou plus dans le développement de produits innovés, ce qui est inférieur à la moyenne pour l'ensemble des entreprises manufacturières, soit 14,8 %. Le montant investi varie au sein du secteur même de la transformation d'aliments. En particulier, la majorité des entreprises de transformation de produits de la viande et des fruits et légumes ont déclaré avoir consacré plus de 200 000 $ à l'innovation de produits, tandis que près de la moitié des fabricants de produits laitiers ont déclaré avoir dépensé moins de 50 000 $. Cependant, en 2009 et en 2012, environ la moitié des transformateurs d'aliments de plus grande envergure ont mis en œuvre de nouvelles méthodes de fabrication de produits, tandis que moins d'un tiers des entreprises plus petites ont déclaré l'avoir fait en 2012. Il s'agit d'une baisse par rapport au pourcentage (41 %) enregistré en 2009.

Graphique D.10
Total des dépenses du secteur de la fabrication et de la fabrication d'aliments consacrées à l'innovation de produits, 2012



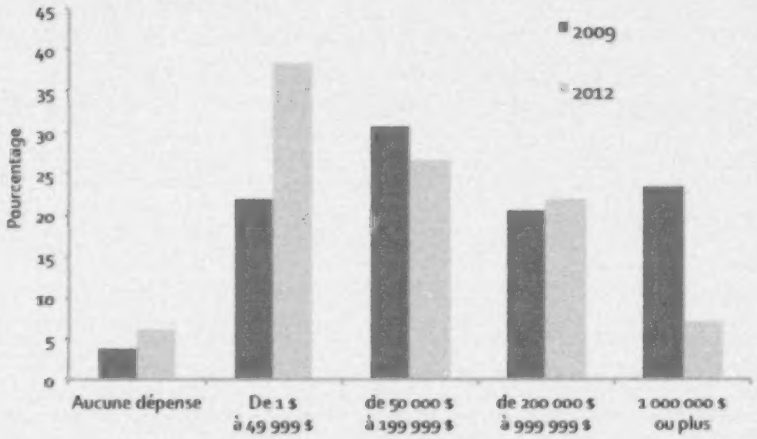
Source : Statistique Canada, Enquête sur l'innovation et les stratégies d'entreprise, 2012.

Les fabricants de produits alimentaires ont investi dans le développement de nouveaux produits

Entre 2009 et 2012, la proportion de fabricants de produits alimentaires novateurs ayant déclaré avoir fait de petits investissements (de moins de 50 000 $) a presque doublé, tandis qu'une part beaucoup plus petite de ces fabricants a réalisé des investissements de 1 000 000 $ ou plus.

Cependant, il existe des écarts dans les différents types d'entreprises de transformation alimentaire. Près de la moitié des entreprises innovantes du secteur des fruits et des légumes ont déclaré avoir investi 200 000 $ ou plus en 2012, ce qui représente une augmentation substantielle par rapport à 2009 (33,6 %). D'autre part, la proportion de fabricants ayant conçu des innovations pour la production de produits de boulangerie et de tortillas qui ont signalé avoir investi 200 000 $ ou plus est passée de 38,2 % en 2009 à 22,3 % en 2012.

Graphique D.11
Dépenses du secteur de la fabrication d'aliments consacrées à l'innovation de produits, 2009 et 2012



Source : Statistique Canada, Enquête sur l'innovation et les stratégies d'entreprise, 2009 et 2012.

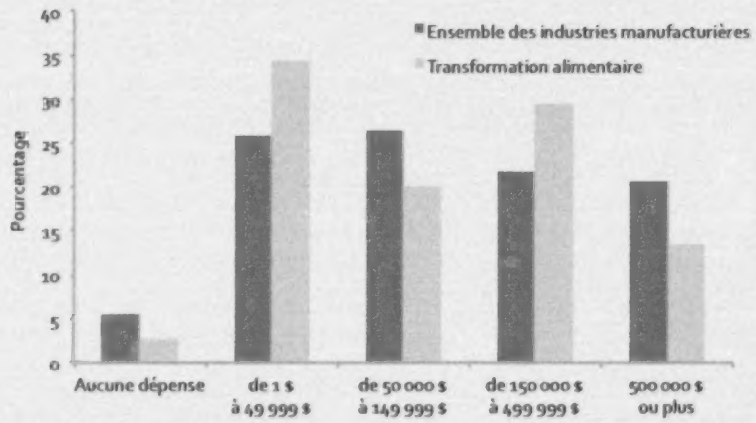
Les fabricants d'aliments continuent d'investir dans le développement de processus innovants pour améliorer leurs méthodes de production et de distribution

La plupart des entreprises du secteur de la transformation d'aliments ayant adopté des processus innovants ont dépensé moins de 150 000 $ dans la mise au point de nouveaux processus en 2012.

En 2012, seulement 13,6 % ont déclaré avoir investi 500 000 $ ou plus dans le secteur de la transformation alimentaire, alors que ce chiffre était de 20,6 % pour l'ensemble de l'industrie manufacturière.

En 2012, près de 30 % des entreprises du secteur de la transformation d'aliments ayant adopté des processus innovants ont rapporté avoir investi entre 150 000 $ et 499 999 $.

Graphique D.12
Total des dépenses du secteur manufacturier et de la transformation alimentaire consacrées aux processus innovants, 2012



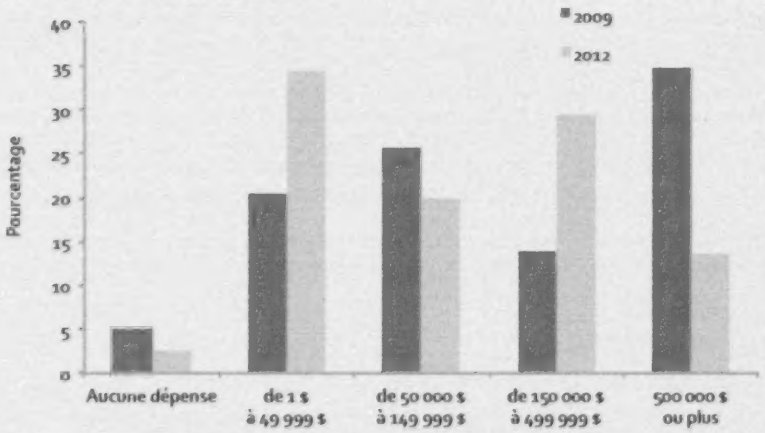
Source : Statistique Canada, Enquête sur l'innovation et les stratégies d'entreprise, 2012.

Le pourcentage d'entreprises ayant adopté des processus innovants qui ont déclaré avoir investi 500 000 $ ou plus était moins de la moitié (13,5 %) du nombre enregistré en 2009 (34,8 %).

Entre 2009 et 2012, le pourcentage des entreprises du secteur de la transformation d'aliments ayant investi entre 150 000 $ et 499 999 $ dans des processus innovants a doublé.

Dans le sous-secteur des produits laitiers, un pourcentage plus faible d'entreprises ayant adopté des processus innovants a signalé avoir investi moins de 500 000 $ dans des innovations de processus.

Graphique D.13
Dépenses du secteur de la transformation alimentaire consacrées aux processus innovants, 2009 et 2012



Source : Statistique Canada, Enquête sur l'innovation et les stratégies d'entreprise, 2009 et 2012.

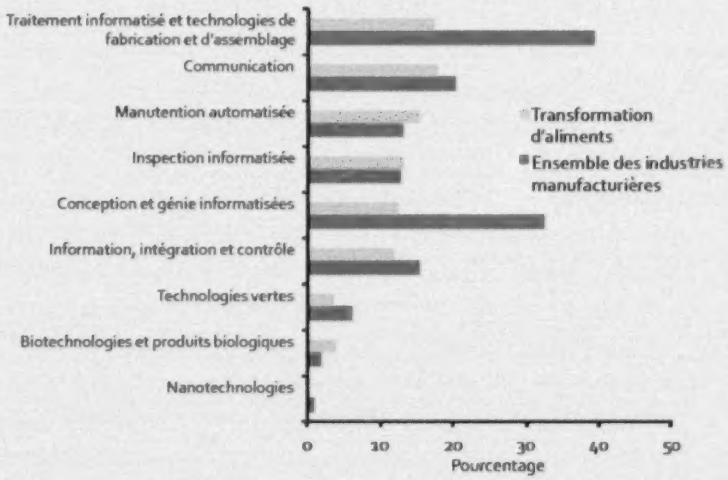
Les établissements de transformation alimentaire acquièrent, par divers moyens, différents types de technologies de pointe

En 2012, les meilleures technologies de pointe utilisées par les fabricants de produits alimentaires ont été les technologies de communication (17,6 %) et de traitement informatisé, ainsi que les technologies de fabrication et d'assemblage (17,2 %).

L'utilisation de la manutention automatisée, ce qui inclut des technologies telles que le codage à barres, arrive au troisième rang, avec 15,5 % des transformateurs alimentaires ayant déclaré utiliser cette techonologie.

L'utilisation des technologies de traitement, de fabrication et d'assemblage informatisés, de même que l'utilisation de la conception et de l'ingénierie informatisées, sont beaucoup plus fréquentes dans l'ensemble du secteur manufacturier que dans la transformation d'aliments.

Graphique D.14
Proportion d'entreprises du secteur manufacturier et de la transformation d'aliments ayant déclaré utiliser l'une des technologies de pointe suivantes, par catégorie, 2012



Source : Statistique Canada, Enquête sur l'innovation et les stratégies d'entreprise, 2012.

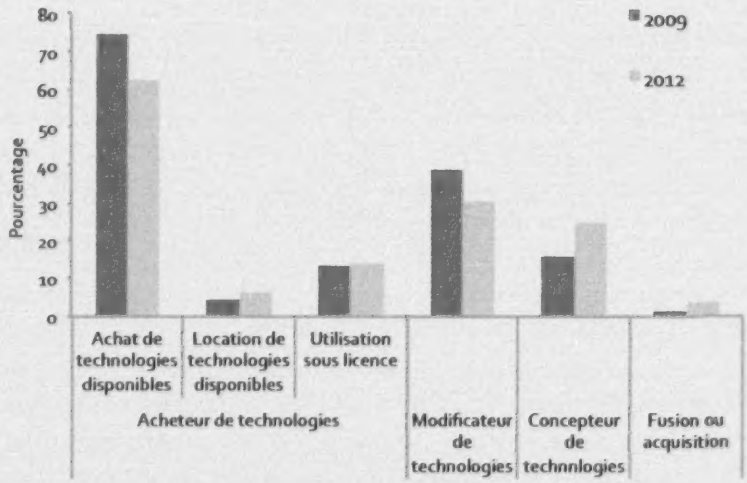
Les entreprises de transformation d'aliments achètent plus souvent des technologies de pointe disponibles sur le marché, car la mise au point à l'interne est beaucoup plus coûteuse.

Plus de 60,0 % des établissements de fabrication de produits alimentaires ont déclaré avoir acheté des technologies de pointe disponibles sur le marché en 2012.

Par sous-secteur, 74,7 % des fabricants de fruits et de légumes ont acheté des technologies de pointe disponibles sur le marché, suivis des transformateurs de produits laitiers avec 71,0 %. Cette proportion est comparable à celle de l'ensemble du secteur manufacturier.

La modification de technologies existantes est également une méthode courante d'acquisition de nouvelles technologies dans le secteur de la transformation alimentaire, en particulier dans la fabrication de la viande.

Graphique D.15
Proportion d'entreprises de transformation alimentaire ayant acquis ou intégré des technologies de pointe, par procédé, 2009 and 2012



Source : Statistique Canada, Enquête sur l'innovation et les stratégies d'entreprise, 2009 et 2012.

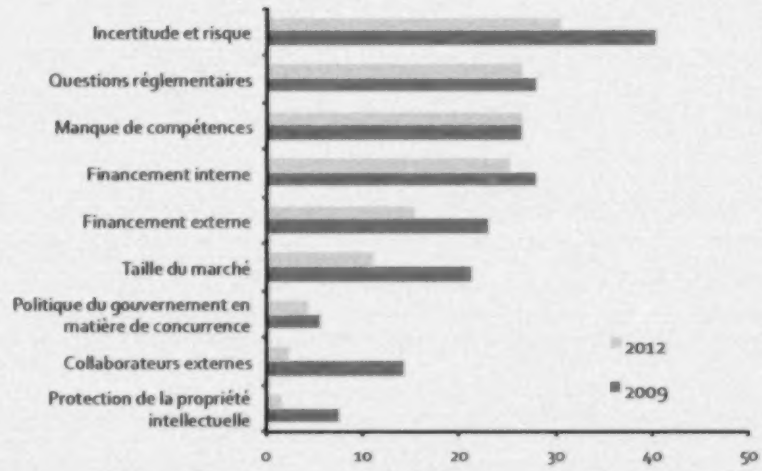
Les transformateurs de produits alimentaires ont accès à des programmes gouvernementaux qui les aident à surmonter certains des obstacles à l'innovation

En 2012, 30,2 % des fabricants d'aliments ont déclaré que l'incertitude et le risque étaient d'importants facteurs qui nuisaient à l'innovation.

Cependant, dans les 51,5 % des autres obstacles nuisant aux activités d'innovation, on trouve les questions de réglementation (26,4 %), le manque de compétences dans la population active (26,3 %) et les questions liées au financement interne (25,1 %).

Le pourcentage de fabricants d'aliments ayant signalé des obstacles à l'innovation a diminué entre 2009 et 2012.

Graphique D.16
Pourcentage des entreprises de transformation alimentaire ayant signalé des obstacles à l'innovation, 2009 et 2012



Source : Statistique Canada, Enquête sur l'innovation et les stratégies d'entreprise, 2009 et 2012.

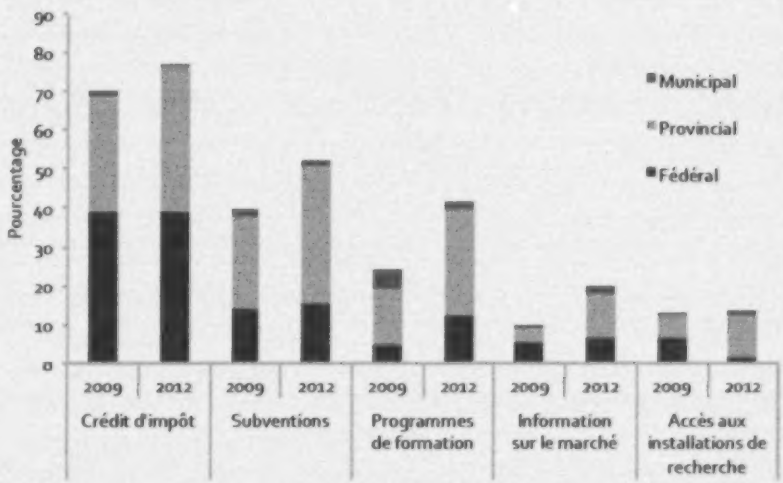
Les entreprises de transformation alimentaire indiquent qu'elles ont eu recours à plusieurs programmes gouvernementaux de soutien pour surmonter les obstacles à l'innovation.

En 2012, le programme gouvernemental le plus important pour la conduite d'activités en matière d'innovation dans le secteur de la fabrication d'aliments a été le programme des crédits d'impôt.

Les programmes des gouvernements provinciaux ont été les plus populaires chez les fabricants d'aliments, en particulier chez les fabricants de fruits et de légumes.

Les programmes offerts au niveau municipal ont été principalement utilisés par les fabricants de produits de boulangerie et de tortillas.

Graphique D.17
Principaux programmes gouvernementaux de soutien aux activités d'innovation dans le secteur de la transformation d'aliments, 2009 et 2012



Source : Statistique Canada, Enquête sur l'innovation et les stratégies d'entreprise, 2009.

SECTION E

Agriculture primaire

SECTION E1

Finances agricoles

Introduction:

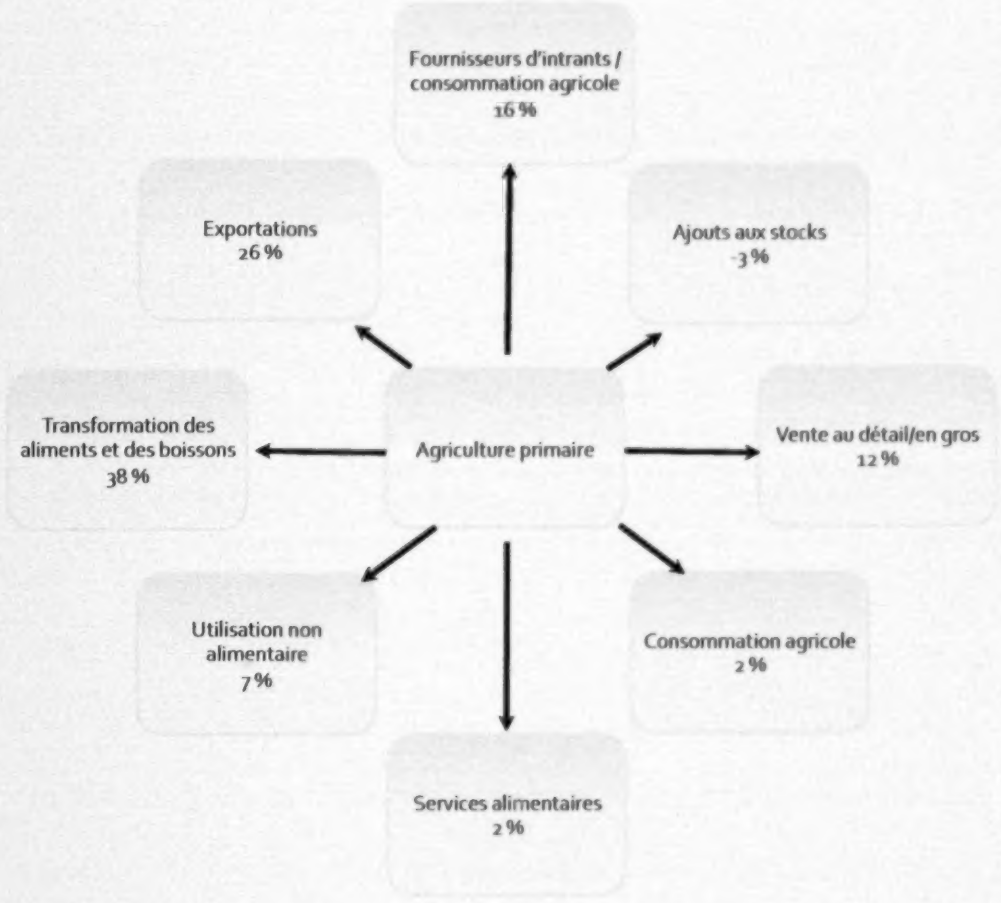
Étant à la base même du système agricole et agroalimentaire, les producteurs agricoles ont des liens directs avec tous les intervenants de la chaîne d'approvisionnement. Par le fait même, ils contribuent considérablement à la croissance de l'économie canadienne. L'évolution de l'agriculture primaire a une incidence sur la structure et le rendement de tous les secteurs le long de la chaîne d'approvisionnement, comme les intrants agricoles, la transformation des aliments, la vente d'aliments au détail et en gros et les services alimentaires.

Les recettes du marché agricole demeurent à la hausse, principalement grâce à la croissance des céréales et des oléagineux. Le revenu net d'exploitation moyen s'est aussi accru grâce à la hausse des recettes du marché, malgré la réduction des paiements de programmes.

Les agriculteurs ont des liens directs avec tous les intervenants de la chaîne d'approvisionnement agroalimentaire

Les entreprises situées en amont et en aval utilisent la production agricole.

Graphique E.1.1
Répartition de la valeur de la production agricole, 2010



Source : Modèle d'entrées-sorties de Statistique Canada et calculs d'AAC.

La composition des ventes agricoles varie dans le temps et d'une région à l'autre

La distribution des recettes du marché agricoles par catégorie de produits agricole a évolué depuis 2003 et de enregistré une croissance de presque 23 milliards de dollars.

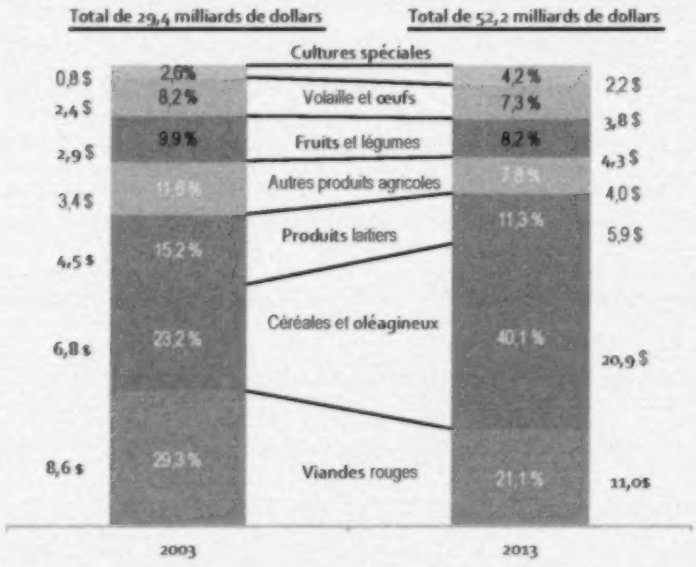
Entre 2003 et 2013, la part des recettes du marché agricole provenant des céréales et des oléagineux et des cultures spéciales a progressé, tandis que celle des autres catégories de produits a diminué.

Au cours de cette période, les recettes provenant des céréales et des oléagineux ont triplé pour atteindre 40,1 % de toutes les recettes du marché en 2013.

Les recettes tirées de la vente de cultures spéciales (légumineuses, graines de moutarde, graines de tournesol et alpistes des Canaries) ont plus que doublé entre 2003 et 2013 et compté pour 4,2 % de toutes les recettes du marché en 2013, en hausse par rapport à 2,6 % en 2003.

La part des recettes tirées du secteur de la viande rouge a reculé au cours de cette période, passant de 29,3 % à 21,1 %, mais le montant total s'est accru de 2,4 milliards de dollars.

Graphique E.1.2
Recettes du marché agricole par catégorie de produits, 2003 et 2013



Source : Statistique Canada.

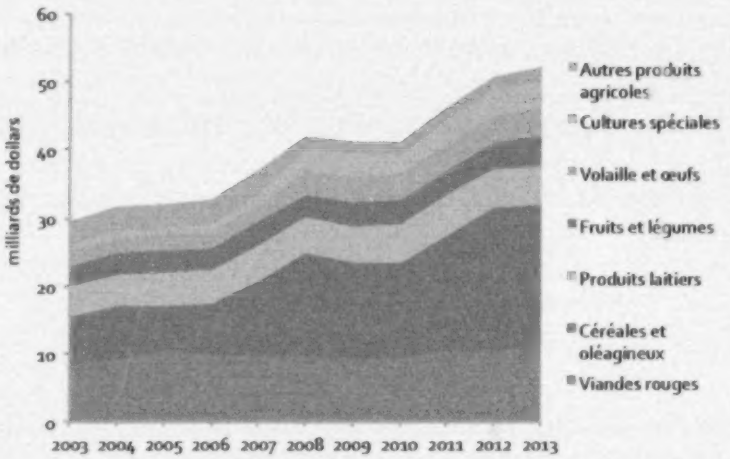
Grâce au niveau record de production des cultures et aux prix élevés des catégories de produits, les recettes du marché agricole sont demeurées excellentes en 2013

Les recettes du marché agricole ont atteint 52,2 milliards de dollars en 2013, en hausse de 3,6 % par rapport à l'année précédente, marquant ainsi une troisième augmentation annuelle consécutive.

Même si les recettes tirées des céréales et des oléagineux sont demeurées plutôt stables en 2013, elles ont dépassé de 29,2 % la moyenne de 2008 à 2012. Les recettes tirées des céréales et des oléagineux sont demeurées excellentes en 2013 grâce au niveau record des cultures et à la vigueur des prix pendant le premier semestre.

Les recettes de la vente de bovins ont augmenté pendant quatre années consécutives en raison des prix élevés. La vigueur des prix du porc a contribué à la hausse de 5,4 % des recettes tirées du porc en 2013. Tandis que la plupart des catégories de produits n'ont enregistré qu'une hausse modeste au chapitre des recettes entre 2012 et 2013, les cultures spéciales se sont accrues de 17,4 %, largement en raison d'une augmentation de la production des cultures de légumineuses.

Graphique E.1.3
Recettes du marché agricole par catégorie de produits, 2003-2013



Source : Statistique Canada.

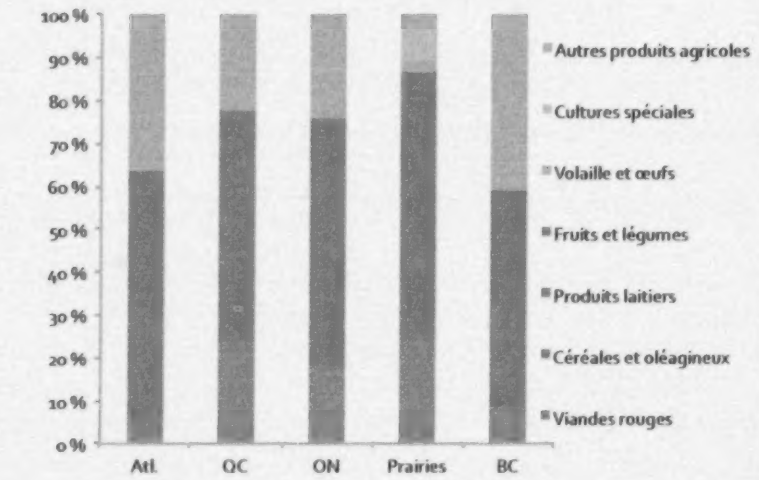
La répartition des recettes tirées du marché des différents produits varie selon la région ou la province.

Dans les Prairies, la vente de céréales et d'oléagineux a généré plus de la moitié des recettes en 2013 (57,6 %). Les céréales et les oléagineux ont aussi compté pour la plus grande part (28,4 %) des recettes du marché agricole en Ontario.

Au Québec, l'industrie laitière est responsable de la majeure partie (28,3 %) des recettes du marché agricole.

En Colombie-Britannique et dans l'Atlantique, les fruits et légumes représentaient la plus grande part de toutes les recettes du marché agricole, soit respectivement 29,4 % et 32,3 %.

Graphique E.1.4
Recettes agricoles régionales par groupe de produits, 2013



Source : Statistique Canada.

En 2013, le revenu monétaire net a atteint un sommet pour la quatrième année consécutive

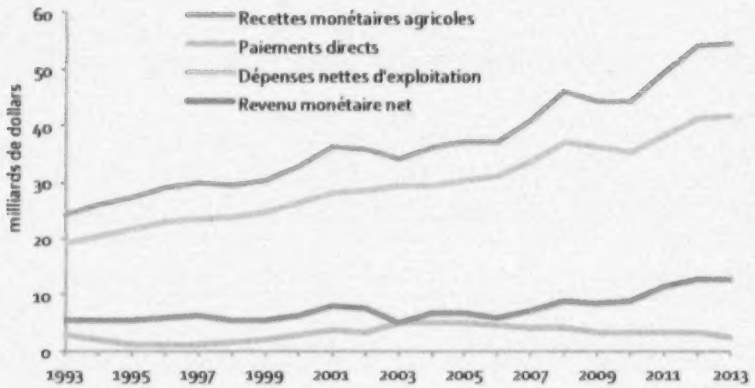
En 2013, les recettes monétaires agricoles ont augmenté plus rapidement que les dépenses d'exploitation agricole, ce qui a fait grimper le revenu monétaire net à 12,7 milliards de dollars - soit 26,5 % de plus que la moyenne de 2008 à 2012.

Les recettes monétaires agricoles, qui comprennent les recettes du marché et les paiements des programmes versés directement aux producteurs, n'ont augmenté que légèrement (2,0 %) en 2013, après des hausses plus importantes de 12,0 % en 2011 et de 8,3 % en 2012.

De plus, les dépenses nettes d'exploitation se sont accrues d'un exercice à l'autre, soit de 8,4 % en 2011 et de 8,1 % en 2012, mais seulement de 1,8 % en 2013. En 2013, une importante baisse des dépenses en engrais a été contrebalancée par des hausses de la plupart des autres dépenses.

Les paiements des programmes versés directement aux producteurs visent notamment à stabiliser le revenu agricole et à aider à contrebalancer les pertes de production. Les paiements des programmes ont baissé de 21,2 % en 2013 en raison de la hausse des prix des produits agricoles, ce qui a mené à d'excellent rendements sur le marché au cours des dernières années.

Graphique E.1.5
Recettes monétaires agricoles, dépenses d'exploitation et recettes monétaires nettes par groupe de produits, 1993 - 2013



Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

Le rendement des exploitations agricoles, tel qu'il est mesuré par le revenu net d'exploitation moyen, s'est amélioré et varie d'une province à l'autre

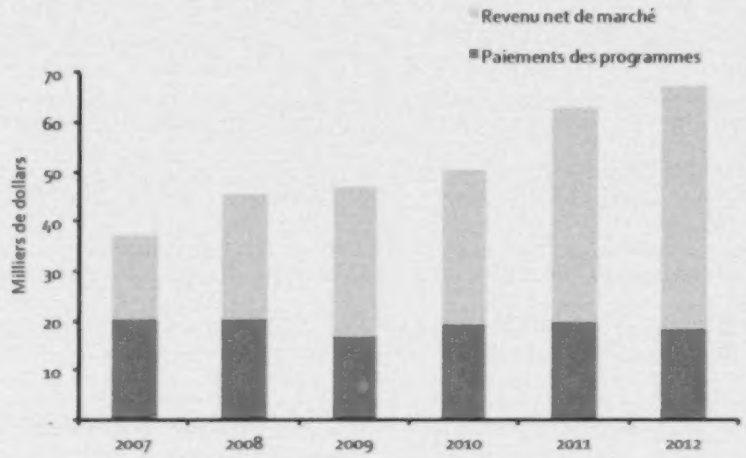
Le revenu net d'exploitation moyen a progressivement augmenté, ce qui est principalement attribuable à la hausse du revenu net du marché.

En 2012, le revenu net d'exploitation moyen était de 67 000 $ par exploitation agricole.

En moyenne, près des trois quarts (72,6 %) du revenu d'exploitation d'une exploitation agricole provenaient du marché en 2012, une hausse par rapport à 45,2 % en 2007.

La contribution des recettes du marché direct au revenu d'exploitation total était de 80,0 % ou plus en Colombie-Britannique, en Ontario et en Nouvelle-Écosse.

Graphique E.1.6
Revenu net d'exploitation moyen, 2007-2012



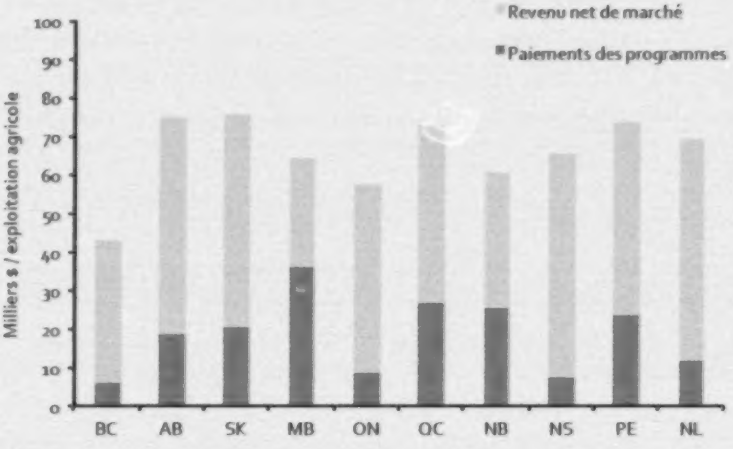
Source : Statistique Canada, Programme des données fiscales.

En 2012, la Saskatchewan affichait le revenu net d'exploitation moyen le plus élevé par exploitation agricole, suivie de l'Alberta et du Québec.

La Colombie-Britannique était la province affichant le revenu net d'exploitation moyen le plus bas.

Les sommes octroyées dans le cadre des programmes diffèrent également selon la province, ce qui s'explique en partie par les différences entre les programmes provinciaux de soutien à l'agriculture d'une province à l'autre. En 2012, les agriculteurs de la Colombie-Britannique ont reçu les paiements par exploitation agricole les plus faibles, tandis que les agriculteurs du Manitoba ont touché le plus haut niveau de paiements.

Graphique E.1.7
Revenu net d'exploitation moyen des exploitations agricoles, 2012



Source : Statistique Canada, Programme des données fiscales.

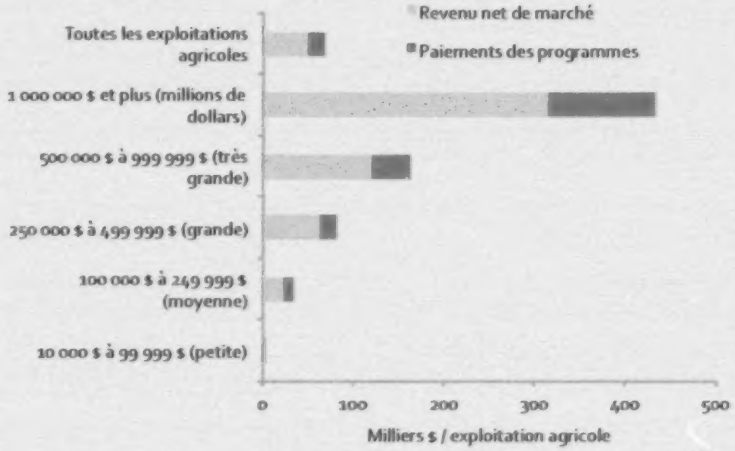
Le revenu net d'exploitation moyen varie selon la taille et le type d'exploitation agricole

Le revenu net d'exploitation moyen varie selon la taille de l'exploitation agricole.

Le revenu net d'exploitation moyen par exploitation agricole varie de 2 700 $ pour les petites exploitations agricoles jusqu'à 433 000 $ pour celles dont le chiffre d'affaires atteint au moins un million de dollars.

Environ 73,0 % du revenu d'exploitation des plus grandes exploitations agricoles provenait du marché, le reste provenait des paiements de programme. Le revenu du marché est aussi la principale source de revenus pour toutes les exploitations agricoles.

Graphique E.1.8
Revenu net d'exploitation moyen, 2012



Note : Les estimations présentées englobent les exploitations agricoles non constituées en société et les exploitations agricoles collectives dont les revenus d'exploitation agricole totaux sont de 10 000 $ ou plus, ainsi que les exploitations agricoles constituées en société dont les revenus d'exploitation agricole totaux sont de 25 000 $ ou plus.

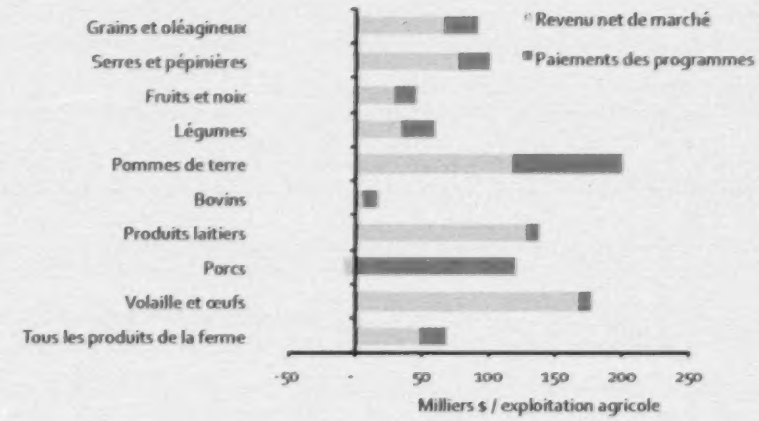
Le revenu net d'exploitation moyen varie aussi selon le type d'exploitation, principalement en raison des écarts dans les prix, la taille de l'entreprise et les conditions du marché qui évoluent d'une année à l'autre.

Les producteurs de pommes de terre de même que les producteurs de volaille et d'œufs et les producteurs laitiers ont affiché le revenu net d'exploitation moyen le plus élevé en 2012.

Les élevages bovins ainsi que les producteurs de fruits et de noix ont affiché le revenu net d'exploitation moyen le plus faible.

Les élevages porcins ont encore éprouvé des difficultés financières en 2012, comme l'indique leur revenu net du marché négatif. Toutefois, les pertes des éleveurs porcins ont été contrebalancées par d'importants paiements de programmes.

Graphique E.1.9
Revenu net d'exploitation moyen par type d'exploitation agricole, 2012



Source : Statistique Canada, Programme des données fiscales

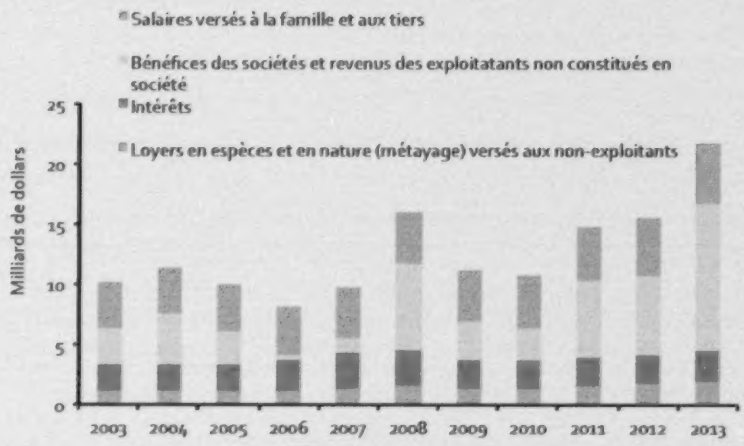
La valeur ajoutée nette agricole a atteint un sommet en 2013

En 2013, la valeur ajoutée nette agricole a atteint 21,7 milliards de dollars, soit 58,6 % de plus que la moyenne de 2008 à 2012 et 36,0 % de plus que le niveau record antérieur atteint en 2008.

La valeur ajoutée nette agricole constitue une mesure annuelle de la valeur du revenu généré par la production de produits et de services agricoles. Il faut mentionner une composante importante de ce poste, soit la valeur totale de la production, qui correspond à la valeur de la production brute du secteur agricole pendant l'année civile.

En 2013, le rendement de tous les facteurs de production fut supérieur à la moyenne de 2008 à 2012, y compris les loyers en espèces et en nature (métayage) versées aux non-exploitants (20,4 %) ainsi que les bénéfices des sociétés et les revenus des exploitants non constitués en société (138,4 %).

Chart E.1.10
Valeur ajoutés nette agricole, 2003-2013



Source : Statistiques Canada et calculs d'AAC.
Remarque: A compter de 2005, des modifications ont été apportées à la méthode de calcul de la valeur ajoutée nette. Ainsi, les reventes ne sont plus incluses dans les ventes agricoles à d'autres exploitations agricoles.

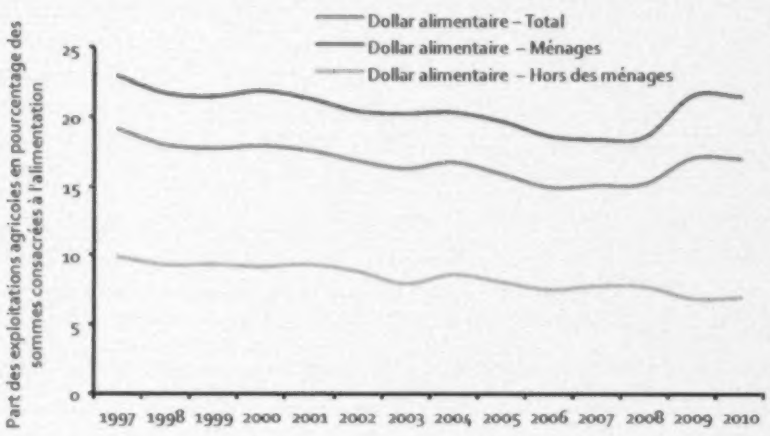
La part par dollar alimentaire que reçoivent les exploitations agricoles canadiennes a baissé légèrement au fil du temps et varie selon les catégories de produits

La part des dépenses alimentaires revenant aux exploitations agricoles a diminué au fil du temps puisque les consommateurs demandent et achètent davantage de produits alimentaires à valeur ajoutée.

Entre 1997 et 2010, la part globale des dépenses totales d'alimentation revenant aux exploitations agricoles a diminué, passant de 19,0 % à 17,0 %.

La part des exploitations agricoles correspond au pourcentage moyen de chaque dollar consacré à l'achat annuel de produits alimentaires de la consommation canadiennes qui revient aux exploitations agricoles de leurs produits non transformés.

Graphique E.1.11
Part des exploitations agricoles canadiennes, 1997-2010



Source : Statistique Canada et calculs d'AAC, d'ERS et de l'Université de Guelph.

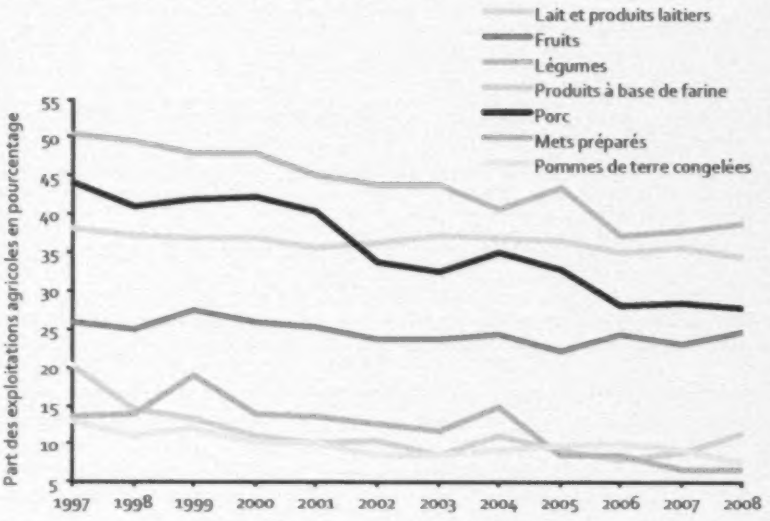
La part des exploitations agricoles diminue au fur et à mesure qu'augmente l'importance des services en aval de transformation et de conditionnement des aliments et les autres services à valeur ajoutée.

La part des exploitations agricoles varie selon le degré de transformation et des services en aval nécessaires pour acheminer les produits alimentaires jusqu'aux consommateurs.

La part des exploitations agricoles est plus élevée pour les fruits, les légumes, le lait et les produits laitiers puisque ces produits nécessitent très peu de transformation.

Par contre, la part des exploitations agricoles est faible pour les produits à base de farine, les pommes de terre congelées et les mets préparés puisque la transformation et les services en aval sont beaucoup plus importants.

Graphique E.1.12
Part des exploitations agricoles dans les dépenses d'alimentation des ménages, produits sélectionnés 1997-2008



Source : Statistique Canada et calculs d'AAC, d'ERS et de l'Université de Guelph.

SECTION E2

Intrants agricoles

Introduction:

Les fournisseurs d'intrants et de services agricoles jouent aussi un rôle de premier plan dans le système agricole et agroalimentaire canadien. L'accès à des intrants et des services abordables est particulièrement important pour la rentabilité du secteur agricole primaire.

Les producteurs agricoles constatent que les coûts d'exploitation demeurent à la hausse depuis maintenant une dizaine d'années. Les semences commerciales, les engrais et la chaux, le carburant pour la machinerie et le travail sur commande sont les quatre éléments des dépenses d'exploitation à avoir crû le plus rapidement au cours de cette période.

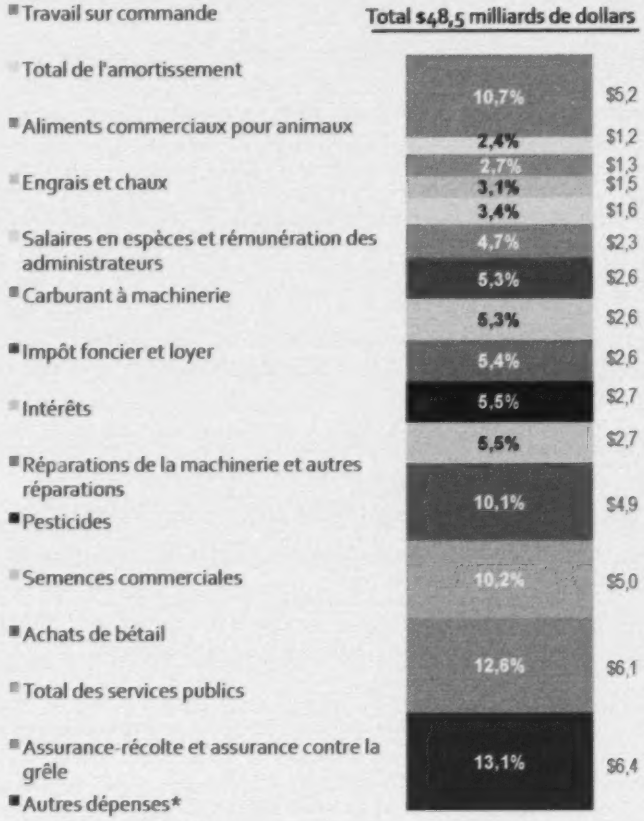
La plupart des dépenses d'exploitation agricole ont augmenté légèrement en 2013

En 2013, les dépenses nettes d'exploitation agricole et les frais d'amortissement ont totalisé 48,5 milliards de dollars, soit une augmentation de 2,1 % par rapport à l'année précédente.

Les aliments commerciaux pour animaux étaient la principale dépense des producteurs agricoles en 2013 (6,1 milliards de dollars), suivis des engrais et de la chaux (5,0 milliards de dollars), de la main-d'œuvre salariée (4,9 milliards de dollars), du carburant (2,7 milliards de dollars), des impôts fonciers et des loyers (2,7 milliards de dollars) et des intérêts (2,6 milliards de dollars).

Dans l'ensemble, l'amortissement a atteint 6,4 milliards de dollars en 2013, en hausse de 4,1 % par rapport à 2012. Comme les exploitations agricoles nécessitent des investissements de plus en plus importants, l'amortissement demeure un poste de dépense non négligeable.

Graphique E.2.1
Dépenses nettes d'exploitation agricole, 2013



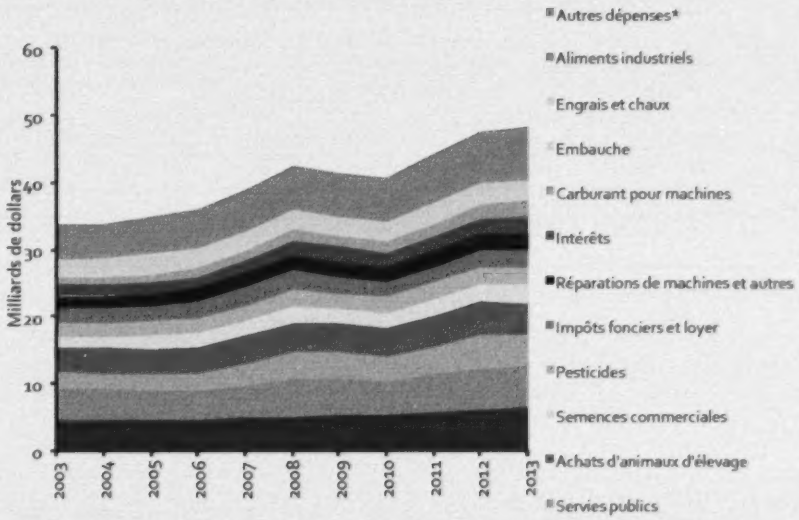
Source : Statistique Canada.
Note : *La catégorie des autres dépenses correspond à la somme des catégories de moins grande valeur, notamment : les frais juridiques et comptables, la réparation de bâtiments et de clôtures, l'irrigation, les cordes, les fils métalliques et les contenants, les frais d'insémination artificielle et de vétérinaire, l'assurance-entreprise et les primes de stabilisation.

Les dépenses d'exploitation agricole conservent leur tendance à la hausse de la dernière décennie

Dans l'ensemble, les coûts d'exploitation des producteurs ont grimpé de 43,4 % entre 2003 et 2013.

Les semences commerciales sont le poste de dépenses ayant enregistré la plus forte hausse, soit 105,8 % entre 2003 et 2013. Les dépenses liées aux engrais et à la chaux de même qu'au carburant pour la machinerie ont respectivement augmenté de 101,6 % et de 79,7 %, au cours de la même période.

Graphique E.2.2
Dépenses nettes d'exploitation agricole et frais d'amortissement, 2003-2013



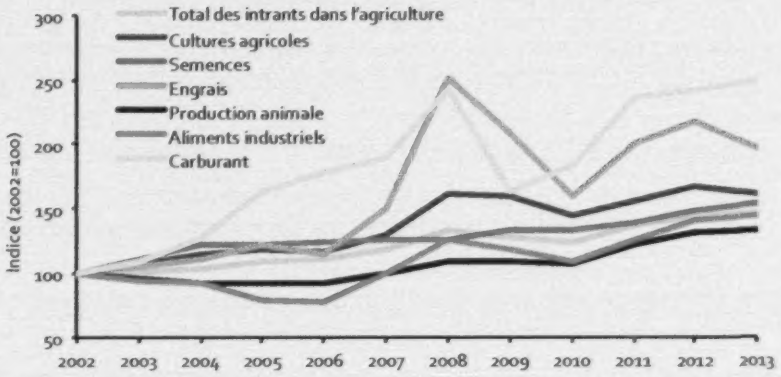
Source : Calculs de Statistique Canada et d'AAC.
Note : *La catégorie des autres dépenses correspond à la somme des catégories de moins grande valeur, notamment : les frais juridiques et comptables, la réparation de bâtiments et de clôtures, l'irrigation, les cordes, les fils métalliques et les contenants, l'assurance-récolte et l'assurance-grêle, les frais d'insémination artificielle et de vétérinaire, l'assurance-entreprise et les primes de stabilisation.

La hausse des prix de divers intrants clés a été compensée par la baisse des prix d'autres intrants.

Le prix de tous les principaux intrants, comme les semences commerciales, le carburant pour la machinerie et la main-d'œuvre agricole, est demeuré à la hausse en 2013.

Le prix des engrais a reculé en 2013 en raison d'une offre excédentaire à l'échelle mondiale et de la stagnation de la demande provenant du secteur des cultures.

Graphique E.2.3
Indice des prix des intrants dans l'agriculture, 2002-2013



Source : Statistique Canada.

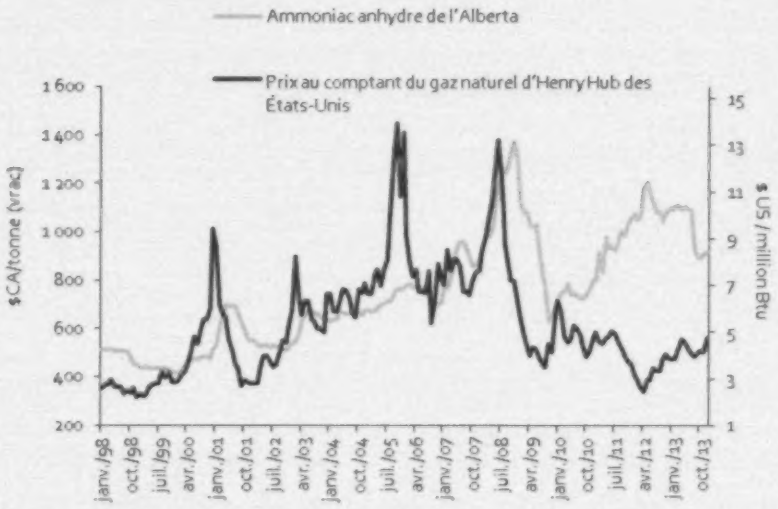
La fluctuation du prix des engrais et de la valeur des terres agricoles se répercute sur les dépenses d'exploitation agricole

Historiquement, les prix des engrais suivent l'évolution des prix du gaz naturel, mais cette relation a changé récemment.

Ces dernières années, le prix des engrais a été davantage lié à divers facteurs influant sur l'offre et la demande sur le marché international qu'au prix du gaz naturel.

Le prix de l'ammoniac s'est dans l'ensemble accru après un creux en 2010, tandis que le prix du gaz naturel est demeuré faible, une situation qui s'explique par de nouvelles techniques d'extraction à faible coût des gaz de schiste, qui ont provoqué une augmentation de l'offre.

Graphique E.2.4
Prix au comptant de l'ammoniac anhydre et du gaz naturel, 1998-2013



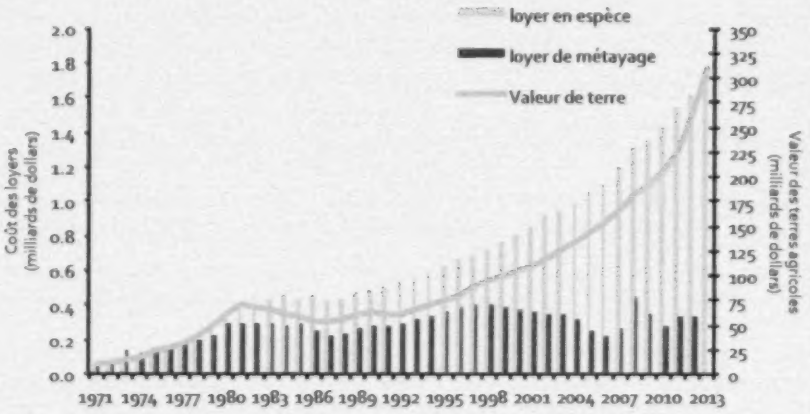
Source : Agricultural Input Monitoring System (AIMS) de l'Alberta et Energy Information Administration des États-Unis.

La valeur des terres agricoles a progressé constamment au cours des années 2000 et 2010.

Depuis 1971, cette valeur a enregistré une hausse annuelle moyenne de 8,2 % pour atteindre 310,8 milliards de dollars en 2013.

Alors que le loyer en espèces pour l'utilisation des terres et la valeur des terres agricoles ont suivi une tendance haussière, le loyer de métayage a affiché un déclin relatif.

Graphique E.2.5
Valeur de l'ensemble des loyers et des terres agricoles, 1971-2013



Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

Notes :

Le loyer en espèces découle généralement d'une entente pluriannuelle entre le propriétaire et le locataire d'une terre. Toutefois, le loyer demeure le même, que la production soit bonne ou mauvaise.

Dans le cadre d'une entente de métayage ou de partage des cultures, le propriétaire et l'agriculteur se partagent les intrants et les extrants de l'exploitation. Ce partage s'effectue dans des proportions convenues entre les deux parties. Le loyer est fonction des décisions d'exploitation prises par les deux parties et de la production.

Composante clé des dépenses d'exploitation agricole, les coûts de transport ont augmenté pour le transport ferroviaire et modérément pour le camionnage dans l'Ouest canadien

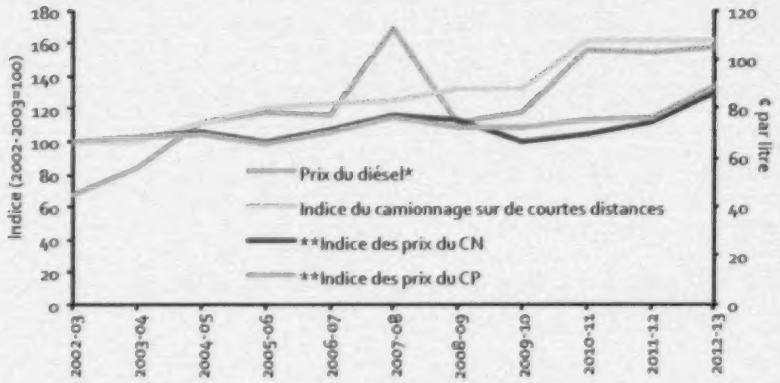
Les coûts de transport ferroviaire des céréales ont augmenté au cours des dernières années dans l'Ouest canadien, mais les tarifs du camionnage sur de courtes distances se sont stabilisés.

En 2012 et 2013, les tarifs du camionnage sur de courtes distances sont demeurés relativement inchangés depuis 2011 et 2012. Cette situation s'explique peut-être par la hausse modeste du prix du diesel entre 2011 et 2013.

Les tarifs du transport ferroviaire ont enregistré des hausses de 15,0 % à 17,0 % en 2013, tandis que les tarifs du camionnage sur de courtes distances sont demeurés inchangés.

Jusqu'en 2012, les tarifs du transport ferroviaire n'avaient pas progressé plus lentement que les tarifs des services de camionnage moins réglementés.

Graphique E.2.6
Indice des tarifs du transport ferroviaire et du camionnage dans l'Ouest canadien, 2002-2003 à 2012-2013



Source : Quorum Corporation, diverses entreprises céréalières et l'Enquête des prix des entrées dans l'agriculture, AAC.

SECTION E3

Émissions de GES provenant de sources agricoles

Introduction:

Les activités agricoles produisent des émissions de gaz à effet de serre (GES) provenant principalement des processus biologiques inhérents à la production animale et végétale. L'agriculture peut être à la fois une source et un puits de GES. L'oxyde nitreux (N_2O) et le méthane (CH_4) sont les principales sources de GES en agriculture, tandis que le dioxyde de carbone (CO_2) peut-être soit émis ou absorbé par les terres agricoles.

L'agriculture est responsable d'environ 8,4 % des émissions de GES au pays. Au cours des 10 à 15 dernières années, les émissions de GES provenant de l'agriculture au Canada ont été relativement stables lorsque toutes les sources d'émissions sont considérées.

Compte tenu de la croissance de la population mondiale entraînant une hausse de la demande de produits agricoles au pays et à l'échelle internationale, il faut considérer non seulement les niveaux d'émission, mais également l'intensité des émissions de GES qui témoigne des progrès réalisés pour améliorer l'efficacité de la production agricole.

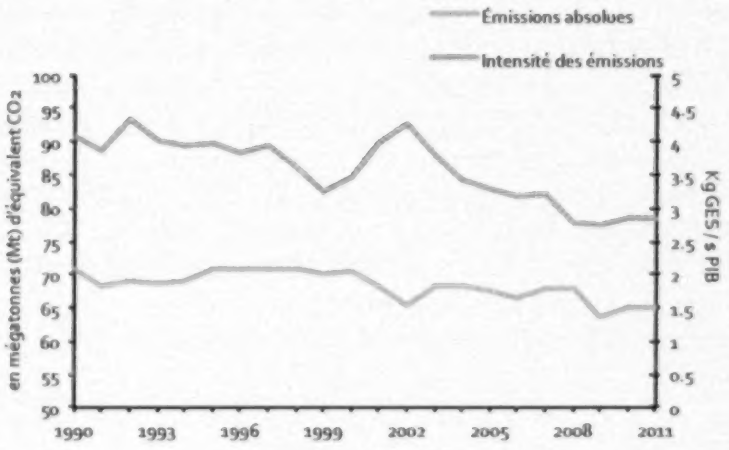
Le secteur agricole canadien a vu baisser ses émissions absolues et l'intensité de ses émissions au cours des deux dernières décennies

De 1990 à 2011, l'évolution suivie par les émissions de GES provenant du secteur agricole au Canada indique une tendance relativement stable lorsque toutes les sources d'émissions sont considérées.

Aux termes de l'Accord de Copenhague, le Canada s'est engagé à réduire l'ensemble de ses émissions de gaz à effet de serre (GES) de 17 % d'ici à 2020, par rapport au niveau de 2005. Les émissions absolues de GES du secteur agricole ont reculé de 8,1 % (5,73 MT) au cours de la période 1990-2011, au cours de laquelle les émissions et les absorptions des productions végétales et animales, de l'utilisation des terres agricoles et de la consommation d'énergie à la ferme ont toutes été prises en compte.

L'intensité des émissions, mesurée selon le volume de GES émis par unité d'activité économique (PIB $), a diminué plus fortement pendant la même période, reculant de 4,08 à 2,83 kg d'équivalent CO_2 pour chaque dollar du PIB agricole, soit une baisse de 30,6 %. Ces chiffres illustrent l'efficacité accrue de la production agricole.

Graphique E.3.1
Émissions du secteur agricole et leur intensité, 1990-2011



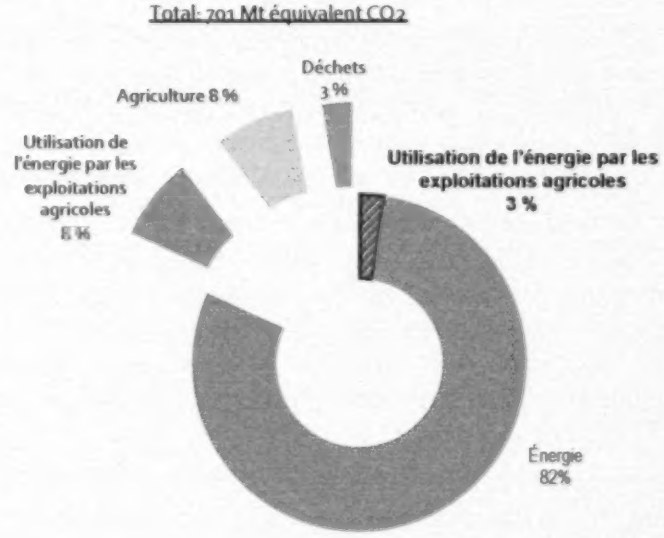
Source : Environnement Canada. Rapport d'inventaire national, 2014; Ressources naturelles Canada, base de données sur la consommation d'énergie, 1990-2011.

L'agriculture a été responsable de 8 % des émissions de GES au pays en 2011.

Les émissions totales de GES du Canada étaient de 701 Mt d'équivalent CO_2, sans tenir compte de l'échange de carbone des sols. Approximativement 82,0 % de ces émissions étaient attribuables au secteur de l'énergie. Environ 3,0 % de ces émissions étaient associées à l'utilisation de l'énergie par les exploitations agricoles.

Du dioxyde de carbone est émis lors de la fabrication des engrais et des machineries utilisés en agriculture. Ces émissions indirectes de CO_2 sont habituellement attribuées aux secteurs manufacturiers et ne sont pas incluses dans les émissions agricoles.

Graphique E.3.2
Répartition des émissions de GES au Canada en 2011



Source : Environnement Canada, Rapport d'inventaire national, 2014.

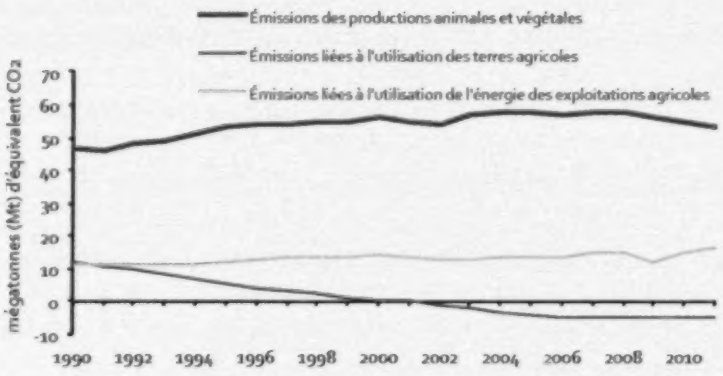
Tandis que les émissions de la production agricole demeurent constantes, d'importants gains ont été réalisés au chapitre des émissions provenant de l'utilisation des terres

La réduction des émissions de GES provenant de l'utilisation des terres (-17 Mt) au cours de la période allant de 1990 à 2011 a été partiellement contrebalancée par l'augmentation des émissions provenant des productions animales et végétales (+6 Mt) et de l'utilisation de l'énergie par les exploitations agricoles (+5 Mt) au cours de la même période.

Cette tendance haussière des émissions de GES imputables au bétail et aux cultures s'explique principalement par un accroissement de la population de bovins et de porcs et par une utilisation accrue des engrais synthétiques dans les Prairies.

La composante d'utilisation des terres comporte à la fois les émissions et les absorptions de GES. Au cours des 20 dernières années, les pratiques de gestion des sols ont subi d'importantes modifications qui ont permis de réduire les émissions et d'améliorer la séquestration du carbone dans les sols, ce qui a compensé en grande partie les autres augmentations provenant des productions végétales et animales.

Graphique E.3.3
Tendances des émissions par catégorie, 1990-2011



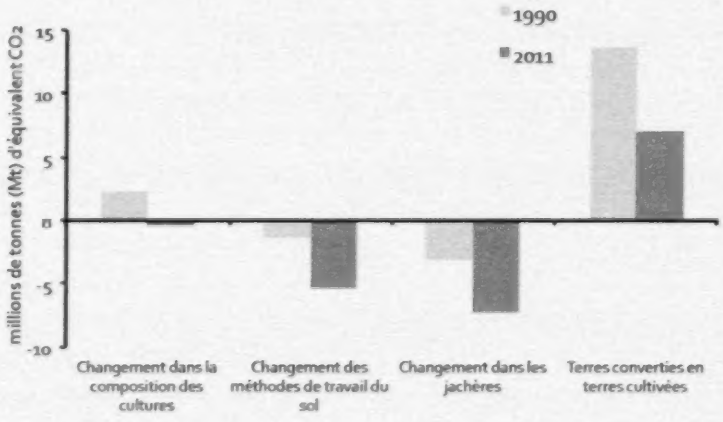
Source : Environnement Canada, Rapport d'inventaire national 2014; Ressources naturelles Canada, base de données sur la consommation d'énergie, 1990-2011.

Des changements dans la composition des cultures, une utilisation réduite de la jachère, les pratiques de travail du sol et une baisse de la superficie des terres convertie en terres arables expliquent la baisse (-17 Mt) des émissions nettes de GES provenant de l'utilisation des terres agricoles dans le secteur des cultures.

Au cours de la période allant de 1991 à 2011, la superficie de jachère a reculé de 74,0 %, tandis que la superficie des terres sans labour ou faisant l'objet de pratiques réduites de travail du sol a augmenté de 165 %.

La même période a été marquée par une hausse des cultures vivaces et une baisse des terres converties à la culture.

Graphique E.3.4
Émissions et absorptions associées aux changements de pratiques de gestion des sols, 1990 et 2011



Source : Environnement Canada, Rapport d'inventaire national, 2014.

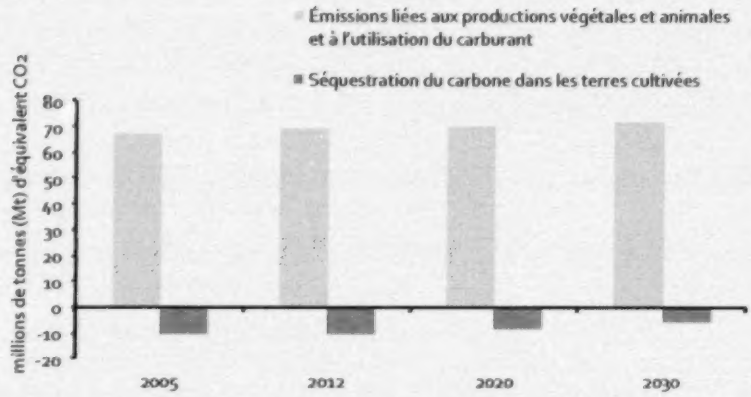
Les émissions agricoles futures devraient demeurer passablement constantes

Selon les estimations, les émissions agricoles ne devraient augmenter que légèrement dans l'avenir.

Les émissions combinées de GES provenant des cultures, du bétail et de l'utilisation du carburant devraient demeurer passablement constantes, passant de 69 Mt en 2012 à 70 Mt en 2020 et à 72 Mt en 2030.

Selon les prévisions, le taux de séquestration du carbone dans les terres cultivées en 2020 devrait être moins élevé qu'en 2012, passant de 10 Mt à 8 Mt. C'est le résultat des puits de carbone dans les sols qui approchent de l'équilibre et de la portée limitée de l'adoption supplémentaire de pratiques qui favorisent la séquestration du carbone comme la culture sans labour.

Graphique E.3.5
Émissions estimatives de GES agricole à l'avenir



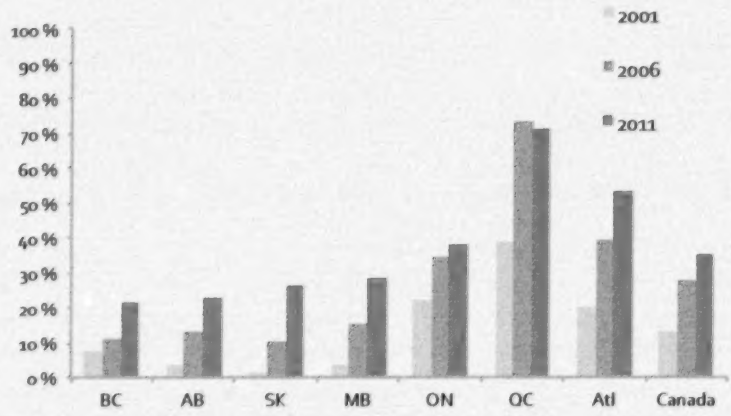
Source : Environnement Canada, Tendances en matière d'émissions au Canada, 2014.

Le recours aux plans environnementaux des fermes (PEF) est de plus en plus courant dans toutes les provinces, ce qui favorise l'adoption de pratiques de gestion bénéfiques

En 2011, un producteur des Prairies sur quatre avait établi un plan environnemental de la ferme (PEF), contre seulement 2,7% en 2001.

Bien que seulement 35 % des exploitations agricoles aient adopté un PEF, ces exploitations comptent pour 50 % des terres agricoles au Canada. Le taux élevé d'adoption des PEF au Québec s'explique par la mise en œuvre de multiples programmes depuis le milieu des années 1990.

Graphique E.3.6
Pourcentage d'exploitations agricoles ayant adopté un PEF, par province



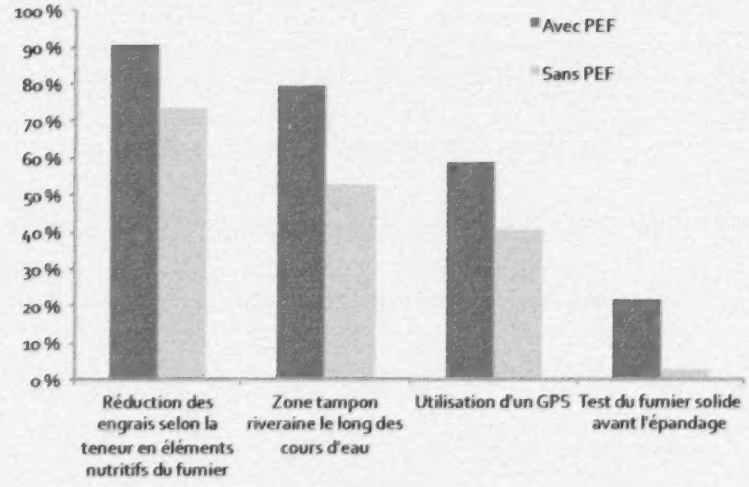
Source : AAC (et données de Statistique Canada, Enquête sur la gestion agroenvironnementale, 2001, 2006 et 2011.

Les producteurs se préoccupent de plus en plus des conséquences de leurs pratiques de production sur l'environnement.

Les producteurs ayant établi un PEF sont plus susceptibles d'adopter des pratiques de gestion bénéfiques. Néanmoins, certaines de ces pratiques sont suivies même en l'absence de PEF.

La mise en œuvre d'un PEF favorise le recours à des pratiques respectueuses de l'environnement et se traduit par une augmentation significative de l'adoption d'une série de pratiques de gestion bénéfiques telles qu'une utilisation réduite des engrais, des zones tampons autour des cours d'eau, l'utilisation d'un GPS et l'évaluation de la teneur en éléments nutritifs du fumier solide avant l'épandage.

Graphique E.3.7
Pourcentage d'exploitations agricoles mettant en œuvre des pratiques de gestion bénéfique, 2011



Source : AAC (et données de Statistique Canada, Enquête sur la gestion agroenvironnementale, 2011).

SECTION F

Agroalimentaire

SECTION F1

Transformation des aliments et des boissons

Introduction

L'industrie de la transformation utilise comme intrants des produits primaires et des produits transformés pour en faire des aliments et des boissons, qui sont ensuite distribués aux détaillants en alimentation, aux établissements de services alimentaires et, ultimement, aux consommateurs de denrées alimentaires. Afin d'approvisionner le marché en produits possédant les caractéristiques les plus recherchées, l'industrie est de mieux en mieux intégrée tout le long de la chaîne d'approvisionnement, tant sur les marchés intérieurs qu'étrangers.

L'industrie de la transformation des aliments et des boissons joue un rôle important dans l'économie canadienne, puisqu'elle y contribue à hauteur de 26,9 milliards de dollars, ou 16 % du PIB total du secteur manufacturier. Avec près de 17 % des emplois, elle est le plus gros employeur dans le secteur manufacturier.

Cependant, l'industrie continue d'être confrontée à des défis importants liés notamment à l'instabilité des prix des produits de base, à des augmentations des coûts des intrants dans le marché de l'emploi, à des changements sur le plan de la concurrence et des structures, notamment l'arrivée de nouveaux détaillants, l'expansion des détaillants existants ainsi que la fermeture de certaines usines de transformation.

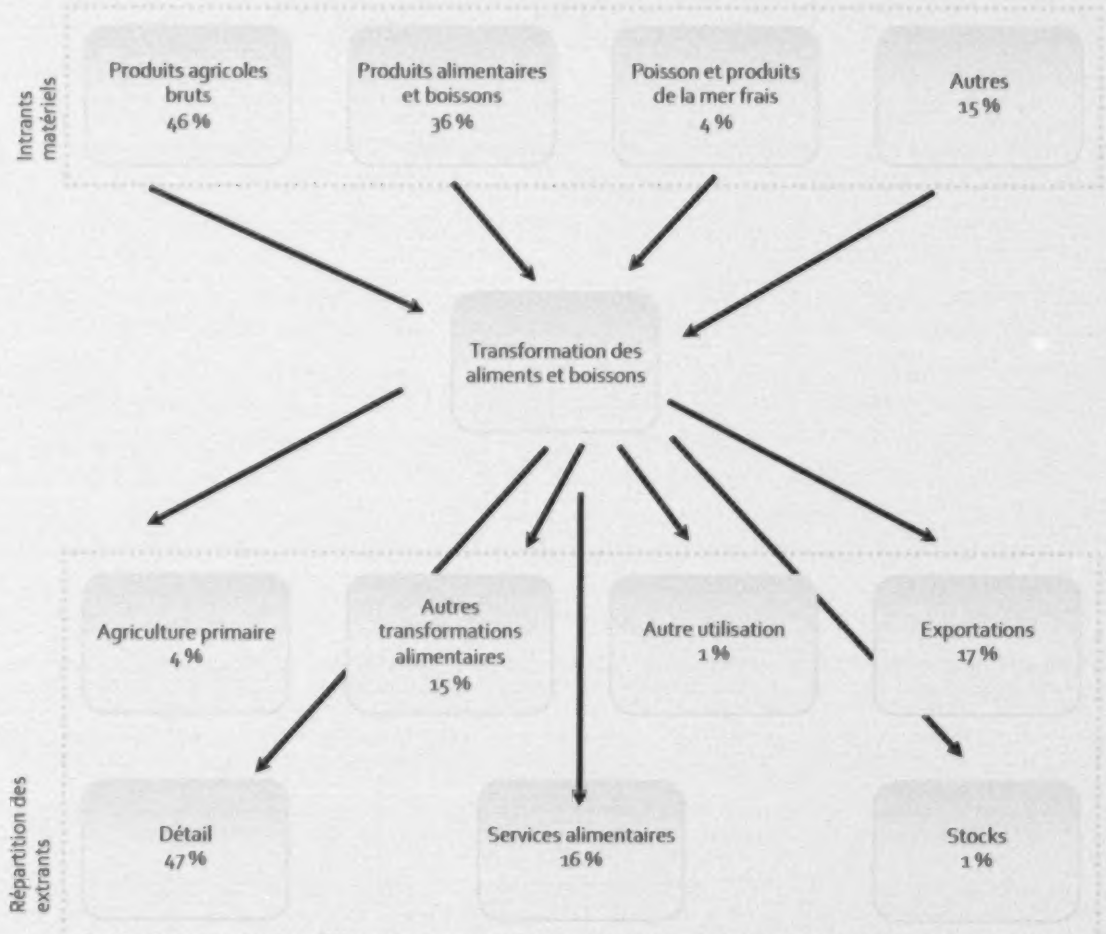
L'industrie de la transformation des aliments et des boissons est un élément important du système agricole et agroalimentaire; elle transforme des produits agricoles de base en produits à valeur ajoutée qui sont vendus au Canada et à l'étranger

Les produits agricoles bruts représentaient environ 46 % de la valeur totale des intrants matériels utilisés dans la transformation des aliments et des boissons au Canada en 2010.

Les intrants déjà transformés provenant de l'industrie de la transformation des aliments et des boissons représentaient 36 % de la valeur totale de tous les intrants matériels, alors que les poissons et les produits de la mer frais représentaient 4 %. Les matériaux d'emballage, l'énergie, les additifs chimiques et les ingrédients constituent la plus grande partie des 15 % restants.

Près de la moitié (47 %) des ventes totales d'aliments et de boissons transformés en 2010 était destinée à des détaillants en alimentation canadiens. Un autre 17 % a été exporté vers les marchés étrangers; 16 % sont allés aux fournisseurs de services alimentaires canadiens et 15 % à d'autres fabricants de produits alimentaires pour une transformation subséquente, et 4 % a été utilisé par le secteur agricole primaire et 1 % à d'autres industries faisant partie du système agricole et agroalimentaire.

Graphique F.1.1
Transformation des aliments : composition des intrants et destinations des extrants, 2010



L'industrie de la transformation des aliments et des boissons est la plus importante des industries manufacturières au Canada

En 2013, l'industrie de la transformation des aliments et des boissons représentait la part la plus importante (16 %) du PIB total de 168 milliards de dollars du secteur manufacturier.

Avec un PIB de 26,9 milliards de dollars, l'industrie de la transformation des aliments et des boissons représentait 16 % du PIB total du secteur manufacturier, dépassant l'industrie de la fabrication de matériel de transport, dont le PIB était de 25,4 milliards de dollars et représentait 15,1 %.

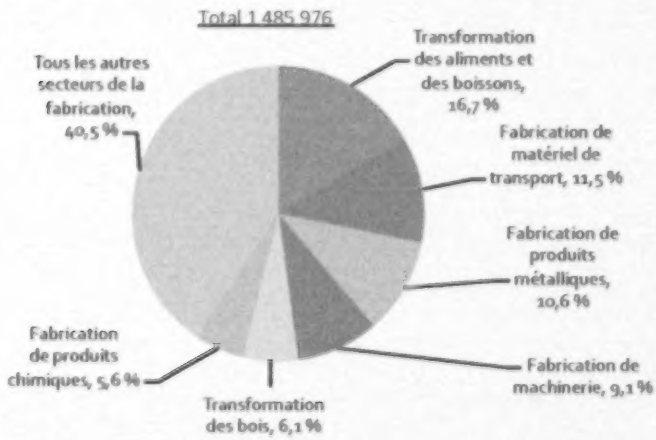
Graphique F.1.2
Distribution du PIB total du secteur manufacturier, 2013

Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.
Remarque : Les données pour 2013 sont préliminaires. En raison de l'arrondissement, il se peut que les totaux ne soient pas équivalents à la somme de leurs éléments. Les données ont été recalculées ($ de 2007) en 2013 et ne peuvent être comparées à celles des versions antérieures de ce rapport.

Avec près de 1,5 million d'emplois dans le secteur canadien de la fabrication, la transformation des aliments et des boissons s'est classée en première position en termes de contribution à l'emploi total, devançant la fabrication de matériel de transport.

En 2013, l'industrie de la transformation des aliments et des boissons employait 247 996 personnes et représentait 16,7 % de tous les emplois du secteur manufacturier.

Graphique F.1.3
Distribution de l'ensemble des emplois du secteur manufacturier par industrie, 2013



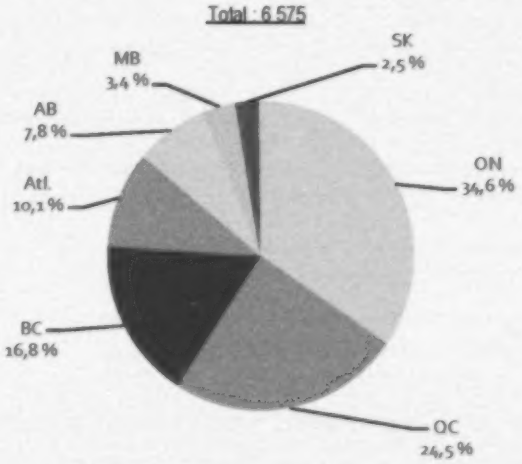
Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

L'industrie de la transformation des aliments et des boissons est présente partout au Canada

Plus de la moitié des établissements de transformation des aliments et de boissons canadiens sont situés en Ontario (34,6 %) et au Québec (24,5 %).

Un grand nombre de ces établissements en Ontario et au Québec sont des boulangeries et des établissements de transformation de produits de la viande. Les autres provinces ou régions ayant un nombre important d'établissements de transformation sont la Colombie Britannique (16,8 %), les régions de l'Atlantique (10,1 %) et l'Alberta (7,8 %).

Graphique F.1.4
Répartition des établissements de transformation des aliments et des boissons par province, 2013



Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

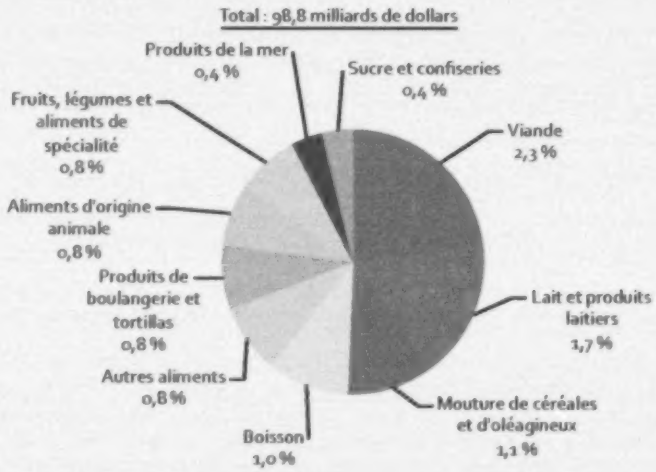
L'industrie de la transformation des aliments et des boissons produit une vaste gamme de produits, et la valeur des expéditions est en hausse constante

Ensemble, la viande, les produits laitiers et la mouture des céréales et des graines oléagineuses représentaient plus de la moitié de la valeur totale (98,8 milliards de dollars) des expéditions par l'industrie de la transformation des aliments et des boissons en 2013.

Les expéditions de produits de viande représentaient à elles seules près du quart (23,1 %), alors que les expéditions de produits laitiers et de céréales et de graines oléagineuses moulues représentaient 16,6 % et 10,9 % respectivement.

Les expéditions par l'industrie de la transformation des boissons ont également occupé une place importante, représentant 10,1 % de l'ensemble des expéditions d'aliments et de boissons.

Graphique F.1.5
Distribution des expéditions dans l'industrie de la transformation d'aliments et de boissons, par sous-secteur, 2013



Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.
Remarque: Les données sont préliminaires et fondées sur l'Enquête mensuelle sur les industries manufacturières.

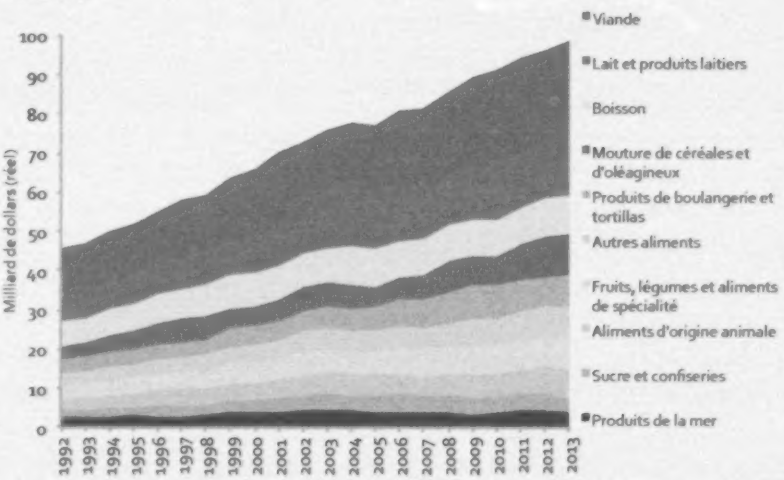
Depuis 1992, la valeur des expéditions d'aliments et de boissons a plus que doublé pour atteindre 98,8 milliards de dollars en 2013.

La croissance de la valeur des expéditions dans l'industrie de la transformation des aliments et des boissons varie selon les sous-secteurs.

La valeur des expéditions de produits de céréales et de graines oléagineuses était trois fois plus élevée en 2013 qu'elle ne l'était en 1992, affichant la croissance la plus rapide parmi les catégories de produits de l'industrie de la transformation des aliments et des boissons.

Les expéditions de produits de la mer ont enregistré une progression de 55 % au cours de la même période.

Graphique F.1.6
Expéditions dans l'industrie de la transformation d'aliments et de boissons, 1992-2013



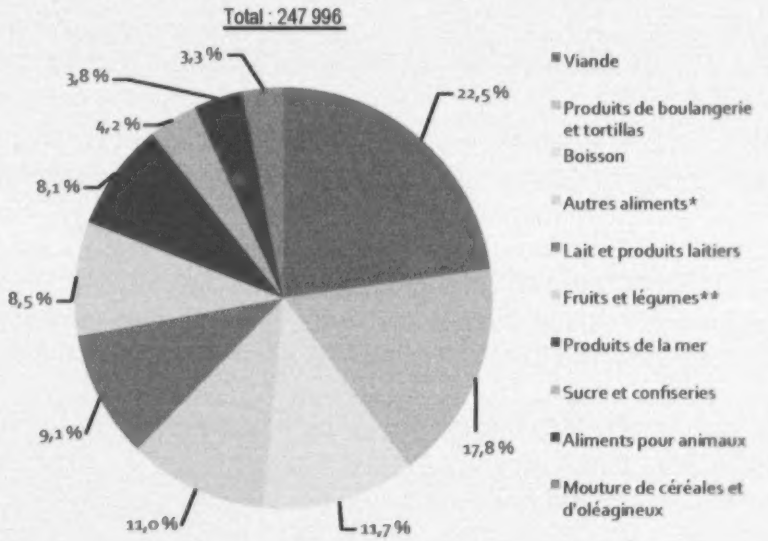
Source : Statistique Canada et calculs d'AAC
Remarque : Les données utilisées proviennent de l'Enquête mensuelle sur les industries manufacturières (EMIM).

Les emplois dans l'industrie de la transformation des aliments et des boissons sont répartis dans plusieurs sous-secteurs

En général, la moitié des emplois dans l'industrie de la transformation des aliments et des boissons se retrouvent dans les secteurs de la viande, des produits de boulangerie et tortillas, et des boissons.

Les emplois dans le seul secteur de la transformation de la viande représentaient 22,5 % de tous les emplois dans le secteur de la transformation des aliments et des boissons. Le secteur des produits de boulangerie et tortillas suivait avec 17,8 % de tous les emplois.

Graphique F.1.7
Emplois dans l'industrie de la transformation des aliments et des boissons, par sous-industrie, 2013

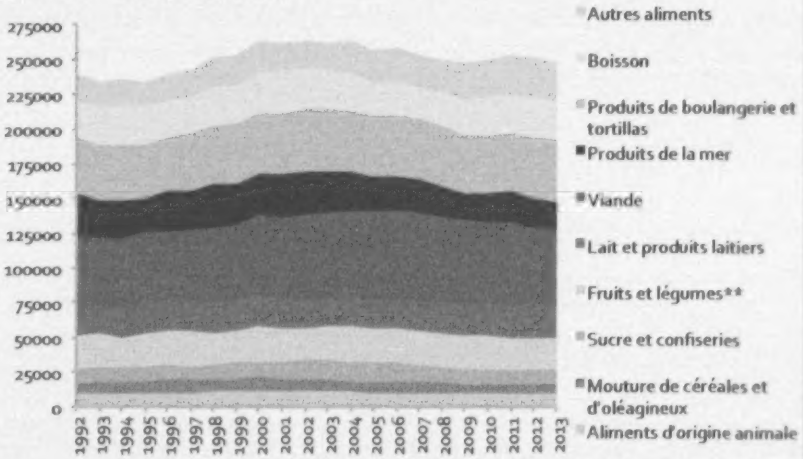


Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.
Remarque : * Grignotage, café et thé, sirop et concentré aromatisant, assaisonnement et sauce pour salade, et toutes les autres fabrications de produits alimentaires.
**Mise en conserve de fruits et de légumes et fabrication de spécialités alimentaires.

Au cours de la période de 1992 à 2013, le nombre d'emplois dans l'industrie de la transformation des aliments et des boissons a enregistré une hausse de 3,7 %, passant de 239 124 à 247 966 emplois. Ce chiffre est toutefois inférieur de 5,9 % au sommet de 263 403 emplois atteint en 2002.

L'emploi dans la catégorie de la transformation de produits laitiers a enregistré la plus forte croissance, soit 13,3 % au cours de la période de 1992 à 2013, alors que l'emploi dans le secteur de la transformation de produits de la mer a connu la plus forte baisse, soit 36,3 % au cours de la même période.

Graphique F.1.8
Emplois dans l'industrie de la transformation des aliments et des boissons, par sous-catégorie, 1992-2013



Source : Statistique Canada.
*Grignotage, café et thé, sirop et concentré aromatisant, assaisonnement et sauce pour salade
**Fruits et légumes et fabrication de spécialités alimentaires.

Le marché intérieur représente les trois quarts des ventes de l'industrie de la transformation des aliments et des boissons au Canada, certains sous-secteurs étant davantage axés sur les exportations que d'autres

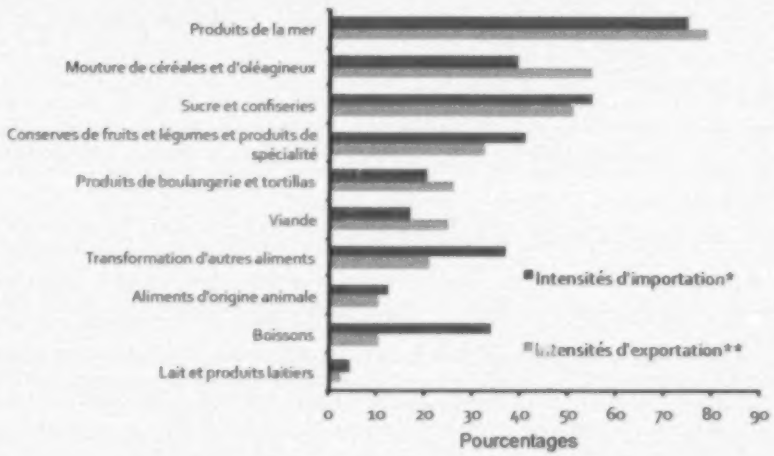
En moyenne, les exportations représentaient environ le quart de la valeur des expéditions de la transformation des aliments et des boissons en 2013.

Les importations d'aliments et de boissons transformés représentaient le quart de la valeur des ventes sur le marché intérieur.

L'intensité des exportations mesure l'importance relative des exportations par rapport aux ventes totales d'une industrie. L'intensité des importations mesure la part des importations dans la valeur globale des ventes, tant d'origine intérieure qu'étrangère, dans le marché intérieur.

La transformation de produits de la mer et la mouture de céréales et de graines oléagineuses étaient davantage axées sur les exportations que la plupart des autres secteurs de la transformation des aliments et des boissons. La transformation de produits de la mer est également le sous secteur le plus axe sur les importations.

Graphique F.1.9
Intensité des importations et des exportations d'aliments et de boissons transformés, par sous-secteur, 2013

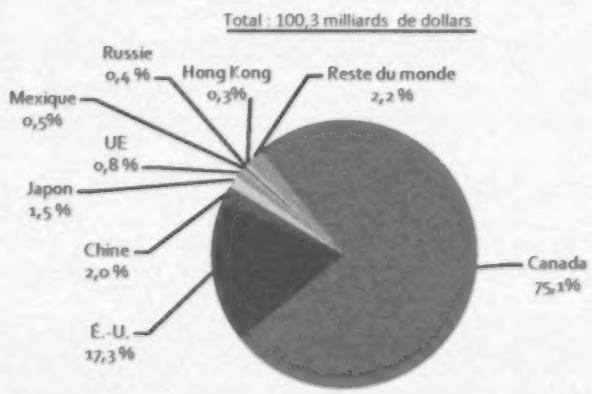


Source : Statistique Canada et calculs d'AAC Remarque : * Calculés comme importations/(expéditions-exportations+importations). **Calculées comme exportations comme une part des expéditions.

Les États-Unis demeurent la principale destination des exportations d'aliments et de boissons transformés au Canada.

En 2013, 75,1 % des expéditions étaient destinées au marché intérieur, alors que les États-Unis représentaient 17,3 % de l'ensemble des expéditions. La Chine et le Japon, avec respectivement 2 % et 1,5 % des expéditions, étaient les destinations les plus importantes pour les produits alimentaires et les boissons canadiennes.

Graphique F.1.10
Destination des expéditions de l'industrie de la transformation des aliments et des boissons, par destination, 2013



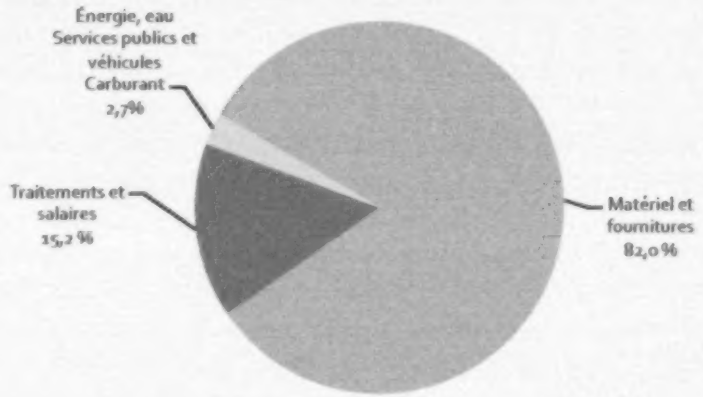
Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

Le matériel et les fournitures représentaient le coût variable le plus important dans l'industrie de la transformation des aliments et des boissons

Parmi tous les intrants variables utilisés par l'industrie de la transformation des aliments et des boissons, le matériel et les fournitures représentaient de loin la dépense la plus importante, soit 82 % du coût total des intrants variables en 2012.

Le coût de la main-d'œuvre (salaires et traitements) venait au deuxième rang, représentant 15,2 % du coût total des intrants variables. L'énergie, l'eau, les services publics et le carburant représentaient collectivement un autre 2,7 % des coûts.

Graphique F.1.11
Ensemble des coûts des intrants variables dans l'industrie de la transformation des aliments et des boissons, 2012



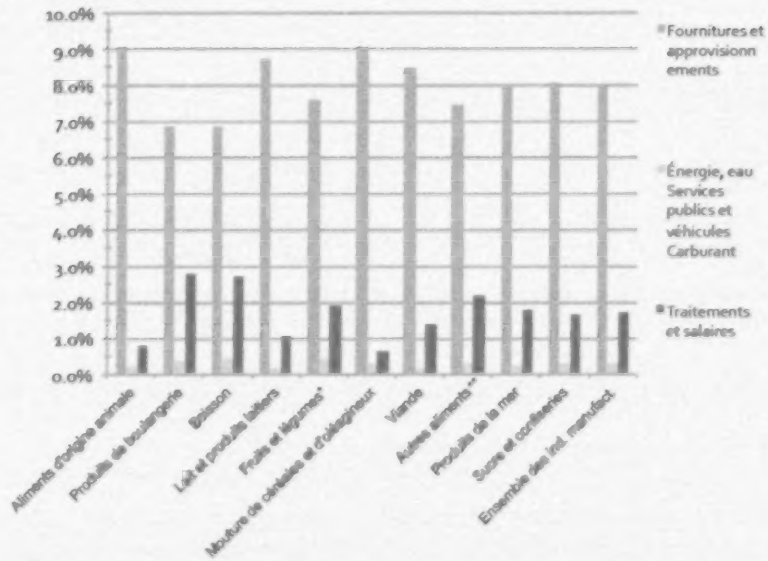
Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.
Remarque : Le coût total des intrants variables exclut le coût du capital physique.

La composition de l'ensemble du coût des intrants variables variait selon les sous-secteurs.

Dans le secteur de la transformation des boissons, le coût du matériel et des fournitures représentait 68 % tandis que la main-d'oeuvre représentait 27,1 % du coût total des intrants variables. De plus, l'énergie, l'eau, les services publics et le carburant représentaient presque 4,5 % des coûts variables totaux.

Dans le secteur des produits de boulangerie, le coût du matériel et des fournitures représentait 68,4 %, tandis que la main-d'œuvre représentait 27,8 % du total des coûts des intrants variables.

Graphique F.1.12
Total des coûts variables des aliments et des boissons transformés, par sous-secteur, 2013



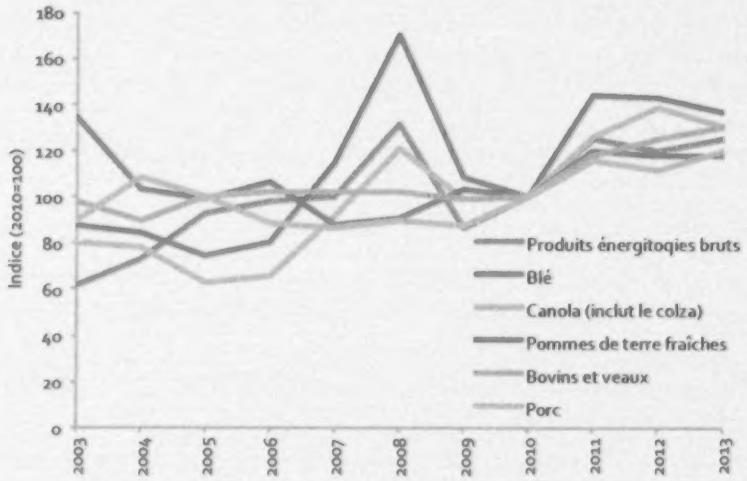
Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.
* Mise en conserve de fruits et de légumes et fabrication de spécialités alimentaires.
** Autres aliments : grignotage, café et thé, sirop et concentré aromatisant, assaisonnement et sauce pour salade, et toutes les autres fabrications de produits alimentaires.

Les fluctuations des prix des matières premières et de la main-d'œuvre ont des conséquences sur la compétitivité des coûts de l'industrie de la transformation des aliments et des boissons

Le coût des intrants matériels a été affecté par le prix des matières premières et d'autres intrants, notamment celui des produits agricoles de base et de l'énergie, qui a monté en flèche en 2008 et en 2011.

L'Indice des prix des matières premières, qui mesure les fluctuations des prix pour les matières premières achetées par les fabricants de produits alimentaires au Canada a chuté en 2013 pour le blé et le canola, mais a augmenté pour l'énergie primaire, les pommes de terre, le bœuf et le porc.

Graphique F.1.13
Indice des prix des matières premières pour certains produits de base, 2003-2013



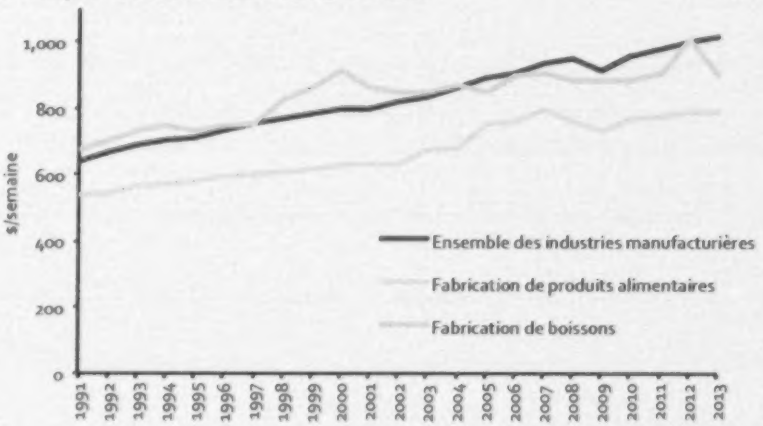
Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

Le coût de la main-d'œuvre, qui avait diminué en raison de la récession de 2009, a repris sa tendance à la hausse, tant dans l'industrie de la transformation des aliments et des boissons que dans tout le secteur manufacturier.

Après plus d'une décennie d'augmentations successives d'écart salarial entre l'ensemble du secteur manufacturier et les industries de fabrication des aliments, l'écart salarial a légèrement diminué au cours de la période de 2002 à 2007.

Lors de la récession de 2008-2009, la rémunération hebdomadaire moyenne a subi une baisse beaucoup plus importante dans la transformation des aliments que dans l'ensemble du secteur manufacturier, mais elle s'est progressivement rétablie depuis. Depuis les années 1990, la rémunération hebdomadaire moyenne dans l'industrie de la transformation des aliments est restée généralement inférieure à celle de l'ensemble du secteur manufacturier et de la fabrication des boissons.

Graphique F.1.14
Rémunération hebdomadaire moyenne dans l'industrie de la transformation des aliments et des boissons et total pour le secteur manufacturier, 1991-2013



Source : Statistique Canada.

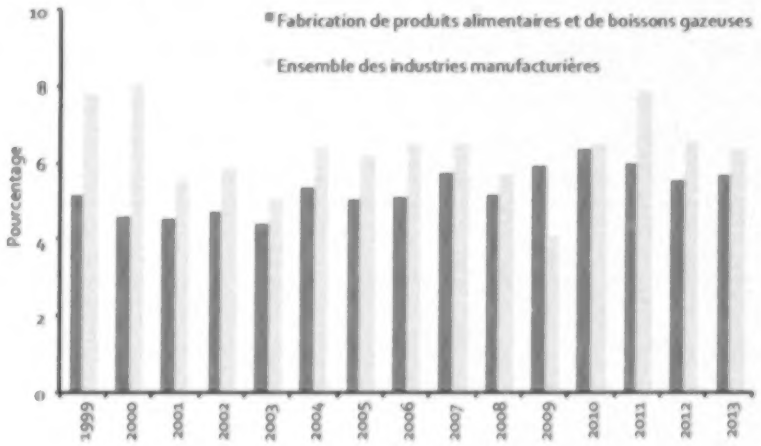
En 2013, les entreprises de transformation des aliments et des boissons ont enregistré des marges bénéficiaires plus faibles et un ratio d'endettement plus élevé que les autres entreprises du secteur manufacturier

Les marges bénéficiaires dans le secteur des aliments transformés et des boissons gazeuses se sont améliorées légèrement de 5,6 % en 2012 à 5,7 % en 2013, tandis que les marges bénéficiaires dans l'ensemble du secteur manufacturier chutaient de 6,6 % à 6,4 %.

Les marges bénéficiaires de la plupart des industries manufacturières se sont rétablies depuis la récession de 2009.

Les marges bénéficiaires du secteur de la transformation des aliments et des boissons, qui ont surpassé celles de l'ensemble du secteur manufacturier durant la récession, se sont également rétablies.

Graphique F.1.15
Marges bénéficiaires dans la transformation des aliments et des boissons gazeuses et dans l'ensemble du secteur manufacturier, 1999-2013



Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

La santé financière d'une industrie peut être expliquée par son ratio d'endettement. En 2013, le ratio d'endettement de l'industrie de la transformation des aliments et des boissons a chuté à son plus bas niveau en 15 ans, pour atteindre 0,77.

À 0,71, le ratio d'endettement pour l'ensemble du secteur manufacturier en 2013 est demeuré relativement inchangé par rapport à l'année précédente.

Graphique F.1.16
Ratio d'endettement* dans l'industrie de la transformation des aliments et des boissons, et dans l'ensemble du secteur manufacturier, 1999-2013

Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.
Remarque : * Voir le glossaire pour la définition du ratio d'endettement.

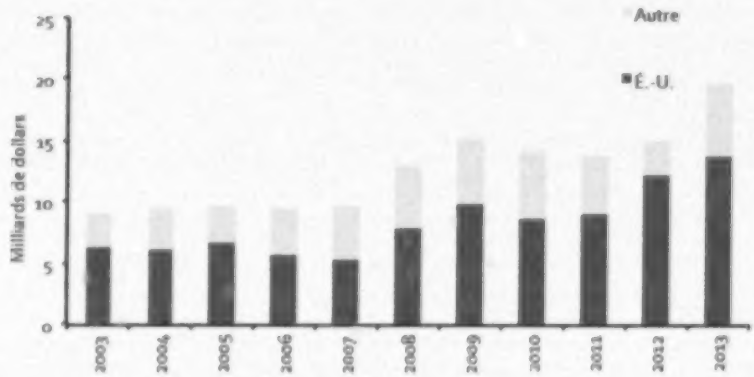
Les investissements directs étrangers (IDE) sont une importante source de financement des immobilisations et des innovations dans l'industrie de la transformation des aliments et des boissons au Canada

En 2013, le volume d'IDE qui est entré dans l'industrie canadienne de la transformation des aliments a totalisé 19,6 milliards de dollars.

Les États-Unis représentaient 70,6 % du volume d'IDE du Canada pour la transformation alimentaire.

Le volume d'IDE provenant des États-Unis a continué de croître assez rapidement après 2007, alors que celui de l'ensemble des autres pays a augmenté régulièrement au cours de la période de 2003 à 2010, jusqu'à ce qu'il enregistre une nette diminution en 2012. L'IDE des autres pays est reparti vers la hausse en 2013.

Graphique F.1.17
Volume d'IDE entrant dans l'industrie canadienne de la transformation des aliments, par pays d'origine, 2003-2013



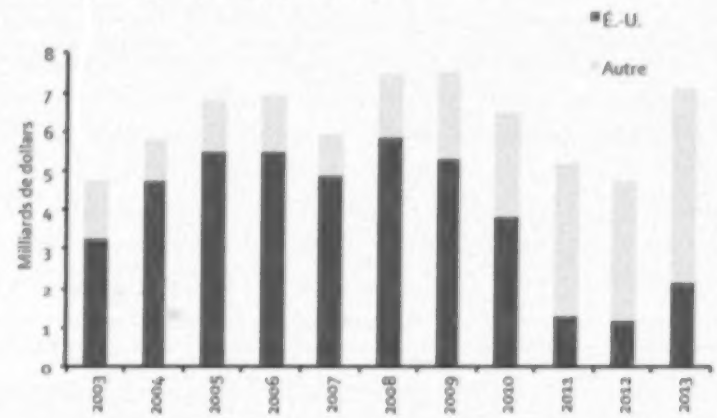
Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.
Les données pour la dernière année sont des estimations et sont susceptibles d'être révisées par Statistique Canada.

Les canadiens ont également investi dans les industries de la transformation des aliments à l'étranger.

Les investissements par des canadiens dans les industries de la transformation des aliments à l'étranger ont diminué entre 2009 et 2012, mais ont augmenté en 2013.

En 2013, les investissements canadiens aux États-Unis ont représenté 51,1 % du volume d'IDE sortant du Canada dans la transformation des aliments.

Graphique F.1.18
Volume d'IDE sortant dans l'industrie de transformation des aliments, par pays destinataire, 2003-2013



Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.
Les données pour la dernière année sont des estimations et sont susceptibles d'être révisées par Statistique Canada.

SECTION F2

Le commerce alimentaire de détail / de gros et les services alimentaires

Introduction

La vente d'aliments au détail et en gros ainsi que les services alimentaires sont des secteurs essentiels pour le système agricole et agroalimentaire canadien. Les détaillants en alimentation s'adaptent constamment aux nouvelles demandes des consommateurs, au marché très dynamique et aux nouveaux concurrents. Ils doivent souvent se restructurer pour conserver ou augmenter leur part de marché, et établir des réseaux avec les partenaires en amont de la chaîne d'approvisionnement, afin de veiller à ce que les exigences des consommateurs en matière de salubrité et de qualité des aliments et autres attributs soient satisfaites.

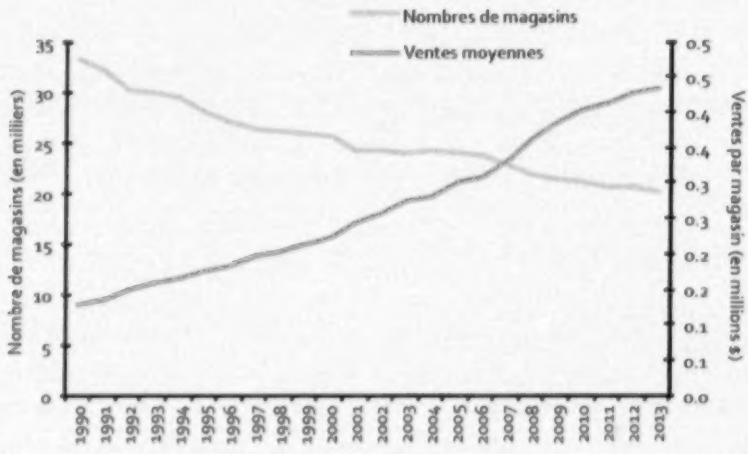
Les établissements de service alimentaires doivent fréquemment modifier et améliorer leur offre de biens et de services afin de satisfaire les goûts et les préférences des consommateurs. L'industrie de la restauration, secteur très compétitif, doit maintenant composer avec la concurrence du secteur de la vente d'aliments au détail, dont la vaste gamme d'aliments préparés et de repas à emporter offre aux consommateurs les avantages que seuls les repas pris au restaurant leur permettaient auparavant.

Nonobstant cette concurrence accrue, les ventes des services alimentaires ont continué de grimper et ont atteint 54,5 milliards de dollars en 2013, une hausse de 3,6 % par rapport à 2012.

Une importante rationalisation des détaillants en alimentation a eu lieu au cours des vingt dernières années, et la tendance s'oriente dorénavant vers les grandes exploitations.

Les chaînes d'épiceries traditionnelles se sont regroupées en raison d'une concurrence accrue. En 2013, les trois plus importants détaillants en alimentation au Canada étaient Les Compagnies Loblaw Limitée, avec des ventes de 32,4 milliards de dollars et 1 066 épiceries au pays; Sobeys Inc., avec des ventes de 17,3 milliards de dollars et 1 569 épiceries au pays; et Metro inc., avec des ventes de 11,4 milliards de dollars et 566 épiceries en Ontario et au Québec. La tendance au regroupement devrait se poursuivre alors que Sobeys a annoncé la fermeture de 50 à 60 magasins à la suite de l'acquisition de Safeway en juin 2014.

Graphique F.2.1
Nombre de détaillants en alimentation au Canada et ventes moyennes, 1990-2013*



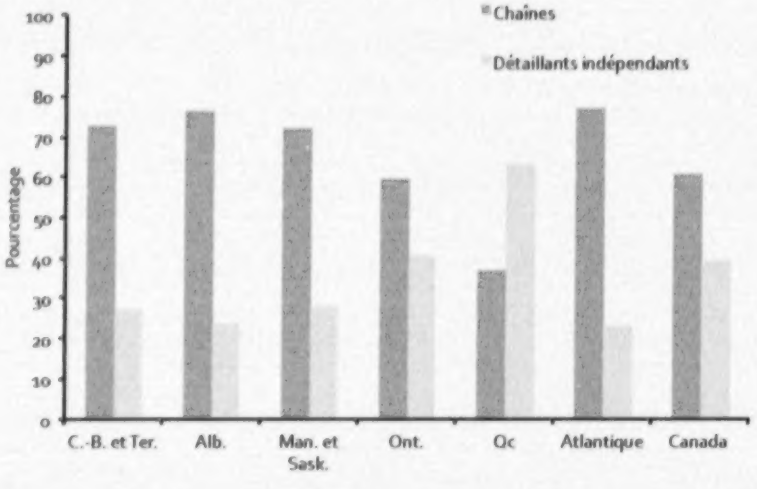
Source : Canadian Grocer, Statistique Canada et calculs d'AAC.
Remarque : *Les chiffres de 2013 sont des estimations.

Les chaînes de supermarchés dominent les ventes d'aliments dans toutes les provinces, sauf au Québec.

Il n'existe que deux chaînes de supermarchés pancanadiennes, soit Les Compagnies Loblaw Limitée et Sobeys inc. Au Canada, 60,7 % des ventes d'aliments sont réalisées par ces chaînes de supermarchés et d'autres chaînes d'épiceries. La composition des ventes globales d'aliments dans les épiceries varie toutefois d'une province à l'autre.

De façon générale, les chaînes de supermarchés sont très importantes dans la région de l'Atlantique avec 76,7 % des ventes, et en Alberta avec 76,3 % des ventes, mais beaucoup moins au Québec avec 36,8 % des ventes. Dans la plupart des provinces, la part des ventes des chaînes de supermarchés a augmenté légèrement en 2013 par rapport à l'année précédente, à l'exception de l'Alberta.

Graphique F.2.2
Part des ventes des détaillants en alimentation au Canada, chaînes et indépendants, par région, 2013



Source : Canadian Grocer Magazine, février 2014.

Les marges bénéficiaires des détaillants d'aliments et de boissons ont diminué légèrement en 2013, demeurant inférieures à celles de l'ensemble du secteur de la vente au détail

Jusqu'en 2005, les marges bénéficiaires des détaillants d'aliments et de boissons dépassaient celles de l'ensemble du commerce de détail. Cette tendance s'est inversée depuis, en partie par la concurrence de plus en plus grande des détaillants traditionnellement non alimentaires, comme Walmart et Target.

Le ratio de marge bénéficiaire moyen des détaillants d'aliments et de boissons en 2013 était de 2,7 %, soit en deçà de la moyenne de 2,8 % pour la période de 1999 à 2012.

Graphique F.2.3
Ratio de marge bénéficiaire moyen* pour les détaillants d'aliments et de boissons, 1999-2013

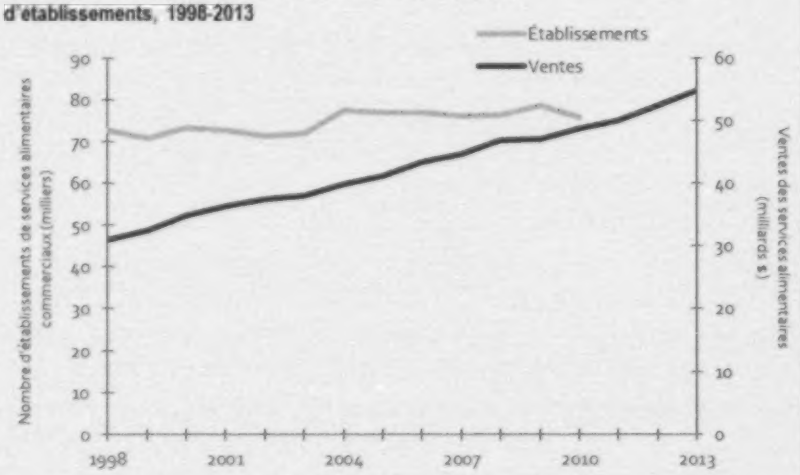
Source : Statistique Canada, Statistiques financières trimestrielles des entreprises.
Remarque : Consulter le glossaire pour les définitions du ratio de marge bénéficiaire et des industries non financières. Ne comprends pas les coopératives contrôlées par l'État, par exemple la LCBO et la SAQ.

Les marges bénéficiaires et les ventes pour l'industrie des services alimentaires ont poursuivi leur tendance à la hausse

Les ventes des services alimentaires commerciaux ont augmenté de façon constante au cours des 15 dernières années.

Les ventes des services alimentaires commerciaux étaient évaluées à 54,5 milliards de dollars en 2013, ce qui représente une hausse de 3,6 % par rapport à l'année précédente. En 2010, il y avait approximativement 75 900 établissements de services alimentaires commerciaux au Canada, une hausse de 4,4 % par rapport au chiffre de 72 700 établissements en 1998.

Graphique F.2.4
Ventes des services alimentaires commerciaux et nombre d'établissements, 1998-2013

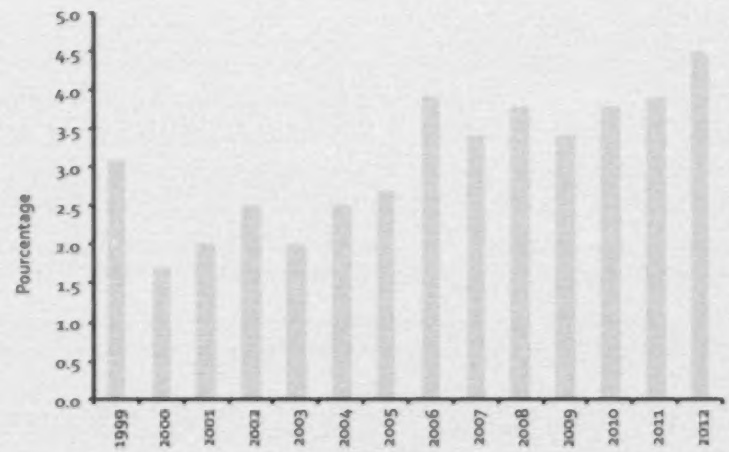


Source : Statistique Canada et Foodservice Facts 2013 – Association canadienne des restaurateurs et des services alimentaires.
Remarque : Comme le nombre d'établissements a cessé d'être calculé, les données ne sont pas actualisées en 2013.

En 2011, les marges bénéficiaires des établissements de restauration et des débits de boissons ont continué d'augmenter.

Les marges bénéficiaires des services alimentaires et des débits de boissons ont généralement suivi une tendance à la hausse au cours des dix dernières années : du creux de 1,7 % en 2000, elles ont atteint le sommet de 3,9 % en 2006, puis un autre, celui-là de 4,5 %, en 2012.

Graphique F.2.5
Marges bénéficiaires des établissements de services alimentaires et de débits de boisson, 1999-2012



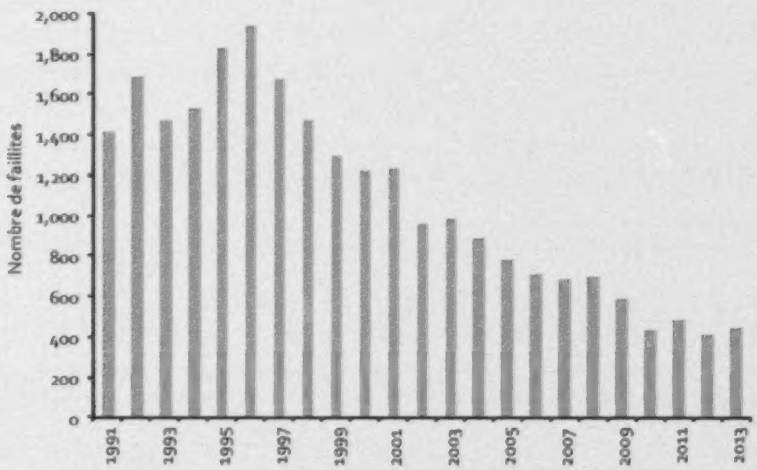
Source : Statistique Canada, Statistiques financières et fiscales des entreprises, annuel.

Les faillites de restaurants demeurent à des niveaux historiquement bas

Le nombre de faillites de restaurants était en légère hausse en 2013, mais demeure très bas par rapport aux données historiques.

Le nombre de faillites est passé d'un sommet de 1 933 en 1996 à un niveau historiquement bas de 415 en 2012. Le nombre de faillites a augmenté de 6,3 % en 2013 pour atteindre 441, ce qui est inférieur à la moyenne de 443 pour la période de 2010 à 2012.

Graphique F.2.6
Faillites de restaurants commerciaux, 1991-2013



Source : Association canadienne des restaurateurs et des services alimentaires, Quarterly InfoStats et Bureau du surintendant, Industrie Canada.

SECTION G

SECTION G

Consommateurs

Introduction:

Les dépenses en alimentation, tant au magasin qu'au restaurant, ont continué de croître en 2013. Cette tendance est attribuable à une hausse de la quantité de produits alimentaires achetés par les ménages et à des prix plus élevés. Le taux d'inflation du prix des aliments au détail a augmenté et est demeuré supérieur au taux général d'inflation.

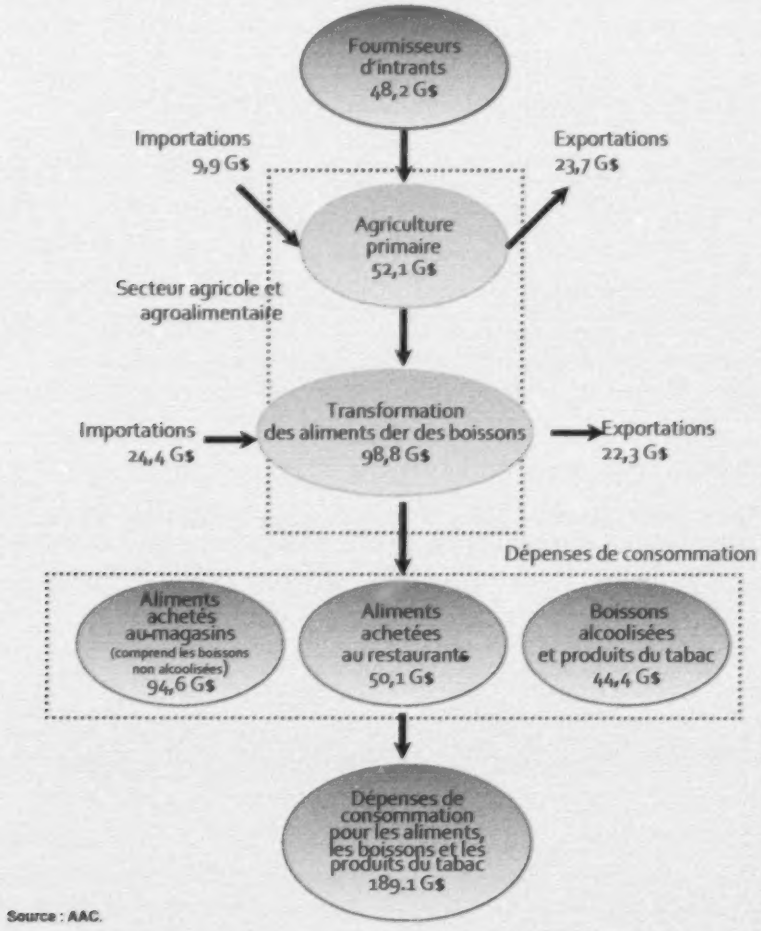
À l'épicerie, au-delà des aliments de première nécessité, les consommateurs canadiens recherchent toujours des produits offrant des attributs qui reflètent leurs préférences et leurs valeurs changeantes et diversifiées.

En 2013, les consommateurs canadiens ont dépensé 189 milliards de dollars en aliments, boissons et produits du tabac

Les consommateurs canadiens profitent d'un système alimentaire hautement compétitif, efficace et dynamique qui leur permet d'accéder à une grande variété de produits alimentaires abordables, nutritifs, salubres et de grande qualité.

Grâce à un secteur agricole efficace et viable, le système agricole et agroalimentaire canadien produit, transforme et distribue des produits aux consommateurs, tant au pays qu'à l'étranger.

Graphique G.1
Le système agricole et agroalimentaire canadien, 2013



Source : AAC.

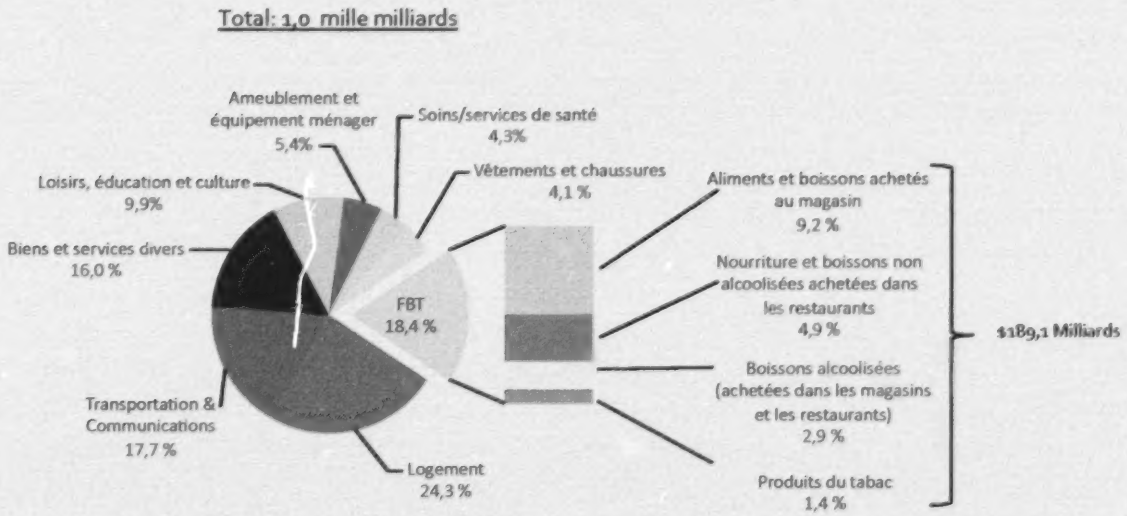
En 2013, les dépenses des ménages pour les produits alimentaires, les boissons et les produits du tabac ont représenté la deuxième plus grande catégorie de dépenses

Les dépenses des ménages canadiens en biens et en services se sont établies à mille milliards de dollars en 2013, dont 18,6 %, ou 189,1 milliards de dollars, ont été consacrés aux aliments, aux boissons et aux produits du tabac.

Les aliments et les boissons non alcoolisées achetés au magasin représentaient 9,2 % de toutes les dépenses en biens et en services (94,6 milliards de dollars) tandis que les aliments achetés au restaurant ont atteint 50,1 milliards de dollars, soit 4,9 % du total. Quant aux dépenses en boissons alcoolisées et en produits du tabac, elles représentaient 2,9 % et 1,4 %, respectivement, pour un total de 44,4 milliards de dollars.

En 2013, les ménages canadiens ont dépensé davantage sur le logement avec 248,2 milliards de dollars, soit 24,3 % de toutes leurs dépenses en biens et en services. Les autres catégories de dépenses importantes incluent le transport et les communications avec 17,7 %, suivis des biens et services divers à 16,0 % et finalement les loisirs, l'éducation et la culture, à 9,9 % du total.

Graphique G.2
Répartition des dépenses des ménages en biens et en services, 2013



Source : Tableau adapté de Statistique Canada et calculs d'AAC.

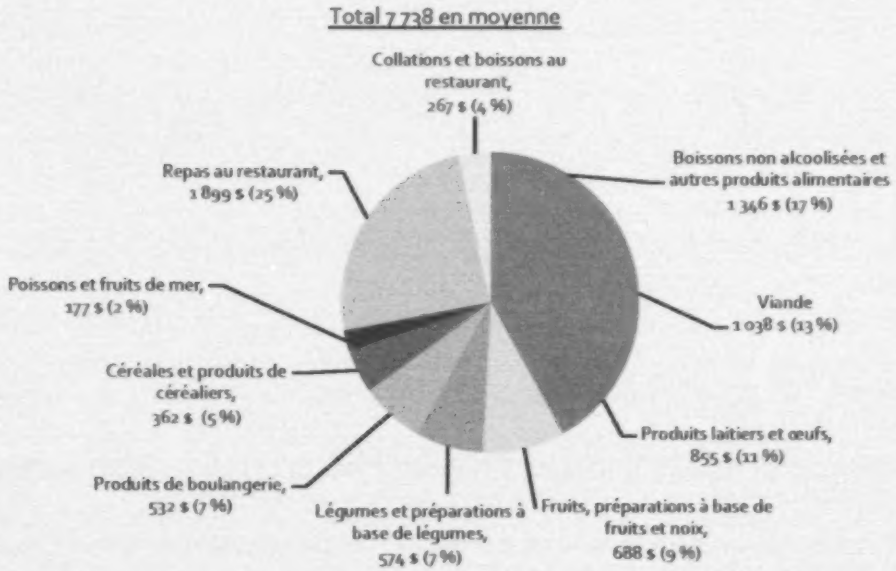
Les ménages canadiens consacrent leurs dépenses en aliments et en boissons à une vaste gamme de produits alimentaires

En 2012, les ménages canadiens ont dépensé en moyenne 7 738 $ en nourriture et en boissons non alcoolisées. Cela comprend à la fois les aliments achetés dans les magasins et les repas pris au restaurant.

Les repas au restaurant représentaient la part la plus importante, avec une moyenne de 1 899 $ par ménage, ou 25 % de la moyenne totale des dépenses en aliments et boissons. Les collations et les boissons achetées dans les restaurants représentaient un autre 267 $ (4 %) par ménage.

Les parts les plus importantes des dépenses pour les aliments et les boissons achetés dans les magasins correspondaient à des boissons non alcoolisées et d'autres produits alimentaires (17 %), à la viande (13 %) et aux produits laitiers et aux œufs (11 %).

Graphique G.3
Valeur moyenne et répartition des dépenses des ménages consacrées aux aliments et aux boissons non alcoolisées, 2012



Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

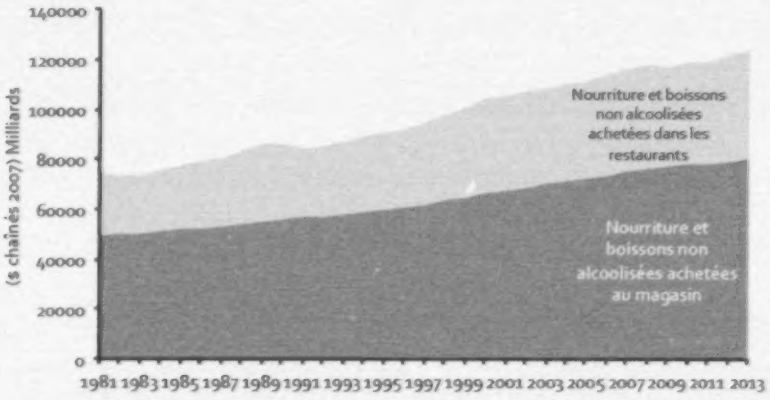
L'achat d'aliments ne représente qu'une petite partie de l'ensemble des dépenses des ménages

Les dépenses réelles consacrées aux aliments et aux boissons non alcoolisées ont augmenté de 2,1 %, passant de 121,3 milliards de dollars en 2012 à 123,3 milliards de dollars en 2013.

Les dépenses réelles des particuliers consacrées aux aliments achetés au magasin sont passées de 79,3 milliards de dollars en 2012 à 80,2 milliards de dollars en 2013. Les dépenses réelles des particuliers consacrées aux aliments achetés dans les restaurants sont passées de 42 milliards de dollars en 2012 à 43,1 milliards de dollars en 2013.

Depuis 1981, les Canadiens ont toujours consacré environ 34 % de leurs dépenses en aliments au restaurant et l'autre 66 % dans les magasins.

Graphique G.4
Part des dépenses réelles des ménages consacrée aux aliments et aux boissons non alcoolisées, 1981-2013

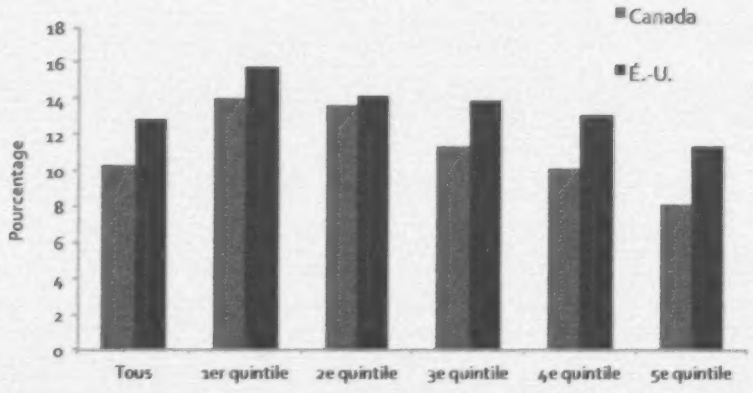


Source : Totalisation spéciale de Statistique Canada et calculs d'AAC.
Remarque : Ces données ne comprennent pas les dépenses consacrées aux boissons alcoolisées et aux produits du tabac.

De toutes les dépenses des ménages consacrées aux biens et aux services en 2012, les dépenses consacrées aux aliments représentaient 10,3 % au Canada et 12,8 % aux États-Unis.

Ces données varient toutefois selon le quintile de revenu. Les dépenses consacrées aux aliments ont représente 8,1 % de toutes les dépenses des ménages consacrées aux biens et aux services parmi les ménages canadiens dont le revenu se situe dans le 20 % supérieur (le cinquième quintile), et 14.1% (le premier quintile) parmi les ménages dont le revenu est le plus faible. De même, aux États-Unis, la proportion de toutes les dépenses des ménages pour les biens et les services qui étaient consacrés aux aliments était de 11,4 % pour les ménages se situant dans le quintile de revenu le plus élevé et de 15,8 % pour les ménages se situant dans le quintile de revenu le moins élevé.

Graphique G.5
Part des dépenses des ménages consacrées à l'ensemble des aliments par quintile de revenu au Canada et aux États-Unis, 2012



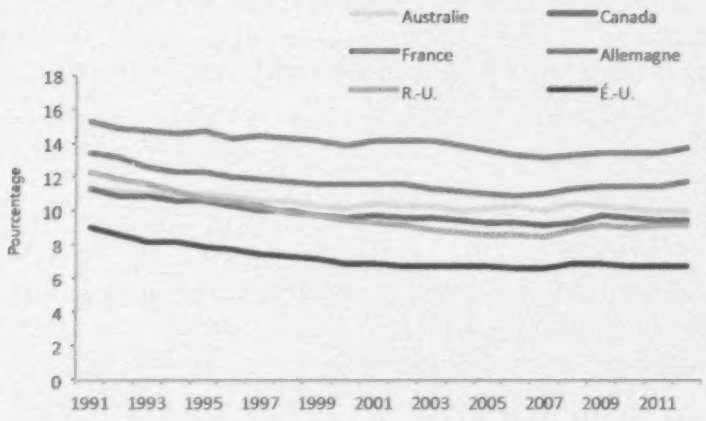
Source : Statistique Canada, U.S. Bureau of Labor Statistics et calculs d'AAC.

La proportion des aliments et des boissons non alcoolisées achetés dans les magasins a diminué au fil des années dans de nombreux pays de l'OCDE

Les aliments et les boissons non alcoolisées achetés dans les magasins au Canada représentaient 9,5 % de l'ensemble des dépenses des ménages.

En 2012, dans certains pays de l'OCDE, ce sont les ménages français qui consacraient la part la plus importante (13,7 %) des dépenses pour les aliments et les boissons non alcoolisées achetés au magasin, suivis des ménages allemands (11,7 %), des ménages australiens (10 %) et des ménages du Royaume-Uni (9,3 %). C'est aux États-Unis que les ménages consacraient la plus petite part de leurs dépenses pour les aliments et les boissons non alcoolisées achetés au dans les magasins (6,8 %).

Graphique G.6
Dépenses des ménages consacrées aux aliments et aux boissons non alcoolisées achetés au magasin dans certains pays de l'OCDE*, 1991-2012



Source : OCDE.
Remarque : *Comprend uniquement les aliments et les boissons alcoolisées achetés au magasin.

L'augmentation des dépenses consacrées aux aliments en 2013 est partiellement attribuable à une légère hausse de l'inflation des prix des aliments au Canada en 2013

Les taux d'inflation des prix de détail pour les aliments, le logement et l'énergie ont enregistré une légère hausse en 2013. Cette augmentation a entraîné une hausse de l'inflation globale des prix de 0,9 % en 2013, qui était plus faible que la hausse de 1,5 % enregistrée en 2012.

La hausse du taux d'inflation des prix de détail pour les aliments était cependant plus faible que celle enregistrée pour les autres biens et services. En 2013, les prix de détail des aliments ont augmenté de 1,2 %, après avoir enregistré une hausse de 2,4 % en 2012. Les prix de l'énergie ont augmenté de 1,5 % en 2013, après avoir enregistré une hausse de 1,7 % l'année précédente. Le coût du logement a augmenté de 1,3 % en 2013.

Au cours des dix dernières années, l'inflation des prix de détail des aliments a généralement suivi celle de l'ensemble des produits, mais elle a beaucoup moins fluctué que celle des prix de l'énergie.

Graphique G.7
Indices des prix à la consommation (IPC) des aliments, du logement, de l'énergie et de l'ensemble des produits, 1980-2013

Source : Statistique Canada.

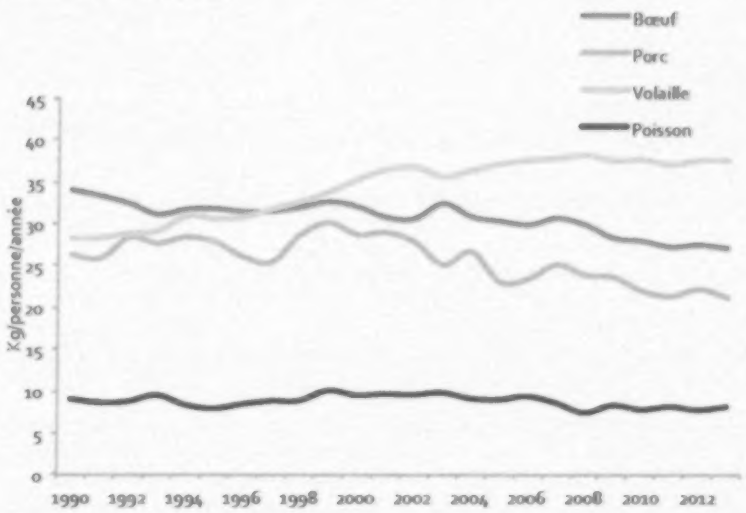
Les habitudes de consommation alimentaire des Canadiens continuent d'évoluer. La consommation de bœuf et de porc a diminué au fil du temps tandis que la consommation de volaille continue d'augmenter.

La disponibilité alimentaire sert d'approximation de la consommation et représente la quantité totale d'aliments destinés à l'alimentation humaine dans la chaîne d'approvisionnement alimentaire canadien.

En 2013, la disponibilité du bœuf a continué de chuter et a diminué de 1,5 % pour atteindre 27,1 kilogrammes par personne. En 2013, la disponibilité du porc a également enregistré une baisse générale et a diminué de 4,5 % pour atteindre 21,2 kilogrammes par personne.

Depuis 1997, la disponibilité de la volaille dépasse celle du bœuf bon an mal an. La disponibilité de la volaille par habitant était de 37,6 kilogrammes par personne en 2013 et est demeurée inchangée par rapport à l'année précédente.

Graphique G.8
Consommation estimée de boeuf, de porc, de volaille et de poisson par personne, de 1990 à 2013



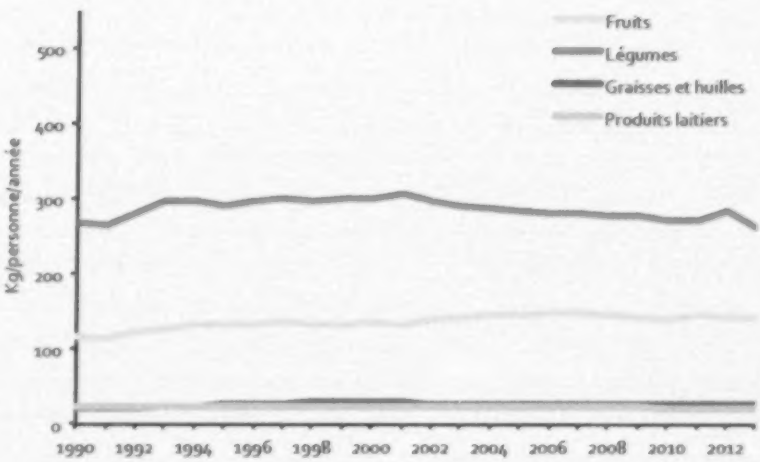
Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.
Remarque : Représente les aliments destinés à la consommation et non les quantités réelles d'aliments consommés.

En 2013, la disponibilité des produits végétaux a diminué alors que la disponibilité des produits à base de fruits, des graisses et des huiles, ainsi que des produits laitiers, est demeurée relativement stable.

La disponibilité des produits végétaux a diminué de 7,3 % en 2013 pour atteindre 262,6 kilogrammes par personne. Par contre, la disponibilité des produits à base de fruits a augmenté de 0,7 % pour atteindre 143,7 kilogrammes par personne.

La disponibilité des graisses et des huiles a augmenté de 0,2 % pour atteindre 25,8 kilogrammes par personne alors que la disponibilité des produits laitiers a diminué de 0,2 % pour atteindre 21,3 kilogrammes par personne.

Graphique G.9
Consommation estimée de produits laitiers, de fruits et légumes, ainsi que de graisses et d'huiles par personne, de 1990 à 2013



Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.
Remarque : Représente les aliments destinés à la consommation et non les quantités réelles d'aliments consommés.

SECTION H

SECTION H

Dépenses publiques et soutien aux producteurs

Introduction:

Les dépenses publiques (fédérales et provinciales) englobent diverses activités comme des paiements de programme, la recherche et l'inspection, l'environnement ainsi que le développement rural et le développement de marché, et varient grandement d'une province à l'autre. Les politiques agricoles au Canada et ailleurs dans le monde ont évolué au fil des ans. Les changements apportés n'ont pas seulement consisté à diminuer le soutien, mais aussi à en modifier le type. Bien que les dépenses publiques aient diminué au cours des dix dernières années, elles demeurent historiquement importantes.

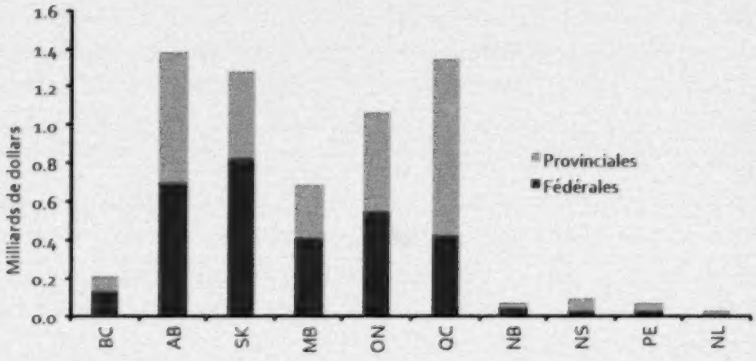
Exprimées en dollars, les dépenses publiques pour soutenir le secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire devraient diminuer légèrement au cours de l'exercice financier 2013-2014 pour atteindre 6,2 milliards de dollars. Exprimées en pourcentage du PIB agricole, les dépenses publiques devraient se situer à 31,2 % en 2013-2014.

Les dépenses des gouvernements provinciaux à l'appui du secteur agricole et agroalimentaire varient considérablement

Au cours de l'exercice financier 2013-2014, les dépenses publiques totales à l'appui du secteur agricole et agroalimentaire variaient entre 33,3 millions de dollars à Terre-Neuve-et-Labrador et près de 1,4 milliard de dollars en Alberta.

Avec plus de 1 milliard de dollars de dépenses, le Québec est la seule province où les dépenses provinciales sont plus élevées que les dépenses fédérales. En 2013-2014, 68,7 % des dépenses publiques au Québec provenaient du gouvernement provincial en raison de programmes spécialisés visant à répondre à des besoins régionaux.

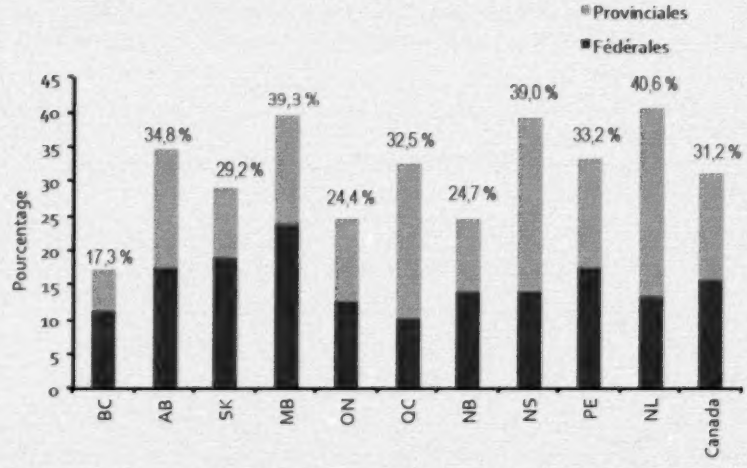
Graphique H.3
Dépenses publiques totales (fédérales et provinciales) dans le secteur agricole et agroalimentaire par province, 2013-2014



Source : AAC.
Note : Les données de 2013-2014 sont des estimations.

Au cours de l'exercice financier 2013-2014, les dépenses publiques totales à l'appui du secteur agricole et agroalimentaire représentaient 31,2 % du PIB agricole au niveau national, mais variaient d'une province à l'autre.

Graphique H.4
Dépenses publiques totales dans le secteur agricole et agroalimentaire en pourcentage du PIB agricole, Canada et par province, 2013-2014



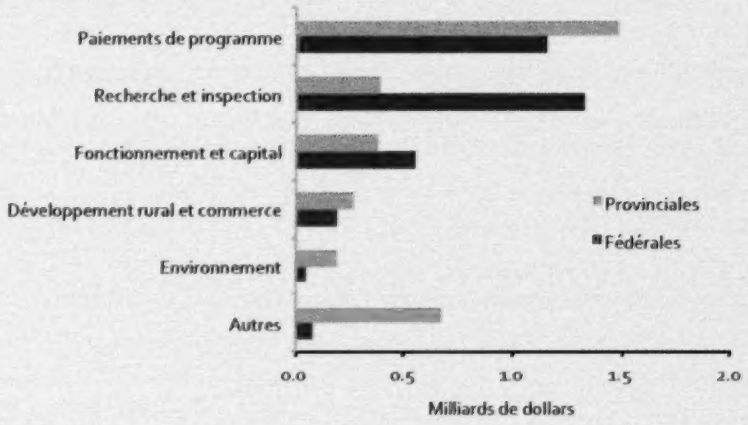
Source : AAC.
Note : Les données de 2013-2014 sont des estimations.

Les dépenses publiques ne sont pas réparties de façon égale entre les activités

Pour l'exercice financier 2013-2014, on estime que la recherche et l'inspection représentent la part la plus importante des dépenses fédérales à l'appui du secteur agricole et agroalimentaire au Canada.

À l'échelon provincial, ce sont les paiements de programme qui représentent les dépenses publiques de soutien les plus importantes, poursuivant la tendance observée ces dernières années. Pour l'exercice financier 2013-2014, on estime que les dépenses fédérales qui peuvent être attribuées à la gestion des risques de l'entreprise représentent 34,5 % du soutien total du gouvernement fédéral au secteur.

Graphique H.5
Dépenses publiques fédérales et provinciales à l'appui du secteur agricole et agroalimentaire par grande catégorie, 2013-2014



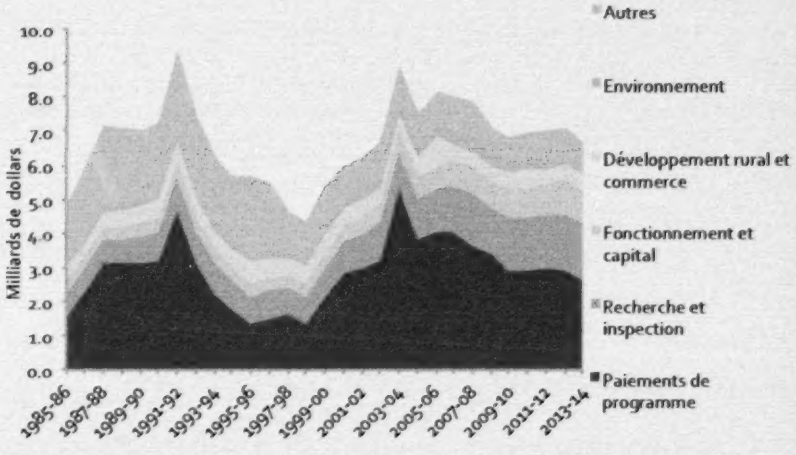
Source : AAC.
Note : Les données de 2013-2014 sont des estimations.

La composition du soutien a changé au fil des ans, mais les paiements de programme demeurent un élément important du soutien au secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire.

Cependant, après l'exercice financier 2003-2004, il y a eu une diminution des paiements de programme et d'autres dépenses ainsi qu'une augmentation des dépenses liées à la recherche et à l'inspection.

Les dépenses liées à la recherche et à l'inspection représentaient 25,5 % de l'ensemble des dépenses à l'appui du secteur agricole et agroalimentaire en 2013-2014, et ont augmenté de 55,1 % depuis l'exercice financier 2003-2004.

Graphique H.6
Dépenses publiques fédérales et provinciales à l'appui du secteur agricole et agroalimentaire par grande catégorie, 1985-1986 à 2013-2014



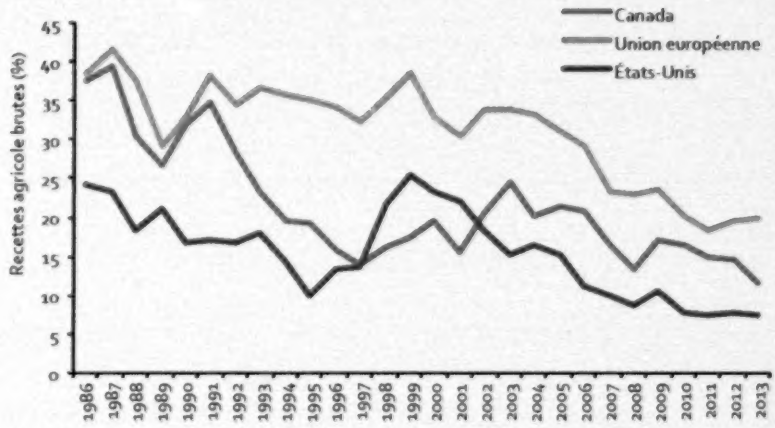
Source : AAC.
Note : Les données sont des estimé de l'année fiscal 2013-2014.

Le soutien total aux producteurs canadiens a diminué au cours des dernières années, notamment en raison des prix plus élevés des produits de base

En 2013, l'estimation du soutien aux producteurs (ESP) pour le Canada était de 11,6 % des recettes agricoles brutes.

Il s'agit d'une baisse par rapport au soutien de 14,5 % en 2012, qui est essentiellement attribuable à une diminution des transferts budgétaires. Cependant, ce soutien est demeuré supérieur à celui des États-Unis (7,4 %), mais inférieur à celui de l'Union européenne (19,8 %).

Graphique H.7
Pourcentage de l'estimation du soutien aux producteurs (ESP) par rapport aux recettes agricoles brutes dans certains pays, 1986-2013



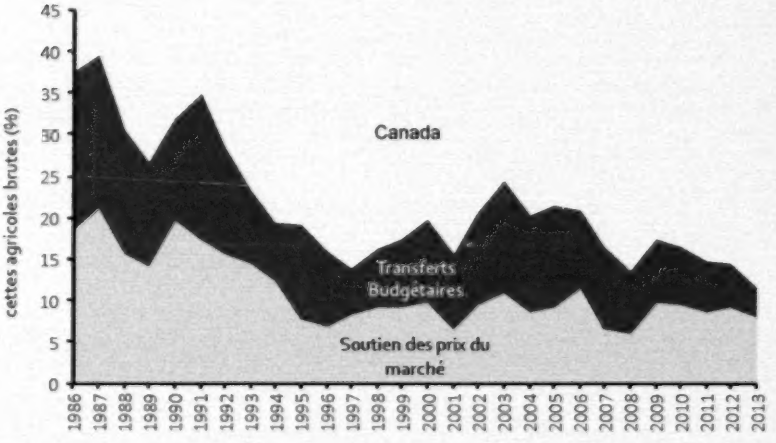
Source : OCDE, Direction des Échanges et de l'Agriculture, estimation du soutien aux producteurs et aux consommateurs, base de données de l'OCDE.
Note : Les données de 2013 sont préliminaires.

En 2013, 69,6 % de tout le soutien accordé aux producteurs canadiens est attribuables au soutien des prix du marché (SPM), comparativement à une moyenne de 52,1 % de 1986 à 2013.

Au Canada, le SPM et les transferts budgétaires, exprimés en pourcentage des recettes agricoles brutes, ont tous deux diminué au cours de la période de 1986-2013. La part de SPM pendant cette période a oscillé entre 40,0 % et 69,6 %.

Au Canada, le lait est le produit auquel on accorde traditionnellement le plus de SPM. La part du lait de l'ensemble du SPM a légèrement augmenté entre 2012 et 2013 pour passer de 61,8 % à 62,5 %. Cependant, au cours de la même période, la part de la volaille de l'ensemble du SPM a diminué légèrement pour passer de 18,5 % à 17,9 %.

Graphique H.8
Composition du soutien aux producteurs, Canada, 1986 à 2013



Source : OCDE, Direction des Échanges et de l'Agriculture, estimation du soutien aux producteurs et aux consommateurs, base de données de l'OCDE.
Note : Les données de 2013 sont préliminaires.

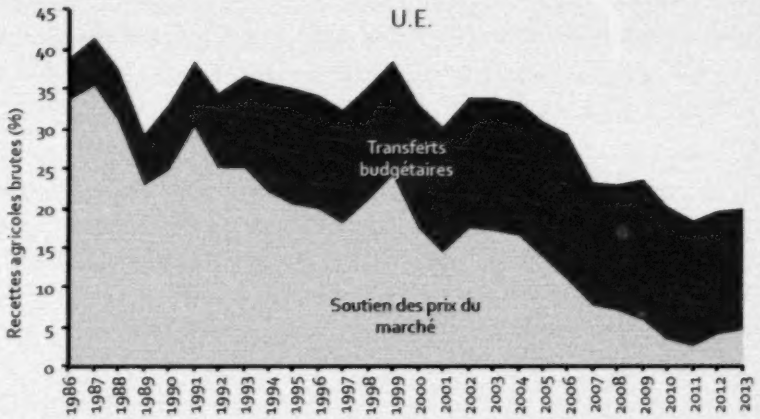
Dans l'UE et aux États-Unis, les réformes des politiques jumelées aux changements de prix des produits de base ont entraîné une réduction importante du soutien des prix du marché (SPM) et de légères hausses de transferts budgétaires

En 2013, 76,8 % de l'ensemble du soutien aux producteurs agricoles dans l'UE provenait des transferts budgétaires, comparativement à une moyenne de 46,8% au cours de la période de 1986 à 2013.

Dans l'U.E., les transferts budgétaires, en pourcentage du soutien total, ont augmenté. En 1986, 86,6 % de l'ensemble du soutien aux producteurs dans l'U.E. provenait du soutien des prix du marché, comparativement à seulement 23,2 % en 2013.

L'Union européenne a modifié la façon dont le soutien est accordé aux producteurs agricoles par d'importantes réformes à la Politique Agricole Commune (PAC)*, lesquelles ont diminué les prix d'intervention tout en augmentant les paiements directs aux producteurs.

Graphique H.9
Composition du soutien aux producteurs, Union européenne, 1986 à 2013



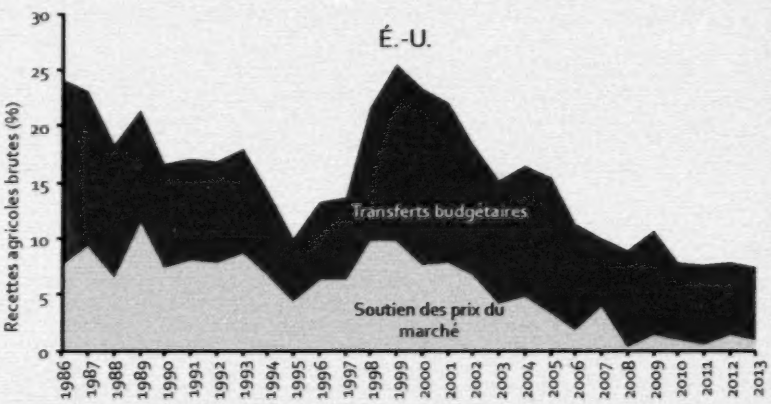
Source : OCDE, Direction des Échanges et de l'Agriculture, estimation du soutien aux producteurs et aux consommateurs, base de données de l'OCDE.
Note : Les données de 2013 sont préliminaires.

En 2013, 87,6 % de l'ensemble du soutien aux producteurs agricoles aux É.-U. provenait des transferts budgétaires, comparativement à une moyenne de 66,6 % au cours de la période de 1986 à 2013.

Aux É.-U., tant le SPM que les transferts budgétaires, exprimés en pourcentage des recettes agricoles brutes, ont suivi une tendance à la baisse au cours de la période de 1986 à 2013.

La production de lait a reçu le niveau le plus élevé de soutien dans le cadre du SPM aux É.-U. En 2013, la part du lait de l'ensemble du SPM se situait à 61,3 %.

Graphique H.10
Composition du soutien aux producteurs, États-Unis, 1986-2013



Source : OCDE, Direction des Échanges et de l'Agriculture, estimation du soutien aux producteurs et aux consommateurs, base de données de l'OCDE.
Note : Les données de 2013 sont préliminaires.

LES COMPOSANTES DU SYSTÈME AGRICOLE ET AGROALIMENTAIRE DU CANADA

Secteur agricole et agroalimentaire
Le secteur agricole et agroalimentaire englobe toutes les industries dont l'activité principale consiste essentiellement à fabriquer des produits alimentaires et agricoles. Il inclut l'agriculture primaire et la fabrication d'aliments, de boissons et de produits du tabac.

Système agricole et agroalimentaire canadien
Le système agricole et agroalimentaire du Canada est une chaîne de valeur formée d'industries qui produisent des denrées agricoles et alimentaires. Il regroupe les fournisseurs d'intrants et de services agricoles, l'agriculture primaire, les fabricants d'aliments, de boissons et de produits du tabac, les détaillants et grossistes en alimentation et les établissements de services alimentaires.

À moins d'indication contraire, les composantes du système agricole et agroalimentaire sont définies selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN). Une liste détaillée des industries constituant le système figure ci-après.

Fournisseurs d'intrants et de services agricoles
Les fournisseurs d'intrants et de services agricoles regroupent les industries suivantes telles qu'elles sont définies par le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN) :

Au niveau des quatre chiffres
1151 Activités de soutien aux cultures agricoles
1152 Activités de soutien à l'élevage
3253 Fabrication de pesticides, d'engrais et d'autres produits chimiques agricoles
4171 Grossistes-distributeurs de machines et matériel pour l'agriculture, l'entretien des pelouses et le jardinage
4183 Grossistes-distributeurs de fournitures agricoles

Au niveau des cinq chiffres
33311 Fabrication de matériel agricole

Agriculture primaire
L'agriculture primaire comprend les industries suivantes telles qu'elles sont définies par le SCIAN :

Au niveau des trois chiffres
111 Cultures agricoles
112 Élevage et aquaculture

Au niveau des quatres chiffres
1111 Culture de plantes oléagineuses et de céréales
1112 Culture de légumes et de melons
1113 Culture de fruits et de noix
1114 Culture en serre et en pépinière et floriculture
1119 Autres cultures agricoles
1121 Élevage de bovins
1122 Élevage de porcs
1123 Élevage de volailles et production d'œufs

1124 Élevage de moutons et de chèvres
1125 Aquaculture
1129 Autres types d'élevage

Transformation des aliments, des boissons et du tabac
La transformation des aliments, des boissons et du tabac comprend les industries suivantes telles qu'elles sont définies par le SCIAN :

Au niveau des trois chiffres
311 Fabrication d'aliments
312 Fabrication de boissons et de produits du tabac

Au niveau des quatres chiffres
3111 Fabrication d'aliments pour animaux
3112 Mouture de céréales et de graines oléagineuses
3113 Fabrication de produits de confiserie et de sucre
3114 Mise en conserve de fruits et de légumes et fabrication de spécialités alimentaires
3115 Fabrication de produits laitiers
3116 Fabrication de produits de viande
3117 Préparation et emballage de produits de la mer
3118 Boulangeries et fabrication des tortillas
3119 Fabrication d'autres aliments
3121 Fabrication de boissons
3122 Fabrication de produits du tabac

Détaillants et grossistes en alimentation
Les détaillants et grossistes en alimentation comprennent les industries suivantes telles qu'elles sont définies par le SCIAN :

Au niveau des trois chiffres
411 Grossistes-distributeurs de produits agricoles
413 Grossistes-distributeurs de produits alimentaires, de boissons et de tabac
445 Magasins d'alimentation

Services alimentaires
Les établissements de services alimentaires comprennent les industries suivantes telles qu'elles sont définies par le SCIAN :

Au niveau des trois chiffres
722 Services alimentaires et débits de boissons

Au niveau des quatre chiffres
4542 Exploitants de distributeurs automatiques

DÉPENSES DES MÉNAGES EN BIENS ET SERVICES

Indique les dépenses engagées pour la nourriture, le logement, les fournitures et accessoires d'ameublement de maison, l'habillement, le transport, les communications, les soins et les services de santé, les loisirs, l'éducation et la culture, les produits du tabac et les boissons alcoolisées, les jeux de hasard et un groupe d'éléments divers.

Dépenses personnelles en biens et services de consommation
Dépenses des ménages en biens de consommation neufs et en services de consommation, et marges sur les biens usagés. Les dépenses réelles des particuliers représentent les dépenses des particuliers ajustées à l'inflation

CLASSEMENT DES ACHATS D'ALIMENTS

Aliments et boissons non alcoolisées achetés au magasin
Les aliments achetés au magasin comprennent les aliments achetés dans les supermarchés, les magasins d'alimentation spécialisés (boucheries, magasins de produits frais, boulangeries, poissonneries, boutiques de mets fins, magasins d'aliments de santé, marchés ou étals, achats directs auprès des producteurs et des fournisseurs de produits surgelés, marchés et comptoirs de producteurs en plein air et tous les autres établissements sans service), les dépanneurs et les autres magasins (tout autre type de magasin qui vend des produits alimentaires, comme les grands magasins, les entrepôts-club, les pharmacies, etc.).

Aliments consommés à l'extérieur
Les aliments achetés au restaurant comprennent les aliments achetés dans les restaurants offrant le service aux tables, les restaurants à service rapide, les cafétérias et les autres points de vente (comptoirs-rafraîchissements, casse-croûte, machines distributrices, voitures à patates frites et traiteurs). On trouve généralement ces établissements dans les supermarchés, les cinémas, les expositions, les manifestations sportives, les parcs, etc.

Boissons alcoolisées
Ceci inclut les boissons alcoolisées achetées au magasin et au restaurant. Cette catégorie inclut aussi les dépenses sur l'équipement et les coûts associés à la bière, au vin ou a la liqueur faits maison. Les achats de boissons alcoolisées peuvent être sous-estimés.

DÉFINITIONS DU REVENU AGRICOLE

Gains nets moyens
Les gains nets moyens correspondent au niveau de revenu obtenu en divisant les gains nets par le nombre d'exploitations agricoles

Déduction pour amortissement
La déduction pour amortissement correspond au montant déduit pour des biens amortissables aux fins fiscales.

Ratio d'endettement passif-actif
Le ratio d'endettement passif-actif au niveau de l'exploitation agricole est l'endettement total divisé par le total de l'actif.

Ratio d'endettement
Le ratio d'endettement au niveau industriel est l'endettement total divisé par le total des capitaux propres.

Paiements directs
Les paiements directs incluent les montants payés aux termes de programmes agricoles gouvernementaux et de programmes agricoles financés par le secteur privé. Ces derniers sont des programmes d'assurance financés

entièrement par les primes versées par les producteurs. Ne sont compris que les paiements qui se rapportent à la production agricole courante et qui sont versés directement aux personnes qui participent à la production agricole.

Recettes monétaires agricoles
Les recettes monétaires agricoles comprennent les revenus tirés de la vente des produits agricoles, les paiements des programmes gouvernementaux ainsi que les paiements des programmes d'assurance privés et d'assurance bétail. Les recettes sont comptabilisées dans l'année civile (janvier à décembre) lorsque l'argent est versé aux agriculteurs.

Dépenses d'exploitation agricole
Les dépenses d'exploitation agricole représentent les frais d'entreprise engagés par les exploitants agricoles pour les biens et les services utilisés pour la production de produits agricoles. Tous les renseignements sur les dépenses sont fournis sur la base d'une année civile. Si des remises directes sont versées aux agriculteurs pour réduire le coût de certains intrants, on utilise alors les estimations de dépenses nettes pour préparer le revenu net, même si les dépenses nettes et les dépenses brutes peuvent être indiquées. Puisque l'objectif est de produire des estimations provinciales de recettes nettes, les flux d'une exploitation agricole à une autre sont exclus des estimations La province peut être considérée comme une seule grande exploitation agricole.

Valeur nette d'une exploitation agricole
On mesure la valeur nette d'une exploitation agricole au moyen de l'actif total de l'exploitation agricole évalué selon la valeur marchande actuelle moins le total des dettes.

Recettes
Les recettes désignent les recettes tirées de la vente de produits agricoles, mais excluent les paiements versés directement aux producteurs.

Revenus monétaires nets
Les revenus monétaires nets mesurent le flux net de trésorerie de l'exploitation agricole (les recettes de l'exploitation agricole moins les charges d'exploitation) généré par la production de biens agricoles. Le revenu monétaire net représente le montant d'argent disponible pour le remboursement de la dette, l'investissement ou le retrait par le propriétaire.

Valeur nette ajoutée
La valeur nette ajoutée mesure la contribution de l'agriculture à la production de biens et de services de l'économie nationale créée au cours d'une année donnée. On obtient cette valeur en calculant la valeur totale de la production du secteur agricole, y compris les paiements de programme, et en soustrayant les coûts liés à la production (dépenses en intrants, taxes d'affaires et dépréciation). La valeur nette ajoutée est distribuée à divers facteurs de production, notamment le loyer aux propriétaires non exploitants, les intérêts versés aux prêteurs, les salaires et les bénéfices.

Bénéfice d'exploitation net
Le bénéfice d'exploitation net désigne la différence entre le revenu agricole brut et les charges totales de l'exploitation agricole ayant un effet sur la trésorerie.

Ratio de marge bénéficiaire
Le ratio de marge bénéficiaire au niveau de l'industrie est calculé comme le bénéfice d'exploitation divisé par le total des produits d'exploitation. Le bénéfice d'exploitation est le résultat net des principales activités commerciales d'une entreprise. Il est calculé avant de prendre en compte les frais d'intérêts, les revenus de placement, les pertes non récurrentes découlant de la réduction de la valeur de l'actif, les gains ou les pertes réalisés à l'aliénation des actifs et les charges fiscales. Ce ratio indique la capacité de la direction de générer des gains à partir des principales activités commerciales d'une entreprise.

Taux de rendement sur le capital à long terme
On calcule le taux de rendement sur le capital à long terme comme un bénéfice d'exploitation (sans déduire ni les taxes ni les intérêts payés) divisé par le capital à long terme, lequel capital est considéré comme la somme de l'avoir des actionnaires et de la dette à long terme

Rendement des capitaux propres
Le taux de rendement des capitaux propres au niveau de l'exploitation agricole est calculé comme le revenu d'exploitation net moins la déduction pour amortissement divisé par l'avoir net au coût. Dans le cas des fermes laitières et des fermes avicoles, la dépréciation sur les immobilisations pour les quotas a également été déduite.

Ratio du rendement des capitaux propres
Le ratio de rendement des capitaux propres au niveau de l'industrie est calculé comme le bénéfice après impôt divisé par le total des capitaux propres x 100. Ce ratio mesure le niveau le taux de rendement pour les propriétaires (investisseurs) et il représente leur mesure de rentabilité. Le bénéfice est le bénéfice après impôt, y compris une déduction pour les frais d'intérêts (paiements aux prêteurs). Il s'agit du bénéfice net disponible pour les propriétaires (investisseurs). Le ratio indique combien de cents rapporte chaque dollar investi par les propriétaires.

Quintiles
Les quintiles sont des classifications des ménages en ordre croissant de revenu total et organisés en cinq groupes de nombre égal.

Valeur des quotas
La valeur d'une quantité précise d'un produit agricole de base soumis à la gestion de l'offre, comme ceux des secteur du lait et de la volaille, qu'un producteur peut fournir.

Technologie
La technologie est largement définie pour inclure les moyens techniques et le savoir-faire nécessaires pour produire un produit ou un service. Il prend la forme d'équipement, de matériel, de processus, de plans détaillés et de connaissances.

DÉFINITIONS DE PERTE ET DU GASPILLAGE D'ALIMENTS

Les pertes d'aliments font référence aux déversements accidentels, aux décès ou à la détérioration, ou aux problèmes techniques qui réduisent la productionn'atteignent de produits de base avant que ceux-ci un acheteur ou un consommateur.

Le gaspillage d'aliments fait référence à des problèmes davantage liés au comportement qui autrement réduisent la quantité de nourriture destinée à l'alimentation humaine en raison de la négligence ou de décisions délibérées de jeter de la nourriture. Adapté de *FAO, 2011 et World Resources Institute, 2013*

Perte et gaspillage d'aliments
Comprend les portions comestibles d'aliments produits qui ne sont pas destinés à l'alimentation humaine, mais qui ne sont pas consommés.

DÉTAILLANTS ET GROSSISTES EN ALIMENTATION

Magasins à succursales
Les détaillants en alimentation sont répartis en magasins à succursales et magasins indépendants. Les chaînes de magasins sont définies comme l'exploitation de quatre emplacements ou plus au Canada (au sein du même groupe industriel et sous une même propriété juridique).

TERMINOLOGIE ÉCONOMIQUE ET STATISTIQUE

Technologie de pointe
La technologie de pointe est une technologie avancée qui permet d'exercer une nouvelle fonction ou d'améliorer considérablement une fonction par rapport aux technologies utilisées couramment. Ces technologies comprennent entre autres la biotechnologie, la nanotechnologie, etc.

Stock de capital
Le capital fixe est constitué des bâtiments, des ouvrages de génie civil et du matériel et de l'outillage. L'investissement total dans le capital fixe correspond aux achats requis pour compenser la dépréciation des biens immobilisés (besoins de remplacement) et aux achats requis pour accroître le stock de capital. Lorsque les besoins de remplacement sont supérieurs aux investissements, le stock de capital diminue, car le stock existant n'est pas maintenu. Lorsque les investissements dépassent les besoins de remplacement, le stock augmente.

Dollars chaînés
Une mesure servant à exprimer les volumes de production réels ou les dépenses réelles en éliminant les effets de distorsion des fluctuations de prix au fil du temps.

Prélèvements
Les prélèvements effectués par les associations de producteurs sont des sources courantes de financement de la R-D, de l'innovation et de la promotion et du développement des produits agricoles. Dans le cadre de ces systèmes, qui comportent habituellement une évaluation annuelle des mises en marché et des ventes, les revenus des producteurs sont mis en commun par leur organisation et un pourcentage ou un montant fixe de ces revenus est prélevé aux fins susmentionnées.

Ratio de concentration (RC4)
Le ratio de concentration mesure le niveau de concentration d'un secteur d'activité et exprime les ventes d'un nombre fixe d'entreprises parmi les plus importantes de ce secteur en tant que pourcentage de l'ensemble des ventes du secteur. RC4 est l'acronyme utilisé pour le ratio de concentration des quatre principales entreprises du secteur.

Prix constants
Les constants désignent une valeur à partir de laquelle l'incidence générale de l'inflation a été supprimée.

Rendement cultural
Production totale d'une culture par unité de surface terrestre.

Campagne agricole
Une campagne agricole est une période de douze mois utilisée pour la cueillette de données sur une culture en particulier — elle correspond généralement au cycle naturel de plantation et de commercialisation de cette culture. Habituellement, une campagne agricole commence au cours d'un mois autre que janvier.

Investissement direct à l'étranger (IDE)
L'IDE désigne l'investissement par des non-résidents dans une entreprise où ces non-résidents détiennent 10 pour cent ou plus des actions ordinaires ou des droits de vote dans le cas d'entreprises constituées en société ou l'équivalent dans le cas d'entreprises non constituées en société.

Produit intérieur brut (PIB)
Le PIB d'un pays est la valeur totale sans double compte des biens et des services produits dans ce pays pendant une période donnée.

Productivité du travail
La productivité du travail est une mesure des extrants de l'industrie par heure de travail.

Commercialisation
Dans le secteur agricole, la commercialisation comprend tous les services qui font passer un produit agricole de la ferme au consommateur. Elle comporte de nombreuses activités interreliées, comme la culture, la récolte, le classement, l'emballage, le transport, l'entreposage, la transformation, la distribution, la publicité et la vente.

Innovation au chapitre des produits
Une innovation au chapitre des produits est la mise en œuvre de la commercialisation d'un bien ou d'un service nouveau ou sensiblement amélioré quant à ses possibilités, sa convivialité, ses composants ou ses sous-systèmes. Les innovations au chapitre des produits doivent être nouvelles pour l'entreprise.

Refonte des processus
Une refonte des processus est la mise en œuvre d'un processus de production, d'un mode de distribution ou d'une activité de soutien nouveau ou sensiblement amélioré pour les biens ou les services d'une entreprise. Les refontes de processus doivent être nouvelles pour l'entreprise et excluent les innovations purement organisationnelles.

Production à valeur ajoutée
La production à valeur ajoutée désigne les produits qui ont été soumis à une certaine transformation.

CATÉGORIES DE SOUTIEN L'ÉTAT

Dépenses publiques
Les dépenses publiques directes ou indirectes (à tous les paliers de gouvernement) liées à l'agriculture et à la transformation des aliments engagées au cours d'une année au profit de particuliers, d'organismes ou d'associations.

PRINCIPALES CATÉGORIES DE DÉPENSES PUBLIQUES

Dépenses de programmes liées au développement, au commerce et à l'environnement
Comprennent les dépenses publiques d'administration et d'immobilisation consacrées au développement régional, à la commercialisation et au commerce, et aux activités environnementales ainsi que les subventions et les contributions accordées par le gouvernement pour ces activités.

Dépenses de fonctionnement et d'investissement
Comprennent les dépenses publiques en administration générale et en gestion, et les dépenses consacrées à l'information sur les politiques et les services statistiques.

Autres dépenses
Comprennent les dépenses publiques consacrées à l'aide alimentaire et à l'aide internationale, à la vulgarisation et à l'éducation, ainsi que les paiements au titre de programmes sociaux et les dépenses fiscales.

Paiements de programme
Comprennent les paiements de programme de soutien et de stabilisation du revenu, de programmes spéciaux et de réduction des coûts, des programmes agri-protection et des programmes d'aide financière.

Dépenses liées à la recherche et à l'inspection
Comprennent les dépenses d'administration et d'immobilisation engagées par l'État pour les activités de recherche et d'inspection, ainsi que les subventions et contributions accordées par le gouvernement pour le travail consacré à ces activités.

Dépenses d'aide à l'entreposage et au fret
Paiements de programme pour l'entreposage et le fret.

Dépenses publiques totales
Comprennent les dépenses des gouvernements fédéral et provinciaux.

MESURES D'AIDE GOUVERNEMENTALE

Transferts budgétaires
Dépenses budgétaires des gouvernements sous forme de paiements directs aux producteurs agricoles.

Soutien des prix du marché (SPM)
Transferts aux producteurs agricoles découlant de mesures de politique qui créent un écart entre les prix du marché intérieur et les prix du seuil de la frontière d'un produit agricole particulier.

Estimation du soutien aux producteurs (ESP)
Mesure annuelle de soutien aux producteurs agricoles. Correspond à la somme du soutien des prix du marché et des dépenses budgétaires sous forme de paiements aux producteurs, exprimée en pourcentage des recettes agricoles brutes.

Recettes agricoles brutes
La valeur de la production des marchandises plus les transferts directs reçus par les producteurs dans l'année en cours.

Transferts pour marchandise unique
Transferts aux producteurs agricoles découlant de politiques associées à la production d'un produit de base unique; le producteur doit ainsi produire le produit de base désigné pour avoir droit au transfert.

TYPES D'ÉCHANGES

Exportations agricoles et agroalimentaires
Les exportations agricoles et agroalimentaires comprennent les produits agricoles, les aliments (sauf les produits de la pêche), les boissons non alcoolisées (y compris les eaux embouteillées), les boissons alcoolisées et les produits du tabac, de la floriculture et des pépinières.

Importations agricoles et agroalimentaires
Les importations agricoles et agroalimentaires comprennent les produits agricoles, les aliments (sauf les produits de la pêche), les boissons non alcoolisées (y compris les eaux embouteillées), les boissons alcoolisées et les produits du tabac, de la floriculture et des pépinières.

Commerce intrarégional
Commerce entre deux régions à un endroit donné. Par exemple, commerce entre des provinces canadiennes ou des pays membres de l'Union européenne.

Commerce de produits d'agriculture primaire
Utilise la structure de codage du Système de classification des industries de l'Amérique du Nord comme base, définit l'agriculture primaire selon les codes 111 et 112.

Commerce de produits agroalimentaires transformés
Utilise la structure de codage du Système de classification des industries de l'Amérique du Nord comme base, et définit les produits agroalimentaires transformés selon les codes 311 et 3121.

Plan environnemental de la Ferme (PEF)
Le PEF est une évaluation écrite des problèmes ou des risques environnementaux sur une exploitation agricole. Il contient un plan d'action précisant les pratiques de gestion bénéfiques qui devraient être mises en place pour atténuer ou éliminer ces risques.

Séquestration du carbone dans le sol
Le processus de captation et du stockage à long terme du gaz carbonique atmosphérique.

SOURCES DE DONNÉES ET RÉFÉRENCES

SECTION A : PERTES ET GASPILLAGES ALIMENTAIRES DANS LE SYSTÈME AGRICOLE ET AGROALIMENTAIRE

A.1 Adapté de : World Resources Institute, 2013.

Nom complet du rapport : Lipinski, B., C. Hanson, J. Lomax, L. Kitinoja, R. Waite and T. Searchinger, 2013. « Reducing Food Loss and Waste ». Document de travail, Installment 2 of Creating a Sustainable Food Future. World Resources Institute, Washington DC.

A.2 Adapté de : FAO, 2013. Food Wastage Footprint : Impacts on Natural Resources, Rapport technique, Rome,Italie.

A.3-A.4 Adapté de : World Resources Institute, 2013.

Nom complet du rapport : Lipinski, B., C. Hanson, J. Lomax, L. Kitinoja, R. Waite and T. Searchinger, 2013. « Reducing Food Loss and Waste ». Document de travail, Installment 2 of Creating a Sustainable Food Future. World Resources Institute, Washington DC.

A.5 Source : Calculs d'AAC à partir des données de Statistique Canada et du USDA. Statistique Canada, Tableaux CANSIM 002-0010 et 002-0011 et USDA, Economic Research Service, Loss-Adjusted Food Availability (LAFA) data series

A.6 Calculs d'AAC à partir des donnes de l'USDA, Economic Research Service, Loss-Adjusted Food Availability (LAFA) série de données

A.7 Source : Calculs d'AAC à partir des données de Statistique Canada et de l'USDA. Statistique Canada, Tableaux CANSIM 002-0010 et 002 et USDA, Economic Research Service, Loss-Adjusted Food Availability (LAFA) data series.

A.8-A.9 Adapté de : FAO, 2013. Food Wastage Footprint : Impacts on Natural Resources, Rapport techique, Rome, Italie.

A.10-A11 Adapté de : J.C. Buzby, et al, 2014. Nom complet du rapport : Buzby, J.C., H.F. Wells and J. Hyman, "The Estimated Amount, Value and Calories of post harvest food losses at the retail and consumer levels in the United States", USDA, Economic Research Service Economic Information Bulletin No. 121, Février, 2014

SECTION B : PIB ET EMPLOI

B.1-B.2 Statistique Canada. Tableau CANSIM 379-0031 : Produit intérieur brut (PIB) aux prix de base, selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN); Statistique Canada, Enquête annuelle sur les manufactures et l'exploitation forestière (EAMEF) 2012

B.3-B.4 Statistique Canada, Tableau CANSIM 379-0030 - Produit intérieur brut (PIB) aux prix de base, selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN), provinces et territoires, annuel

B.5-B.8 Statistique Canada, Enquête annuelle sur la population active, tableau spécial

SECTION C : COMMERCE INTERNATIONAL

C.1-C.2 Calculs d'AAC à partir de divers produits de Statistique Canada

C.3-C.4 Statistique Canada, Base de données sur le commerce international de marchandises du Canada via le système de traitement des données commerciales d'AAC

C.5-C.6 Atlas du commerce international

C.7-C.16 Base de données sur le commerce international de marchandises du Canada via le système de traitement des données commerciales d'AAC

SECTION D : INNOVATION

D.1 AAC, Base de données des dépenses publiques (Décembre 2013)

D.2 Source : OCDE, Direction du commerce et de l'agriculture, Estimations du soutien aux producteurs et aux consommateurs, Base de données de l'OCDE, 2014

D.3 Statistique Canada et calculs d'AAC

D.4 Statistique Canada et calculs d'AAC

D.5 Rapport annuel de Saskatchewan Pulse Growers, diverses années

D.6 Statistique Canada , Tableau Cansim 001-0010

D.7 Statistique Canada, Enquête sur l'innovation et les stratégies d'entreprise, 2012

D.8 Statistique Canada, Enquête sur l'innovation et les stratégies d'entreprise, 2009 et 2012

D.9 Statistique Canada, Enquête sur l'innovation et les stratégies d'entreprise, 2009 et 2012

D.10 Statistique Canada, Enquête sur l'innovation et les stratégies d'entreprise, 2012

D.11 Statistique Canada, Enquête sur l'innovation et les stratégies d'entreprise, 2009 et 2012

D.12 Statistique Canada, Enquête sur l'innovation et les stratégies d'entreprise, 2012

SECTION E1 : FINANCES AGRICOLES

E.1.1 Statistique Canada Modèle entrées-sorties et calculs d'AAC

E.1.2-E.1.4 Statistique Canada, Tableau CANSIM 002-0001 - Recettes monétaires agricoles

E.1.5 Statistique Canada, Tableau CANSIM 002-0009 : Revenu agricole net, annuel (dollars); Tableau CANSIM 002-0001 : Recettes monétaires agricoles, annuel (dollars).

E.1.6-E.1.9 Statistique Canada, Programme de données fiscales

E.1.10 Statistique Canada, Tableau CANSIM 002-0004 : Compte de la valeur ajoutée agricole, annuel (dollars)

E.1.11-E.1.12 Statistique Canada Modèle entrées-sorties, calculs de l'ERS, d'AAC et de l'Université de Guelph

SECTION E2 : INTRANTS AGRICOLES

E.2.1-2.2 Statistique Canada, Tableau CANSIM 002-0005 - Dépenses d'exploitation agricole et frais d'amortissement, annuel (dollars)

E.2.3 Statistique Canada, Tableau CANSIM 328-0015 : Indices des prix des entrées dans l'agriculture, trimestriel (indice, 2002=100)

E.2.4 Alberta Agriculture and Food, Economics and Competitiveness Division, Statistics and Data Development Unit, Alberta Agricultural Input Monitoring System (AIMS) et United States Energy Information Administration.

E.2.5 Statistique Canada, Tableau CANSIM 002-0005 - Dépenses d'exploitation de la ferme et amortissement, annuel (dollars), Tableau CANSIM 002-0020 – Bilan du secteur agricole, annuel (dollars

E.2.6 AAC, Enquête sur les prix des entrées dans l'agriculture, Quorum Corporation, Rail and Trucking Freight Rate Index (2002=100): 2012-2013 Annual Report Data Tables, Trucking Rates: Table 4A-1, Composite Freight Rates and Railway Freight Rates: Table 4C-1, Composite Freight Rates

SECTION E3 : ÉMISSIONS DE GES PROVENANT DE SOURCES AGRICOLES

E.3.1, E3.3 Environnement Canada, Rapport d'inventaire national, 2014; Ressources naturelles Canada, National Energy Database,1990-2011

E.3.2, E.3.4 Environnement Canada, Rapport d'inventaire national, 2014

E.3.5 Environnement Canada, Tendances en matière d'émissions 2014

E.3.6-E.3.7 Statistique Canada, Enquête sur la gestion agroenvironnementale (EGA) données de 2011

SECTION F1 : TRANSFORMATION DES ALIMENTS ET DES BOISSONS

F.1.2 Statistique Canada, Tableau CANSIM 379-0031 : Produit intérieur brut (PIB) aux prix de base, selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN), mensuel (dollars)

F.1.3 Statistique Canada, Tableau CANSIM 281-0024 : Emploi (EERH), estimations non désaisonnalisées, selon le type d'employé pour une sélection d'industries selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN), annuel (personnes)

F.1.4 Statistique Canada, Tableau CANSIM 551-0004 : Structure des industries canadiennes, nombre d'emplacements, tranches d'effectif et Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN), classes nationales, selon le Canada et les provinces, semestriel (nombre)

F.1.5-F.1.6 Statistique Canada, Tableau CANSIM 304-0014 - Stocks, ventes, commandes et rapport des stocks sur les ventes pour les industries manufacturières, selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN), Canada, mensuel CANSIM (base de données) et calculs d'AAC

F.1.7-F.1.8 Statistique Canada, Tableau CANSIM 281-0024 : Emploi (EERH), estimations non désaisonnalisées, selon le type d'employé pour une sélection d'industries selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN), annuel (personnes) et calculs d'AAC

F.1.9-F.1.10 Statistique Canada, Base de données sur le commerce international canadien de marchandises via le système de traitement des données commerciales d'AAC,Statistique Canada, Enquête mensuelle sur les industries manufacturières 2014 et calculs d'AAC

F.1.11-F.1.12 Statistique Canada, Tableau CANSIM 301-0006, Statistiques principales pour les industries manufacturières, selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN), annuel

F.1.13 Statistique Canada, Tabelau CANSIM Table 330-0008 - Indices des prix des matières brutes, mensuel (indice, 2002=100)

F.1.14 Statistique Canada, Tableau CANSIM 281-0027 : Rémunération hebdomadaire moyenne, estimations non désaisonnalisées, selon le type d'employé, pour une sélection d'industries selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN), annuel (dollars courants)

F.1.15-F.1.16 Statistique Canada, Statistique Canada, Enquête trimestrielle sur les statistiques financièrespour les entreprises, totalisation spéciale et calculs d'AAC

F.1.17 -F.1.18 Statistique Canada, Tableau CANSIM 376-0052 : Bilan des investissements internationaux, investissements directs canadiens à l'étranger et investissements directs étrangers au Canada, selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN) et la région, annuel (dollars).

SECTION F2 : LE COMMERCE ALIMENTAIRE DE DÉTAIL/DE GROS ET LES SERVICES ALIMENTAIRES

F.2.1 Canadian Grocer Magazine, Jan./Fév. 2001, National Market Survey, Canadian Food Store Sales, 2000, p. 22-31, Julia Drake; Condon, G., Canadian Grocer, Février 2014. Ventes de 2013 estimées à partir de données provisioires de Statistique Canada sur les supermarchés et données d'enquête sur les chaînes et les groupes de Canadian Grocers (2013)

F.2.2 Canadian Grocer Magazine, Février 2014

F.2.3 Statistique Canada, Statistiques financières trimestrielles pour les entreprises; Commerce au détail des aliments et des boissons - totalisation spéciale; et Toutes les marchandises vendues - Tableau CANSIM 187-0002 – Les données trimestrielles de l'état de l'évolution de la situation financière, selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN), certains ratios financiers et certains composants désaisonnalisés, trimestriel (dollars sauf indication contraire)

F.2.4 Statistique Canada, Tableau CANSIM 355-0006, Enquête mensuelle sur les services de restauration et débits de boissons, selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN), mensuel

F.2.5 Statistique Canada, Tableau CANSIM 180-0003 - Statistiques financières et fiscales des entreprises, selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN), annuel (dollars sauf indication contraire)

F.2.6 Association canadienne des restaurateurs et des services alimentaires, à partir de Quarterly InfoStats 1991-2002;

Industrie Canada, Bureau du surintendant des faillites, 2003-2013

SECTION G : CONSOMMATEURS

G.1 Calculs d'AAC fondés sur les données de Statistique Canada

G.2 Statistique Canada, Tableau CANSIM 380-0067 et Tableau CANSIM 380-0085 - Dépenses de consommation finale des ménages pour les biens et services, annuel et calculs d'AAC

G.3 Statistique Canada, Tableau CANSIM 203-0021 - Enquête sur les dépenses des ménages (EDM), dépenses des ménages, Canada, régions et provinces (dollars)

G.4 Statistique Canada, Tableau CANSIM 380-0085 Dépenses de consommation finale des ménages pour les biens et services, annuel et calculs d'AAC

G.5 Statistique Canada, Table 203-0022 - Enquête sur les dépenses des ménages (EDM), dépenses des ménages, Canada, .régions et provinces, selon le quintile de revenu du ménage, annuel (dollars) United States Bureau of Labour Statistics, Consumer Expenditures in 2012, Annuel Consumer Expenditure Survey

G.6 OCDE, base de données OLIS pour l'Australie, la France, l'Allemagne et le R.-U. Statistique Canada, Tableau CANSIM 203-0022 pour le Canada. United States Bureau of Labor Statistics, Tableau 45, Consumer Expenditures in 2012 for the US.

G.7 Statistique Canada, CANSIM Table 326-0020 - Indice des prix à la consommation (IPC), panier 2012, Annuel (2002=100)

G.8-G.9 Statistique Canada, CANSIM Table 002-0011 - Aliments disponibles au Canada, Annuel

SECTION H : DÉPENSES PUBLIQUES ET SOUTIEN AUX PRODUCTEURS

H.1-H.6 AAC, Base de données des dépenses publiques (Décembre 2013)

H.7-H.10 OCDE, Direction des échanges et de l'agriculture, Estimations du soutien aux producteurs et aux consommateurs, Base de données de l'OCDE, 2014.